Sciences Humaines

Les Grands Dossiers Sciences Humaines

GÉOPOLITIQUE
LE CHOC DES RÉCITS

Rien n'est plus puissant qu'un récit pour enrôler les esprits et façonner le monde

10,9 € - DOM/A : 12,30 € - BELUX : 10.5€ - CH : 16 FS - CAN : 17,95 $CA - ESP/ITA/GR/PORT CONT : 10,9 € - MAR : 110 MAD - TOM : 1420 XPF - TUN : 16,9 TND

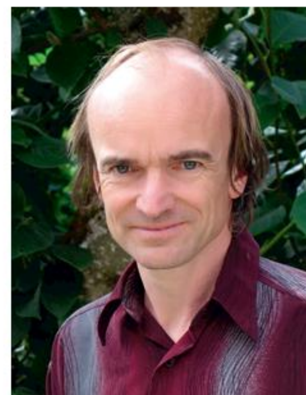


Cahier culture

La musique classique pour tous • Un château pour la francophonie

ÉDITORIAL

La puissance des histoires


© Geneviève Darles

Nous aimons qu'on nous raconte des histoires, qu'on nous raconte en histoires, et ce depuis toujours. Ce qui est inédit, avec le monde numérique qui est devenu le nôtre, c'est l'ampleur prise par la thématique des récits. Toute instance de décision, toute personnalité politique, tout État est sommé de produire un ou plusieurs récits, qui ont vocation à défendre son programme, à définir sa nature et à légitimer son action.

Dès lors, le *storytelling* s'est imposé comme l'arme suprême des nouveaux rapports de force géopolitiques. L'essayiste Christian Salmon a mis au jour la puissance de ces histoires ciselées pour reprogrammer l'opinion. Des histoires si convaincantesd, si bien relayées par les flux d'informations qu'elles annihilent dans certains cas tout argument rationnel. De telles choses ne sont pas nouvelles. *Les Protocoles des sages de Sion*, document paranoïaque concocté par la police russe en 1903, continue de nourrir la pensée antisémite. Mais le changement d'échelle est patent.

En France, patrie de Descartes, on peut croiser des gens très éduqués qui soutiennent sans sourciller que Poutine a envoyé son armée «*dénazifier l'Ukraine*», que Donald Trump lutte contre l'«*État profond*» dirigé en sous-main par des cliques pédophiles, ou que le réchauffement climatique est un complot visant à réduire leur liberté et à les assommer de taxes. Ces discours évoquent une forme de psychose, au double sens du terme énoncé dans le *Larousse*: «1) *Altération globale de la personnalité bouleversant les rapports du sujet avec la réalité.* 2) *Obsession collective provoquée par un traumatisme d'origine sociale ou politique*».

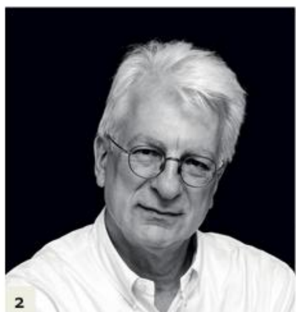
Mais cette psychose est délibérément encouragée. Ces gens ne sont pas fous. Leur pensée est logique et partagée. Elle fait système et relève de l'évidence dans leurs cercles relationnels. Ils la nourrissent méthodiquement de morceaux de rhétorique proposés par des algorithmes au fil des réseaux sociaux, de l'écoute de certains médias, du partage entre pairs. Au point de se convaincre de fadaises, sur lesquelles le réel n'a pas prise.

Même simplistes, de tels récits exercent des effets réels et potentiellement dangereux, au point d'inhiber l'action politique ou de changer le cours d'une élection. Les pages qui suivent offrent un décodage d'intérêt public, car nul n'est mieux préparé à la propagande que celui qui prend le temps d'un pas de côté pour étudier ses effets. Bienvenue dans un monde où la puissance bascule, et où les guerres, devenues hybrides, se jouent autant avec des morts qu'avec des mots. ●

LAURENT TESTOT

Elles et ils ont participé à ce numéro


1 © Gilbert Duval


2 © Hannah Assouline


3 © John Foley/Opale/Leemage/Fayard


4 © DR


5 © Nadia Dz Grana


6 © Michel Foucher 2024


7 © Didier CTP/Wikicommons


8 © Université de Laval


9 © IFRI


10 © DR


11 © DR


12 © DR


13 © Fondation pour la recherche stratégique


14 © Jérôme Panconi


15 © DR


16 © Crédit

01 Jean-Joseph Boillot s'est fait le témoin des évolutions du monde perçues en Asie et en Afrique au fil de deux livres: *Chindiafrique. La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*, cosigné avec le journaliste Stanislas Dembenski (Odile Jacob, 2013), et *Utopies made in monde. Le sage et l'économiste* (Odile Jacob, 2021).

02 Dominique Bourg est philosophe. Il a notamment écrit *Le Marché contre l'humanité* (Puf, 2019), *Primauté du Vivant. Essais sur le pensable* (avec Sophie Swaton, Puf, 2021).

03 Barbara Cassin est philosophe, helléniste, philologue et membre de l'Académie française. Elle est une des commissaires du parcours permanent de la Cité internationale de la langue française dont il question dans le Cahier culture de ce numéro. Elle a notamment dirigé *Le Vocabulaire européen des philosophies* et *Le Dictionnaire des intraduisibles* (Seuil, 2004).

04 Frédéric Charillon est professeur de science politique. Il est l'auteur notamment de *Guerres d'influence. Les États à la conquête des esprits*, Odile Jacob, 2022.

05 Nadia Diz Grana s'est formée aux Arts Décoratifs de Strasbourg. Elle se concentre pleinement au collage depuis quelques années, pour la presse européenne, les institutions, les scènes culturelles ou pour elle. Elle a réalisé la couverture de ce numéro.

06 Michel Foucher est géographe et diplomate. Il a notamment écrit *Ukraine, une guerre coloniale en Europe* (L'Aube, 2022).

07 François Gemenne est politologue, coauteur du sixième rapport du Giec, auteur notamment de *Géopolitique du climat. Les relations internationales dans un monde en surchauffe*, Armand Colin, 2021.

08 Julia Grignon est professeure spécialisée en droit international humanitaire et directrice scientifiique à l'Irsem (Institut de recherche stratégique de l'École militaire).

09 Thomas Gomart est historien des relations internationales, auteur notamment de *L'Accélération de l'histoire. Les nœuds géostratégiques d'un monde hors de contrôle* (Tallandier, 2024), et de *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques* (Tallandier, 2021).

10 Jean-Vincent Holeindre est professeur de science politique. Il est également responsable, avec Julian Fernandez, de *L'Annuaire français de relations internationales*.

11 Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer est philosophe, juriste et diplomate. Il est notamment l'auteur de *Théories des relations internationales* (Puf, 2023).

12 Maya Kandel est historienne et auteure notamment de *Les États-Unis et le monde. De George Washington à Donald Trump* (Perrin, 2018).

13 Xavier Pasco est spécialiste de la politique spatiale américaine, auteur de *Le Nouvel âge spatial. De la guerre froide au New Space* (CNRS, 2017.)

14 Pascal Saint-Amans a œuvré à l'avènement d'un impôt minimum mondial de 15 % sur les profits des multinationales, accepté par 140 pays à l'automne 2021. Il est l'auteur de *Paradis fiscaux. Comment on a changé le cours de l'histoire*, Seuil, 2023.

15 Kélian Sanz Pascual est analyste chez Cassini Conseil et chargé de recherches au centre Geode.

16 Jean-Michel Valantin est géostratège, auteur de *L'Aigle, le Dragon et la Crise planétaire* (Le Seuil, 2020) et de *El Niño. Histoire et géopolitique d'une bombe climatique* (avec Laurent Testot, Nouveau Monde Éd., 2023).

ET AUSSI

Fabrice Raffin étudie les politiques de démocratisation culturelle. Dans un entretien pour le Cahier culture, il revient sur les défis et les obstacles qui se présentent devant la musique classique.

Les Grands Dossiers SCIENCES HUMAINES

38, rue Rantheaume, bp 256
89004 Auxerre Cedex
SAS Sciences Humaines communication

REPRÉSENTANTE LÉGALE ET DIRECTRICE DE PUBLICATION:
Nadia Latrèche
DIRECTRICE GÉNÉRALE:
Héloïse Lhérété

RELATION CLIENTS VENTES ET ABONNEMENT
03 86 72 07 00
serviceclients@scienceshumaines.fr
Sylvie Rilliot - Mélina Lanvin
Bénédicte Marrière

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION
Héloïse Lhérété
@HeloiseLherete
COORDINATION ÉDITORIALE
Laurent Testot coordination dossier
ltestot@gmail.com
Sophie Gherardi coordination dossier
gherardisophie@gmail.com
Catherine Halpern coordination cahier culture
halperncatherine@gmail.com
RÉDACTEURS
Hugo Albandea
Sophie Gherardi
Régis Meyran
Sylvain Marcelli
Jean-Marie Pottier
Émilie Veyssié
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET RÉVISION
Louisa Yousfi
Renaud Beauval
CONCEPTION GRAPHIQUE ET DIRECTION ARTISTIQUE
Sophie Villette
GRAPHISTE
Catherine Verchère-Julia
CHEF DE PROJET WEB
Steve Chevillard
Assistant webmestre et secrétaire documentaliste
Alexandre Lepême
PROMOTION PUBLICITÉ
Patricia Ballon
contact.annonceurs@scienceshumaines.fr
DIFFUSION:
En kiosque MLP- Contact: À juste titres, Laetitia Canole:
04 88 15 12 45
Titre modifiable sur le portail-diffuseurs:
www.direct-editeurs.fr

LIVRES DES ÉDITIONS SCIENCES HUMAINES
Agathe Guillot
agathe.guillot@scienceshumaines.fr

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Annick Total
COMPTABILITÉ
Carole Charreau

IMPRESSION
Imprimerie SIEP
ZA Les Marchais 77590 Bois-le-Roi
Origine du papier: Suisse
Taux de fibres recyclées: 63 %
Certification: PEFC
« Impact sur l'eau »: Ptot 0,010 kg/t





Conception de la couverture:
Sophie Villette

Illustration de couverture: © Nadia Diz Grana

Titres et chapôs sont de la rédaction.

Imprimé en France/ Sciences Humaines est édité par Sciences Humaines communication, SAS au capital de 214790€, RC Auxerre B 379 865 975 – Siège social 38 rue Rantheaume, Auxerre – Actionnaire majoritaire: SAS Philo éditions.

Commission paritaire: 0228 D 87599
ISSN: 1777-375X
Dépôt légal à parution

Un encart «Sciences Humaines» est broché sur une partie des magazines.

SOMMAIRE LE CHOC DES RÉCITS



© EPA-EFE/Mark R. Cristino



© Tim Rue/Corbis via Getty



© Olrat/Getty



© Nadia Diz



© Gorodenkoff/Getty



© Eterzaydal/Adobe



© Vuk Valcic/SOPA Images/LightRocket via Getty



© Xu Wu/Getty

LE MONDE APRÈS L'OCCIDENT

ENJEUX GLOBAUX, REGARDS LOCAUX

RÉGULER ET COOPÉRER



© Lee Daesung

cahier culture



© Philharmonie de Paris/Adrien Selbert

Musique

Langue

Exposition

LE CHOC DES RÉCITS

Le monde est un échiquier où s'affrontent deux familles de récits. Les populistes entendent restaurer la grandeur de leur patrie. Les modérés restent axés sur des valeurs classiques, libérales ou socialistes.



ÉTATS-UNIS

Donald Trump : Vitupérant l'immigration sans contrôle, le mouvement trumpiste fédère de larges pans du Parti républicain, des évangéliques et des conservateurs dans l'idée qu'il existe un « État profond », au service d'élites cosmopolites. La paranoïa dopée par les réseaux sociaux a pu pousser à des actes extrêmes, tel l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021.



FRANCE

Emmanuel Macron : Élu président de la République française en 2017, celui qui incarnait la promesse d'un renouvellement politique s'est essoufflé. La rupture générationnelle et le positionnement libéral et centriste, réfutant l'opposition idéologique droite-gauche, ont cédé la place à une droitisation progressive.



ÉTATS-UNIS

Joe Biden : Après les années Trump, le senior Joe Biden (81 ans) incarne le retour à une politique du consensus. Sur le plan intérieur, il prône la réconciliation d'une Amérique fractionnée sur des lignes raciales et culturelles, et se présente comme un rempart face à la montée du populisme. Sur le plan extérieur, il privilégie les négociations multilatérales, tout en soutenant Israël.



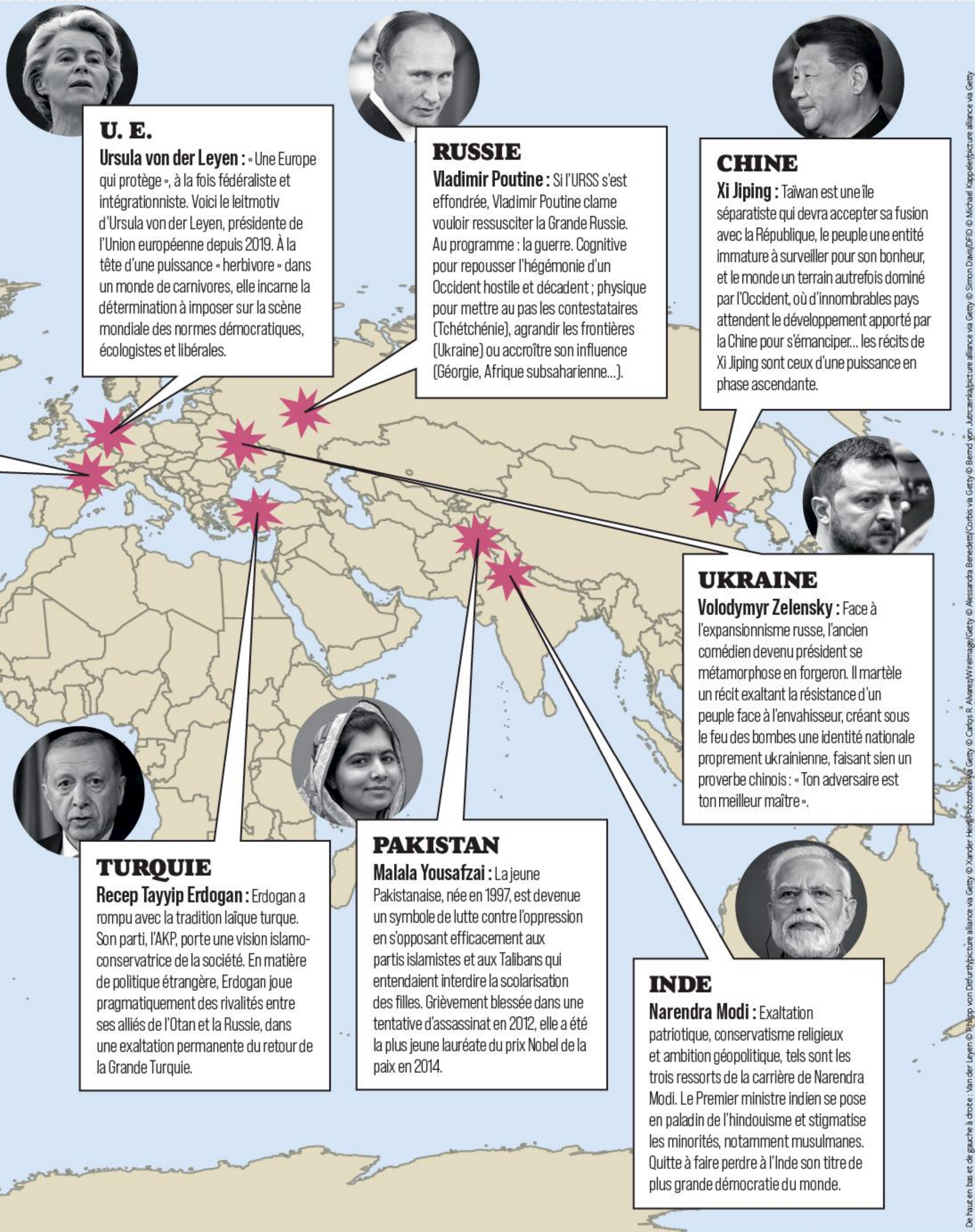
SALVADOR

Nayib Bukele : Le jeune président populiste du Salvador s'est rendu immensément populaire en menant une guerre sans pitié contre les gangs criminels (*maras*) qui gangrénaient le pays, ce qui lui a permis d'enchaîner deux mandats consécutifs en contournant la Constitution. Ses électeurs ont plébiscité la sécurité, et tant pis pour la démocratie.



BRÉSIL

Lula : Luiz Inácio Lula da Silva, dit « Lula », incarne le retour de la gauche au pouvoir au Brésil après le mandat controversé du populiste Jair Bolsonaro (2019-2022). Il promet de réconcilier un pays divisé, défend des politiques sociales fortes pour réduire les inégalités, se pose en défenseur des plus démunis et des minorités.



De haut en bas et de gauche à droite : Van der Leyen © Philipp von Ditfurth/picture alliance via Getty © Xander Heinl/Photothek via Getty © Carlos R. Alvarez/WireImage/Getty © Alessandra Benedetti/Corbis via Getty © Bernd von Jutrczenka/picture alliance via Getty © Simon Davis/DFID © Michael Kappeler/picture alliance via Getty

GÉOPOLITIQUE
À la conquête des esprits

Par **Jean-Vincent Holeindre**

Nous assistons à un moment de basculement des relations internationales. Le discours occidental d'un progrès continu vers la démocratie vacille, quand fleurissent les récits concurrents. De la Russie à la Chine, l'enjeu n'est plus tant la puissance que l'influence.

Lorsque la Russie a attaqué l'Ukraine le 24 février 2022, nombreux furent les observateurs à interpréter ce conflit avec le regard froid du réalisme: cette guerre était d'abord une question de sécurité et de territoire (1). Il s'agissait pour les Russes de sécuriser leur accès aux mers chaudes et de reconstituer les frontières de l'empire soviétique. À l'épreuve des combats, les grilles d'analyse se sont compliquées. Cette guerre, comme aujourd'hui l'affrontement entre le Hamas et Israël, a fait ressortir l'importance des idées, des symboles et des passions pour comprendre les relations internationales. La Russie de Vladimir Poutine est mue par un dessein idéologique et des convictions que les Occidentaux ne voulaient pas voir, car cela ne correspondait pas à leurs récits du monde de l'après-guerre froide: d'un côté, le réalisme d'Henry Kissinger, fondé sur une vision matérialiste, territorialisée et comptable de la puissance; de l'autre, le libéralisme de Francis Fukuyama, postulant que la fin de l'affrontement Est-Ouest signait une forme de «*fin de l'histoire*». La pacification du monde par la démocratie, le droit et l'économie libérale serait en somme inéluctable.

Face aux guerres actuelles, un troisième récit a refait surface: celui d'une «*revanche des passions* (2)», héritier des luttes au 20ᵉ siècle entre démocraties et totalitarismes. Ce scénario avait été élaboré au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 par le philosophe Pierre Hassner, élève de Raymond Aron. Si Francis Fukuyama estime que la mondialisation peut adoucir les mœurs, par la construction de valeurs et d'intérêts communs, Pierre Hassner considère au contraire qu'elle exacerbe les identités et nourrit la compétition entre les puissances. Ainsi, la rivalité des acteurs est attisée par le choc des récits. Celui-ci voit son écho démultiplié par les moyens technologiques, qui diffusent des messages concurrents en temps réel et sur toute la planète. La guerre informationnelle, cognitive et cybernétique redouble le recours aux armes.

La scène mondiale est donc triplement fracturée: par le durcissement de la compétition entre les acteurs et «l'anarchie*» persistante du système international; par les déstructurations et les dissidences caractérisant un monde multipolaire et hétérogène, qui n'est plus dominé par la seule puissance américaine; par la multiplication de récits d'influence, diffusés par écrans interposés, propices

Jean-Vincent Holeindre est professeur de science politique à l'université Paris-Panthéon-Assas, où il dirige le centre Thucydide. Dans ce cadre, il est également responsable, avec Julian Fernandez, de l'*Annuaire français de relations internationales*; il a notamment publié *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Perrin, 2017.



© Gallo Images/Getty

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa remet l'Ordre d'Afrique du Sud au président chinois Xi Jinping en 2022.

aux ingérences politiques (le groupe Wagner en Afrique francophone) et aux tentatives de déstabilisation (par exemple sur les élections).

VERS LA DÉSOCCIDENTALISATION DU MONDE ?

Un terme revient souvent dans les commentaires, «désoccidentalisation», désignant la perte progressive d'hégémonie du monde occidental, tant sur le plan matériel que symbolique. Cette diminution de puissance passe par les mots avant d'en arriver aux actes.

Ainsi les néoempires autoritaires, comme la Chine, la Russie, la Turquie ou l'Iran, s'approprient les mots valises introduits et définis par les puissances occidentales à la naissance de l'Onu en 1945: multilatéralisme, partenariat, droits de l'homme, régulation, inclusion... Ces notions n'ont jamais été autant employées par l'ensemble des acteurs internationaux, mais leur signification n'a jamais aussi peu fait consensus.

Cette guerre des mots a des implications scientifiques, les spécialistes en relations internationales ayant initié depuis plusieurs années déjà un tournant «global», évoquant l'émergence d'un «Sud global» qui concurrence les puissances du Nord. Ils mettent l'accent sur la nécessité d'adopter un regard décentré qui tienne compte non seulement des recompositions de puissance, mais également de la pluralité des récits que ces recompositions géostratégiques suscitent (3). Ainsi, la fragmentation du monde ne porte pas seulement sur les faits, mais aussi sur les interprétations souvent conflictuelles que les acteurs de la scène internationale proposent de ces faits.

La guerre informationnelle, cognitive et cybernétique redouble le recours aux armes.

Les acteurs de la scène internationale sont les premiers observateurs, narrateurs et interprètes de ce monde; l'hégémonie américaine durant la guerre froide s'est ainsi accompagnée de l'élaboration d'une science des relations internationales, qui est née aux États-Unis et s'est diffusée au monde, constituant un levier d'influence et de *soft power**. La remise en cause de la domination américaine s'accompagne, par ricochets, de la contestation de cette science dans les autres régions du monde. Ces dernières éla-

borent leurs propres cadres d'analyse et, ce faisant, construisent leurs propres systèmes de référence.

La déconstruction de nombreux accords et traités internationaux est le signe de cet éclatement: par exemple, le choix de la Russie de construire sa propre station spatiale et de renoncer en 2024 à l'accord de coopération scientifique relatif à la Station spatiale internationale. Plus grave encore: la fin des traités sur la maîtrise des armements et le désarmement initiés au moment de la Détente, après la crise des missiles de Cuba en 1962, où on avait frôlé l'apocalypse nucléaire. La suspension par la Russie du traité New Start, en février 2023, n'est pas seulement le signe d'intérêts de puissance de plus en plus divergents. Elle illustre aussi les disparités dans la perception du monde, qui ont des conséquences sur la propension des États aux coopérations, qu'elles soient militaires, industrielles ou scientifiques. Les traités, accords et régimes internationaux ne concrétisent pas seulement, par le droit, des intérêts communs. Ce sont des récits qui reflètent des visions partagées du monde et contribuent à le pacifier, par le volontarisme ou la menace.

RÉCIT AUTORITAIRE CONTRE RÉCIT DÉMOCRATIQUE

Plus généralement, un conflit entre deux récits concurrents, autoritaire et démocratique, structure aujourd'hui nos perceptions du monde. En 2022, la Russie a été exclue du Conseil de l'Europe et du Conseil des Droits de l'homme des Nations unies. Une manière de lui signifier sa mise au ban des valeurs libérales mais aussi d'exprimer la crainte qu'elle inspire aux démocraties.

Les États démocratiques sont devenus, depuis 2019, moins nombreux que les États autoritaires pour la première fois en 18 ans.

La montée de l'autoritarisme représente une donnée forte de la conjoncture politique internationale. Ainsi, selon l'institut suédois V-Dem, qui évalue la qualité des régimes politiques dans le monde, les États démocratiques sont devenus, depuis 2019, moins nombreux que les États autoritaires (87 contre 92), pour la première fois en dix-huit ans. Le rapport 2022 de V-Dem indique aussi que 15 pays se démocratisent et 32 s'autocratisent.

Si ces dichotomies rappellent les deux blocs de la guerre froide, le monde de 2024 est bien différent. Il n'y a pas de «rideau de fer» séparant les territoires et les régimes. L'affrontement des récits ne se superpose pas à l'opposition des systèmes politiques: la demande autoritaire touche de l'intérieur les sociétés démocratiques, comme en Israël, tandis que de fortes aspirations à la liberté et à l'égalité animent les peuples au sein des nations autoritaires, comme l'expriment les soulèvements dans la République islamique d'Iran, par le mouvement «Femme, vie, liberté».

Dans ce contexte troublé, un des atouts de la Chine, principal concurrent des États-Unis, est d'avoir tiré parti des récits de contestation à l'hégémonie occidentale, plus stridents ces dernières années. Elle l'a fait, ce qui est le propre des empires, en s'appropriant le langage dominant afin de produire un récit alternatif. Dans l'histoire occidentale, l'Empire romain a constitué l'exemple le plus frappant de ce positionnement: les Romains ont su s'approprier les sciences et les cultures grecques, hébraïques et chrétiennes au profit de la construction et de l'expansion de l'Empire. On observe un mouvement similaire avec la Chine, qui joue par exemple le jeu de l'olympisme, organisant les Jeux d'hiver à Pékin en 2022, après avoir organisé ceux d'été en 2008. Elle marque ainsi son intégration dans le jeu international tout en exprimant par le sport sa compétitivité. De façon générale, la Chine participe aux instances multilatérales afin de s'insérer dans un système dont elle

* MOTS-CLÉS

▶ **Anarchie**
En relations internationales, concept désignant l'absence d'ordre venant réguler les relations entre les différents acteurs (État mondial ou gouvernance globale).

▶ ***Soft power***
Concept élaboré par le politiste Joseph Nye désignant, par opposition à la puissance militaire (*hard power*), les formes indirectes et «douces» d'exercer celle-ci (culture, médias, économie...).

n'est pas à l'origine, tâchant de le subvertir et de le rendre conforme à ses intérêts comme à ses valeurs.
Le récit autoritaire de la Chine et de la Russie, auquel sont sensibles les puissances anciennement colonisées, nommées jadis «le tiers-monde», peut-il façonner un nouveau système international, où les puissances occidentales ne joueraient plus les premiers rôles? Les avis divergent sur le sujet, entre ceux qui voient dans la puissance chinoise une volonté révisionniste de dominer le monde et ceux estimant au contraire qu'elle veut retrouver sa place, sans volonté de supplanter les autres.
Cependant, deux pôles semblent bien se dessiner: un autour des États-Unis et de l'Europe, qui a défini la grammaire internationale depuis 1945, voit son influence peu à peu réduite sur le plan culturel et économique; le second, autour de la Chine, intègre selon l'opportunité les autres Brics (Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud), voire des puissances occidentales comme l'Australie, qui a adhéré au Partenariat régional économique global (Regional Comprehensive Economic Partnership). Il s'agit du plus grand accord économique des dernières années, visant à affaiblir la prépondérance commerciale des États-Unis (qui sont sortis du projet sous Donald Trump), en misant sur la centralité des États du Pacifique.
Certaines puissances régionales jouent un rôle charnière entre ces deux pôles: la Turquie, membre de l'Otan et interlocuteur privilégié de la Russie; l'Inde, partenaire historique du monde anglo-américain, associé et concurrent de la Chine au plan économique; le Japon, adversaire historique de la Chine, recréé après 1945 dans le sillage du modèle occidental, mais soucieux à présent d'intégration économique, de désinsularisation et de militarisation (autrement dit d'indépendance); l'Arabie saoudite et les pétromonarchies du Golfe, qui ont depuis plusieurs années diversifié leurs investissements.
La redéfinition du système international dans ce monde «postaméricain» ou «postoccidental» ne consiste pas seulement dans la redistribution des cartes de la puissance. Il suppose la formulation de nouveaux récits du monde, qui viennent recouvrir le récit occidental ayant dominé depuis au moins deux siècles. La question n'est plus de savoir si ce récit occidental pourra demeurer dominant, mais comment il pourra composer avec les autres.

UN RÉCIT COMMUN SUR LES COMMUNS

Pour autant, la multiplication récente des crises sanitaire, économique, climatique ou alimentaire souligne la nécessité d'une perspective globale sur le monde. Face à ces défis, nous n'avons jamais eu autant besoin de coopération. Si ces crises suscitent des replis souverainistes et de nouvelles alliances, elles mettent aussi en lumière, par contraste, la nécessité d'un récit commun sur les biens communs, ces ressources qui appartiennent à l'humanité: l'eau, l'air, les paysages, les forêts… Comme le rappelle Dominique Bourg (*lire p.40*), le propre des communs est que «*personne ne peut se les approprier mais que tout le monde peut les dégrader*», ce qui suppose de prendre des mesures de protection à l'échelle mondiale.

La question n'est plus de savoir si le récit occidental pourra demeurer dominant, mais comment il pourra composer avec les autres.

Le 6 mars 2022, un de ces biens communs, la haute mer, a fait l'objet d'un texte historique au niveau de l'Onu: le «Traité sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale». Le texte produit par la commission en charge de le rédiger est désormais gelé, devant faire l'objet de vérifications juridiques. Il entrera en vigueur s'il est ratifié par au moins 60 États. Les mesures qui y sont prises sont ambitieuses: il prévoit des aires marines protégées, avec l'objectif, fixé par le cadre de la biodiversité, que 30% de l'océan dans son ensemble soit intégralement protégé d'ici 2030. Cet exemple, parmi d'autres, annonce le principal défi politique auquel est confrontée l'humanité entière: porter, au niveau des institutions internationales, un récit universel sur les communs, devant lesquels nous sommes tous, sans exception, responsables. ●

(1) Henry Kissinger, *Diplomatie*, 1994, trad. fr. Fayard, 1996.
(2) Pierre Hassner, *La Revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crise du politique*, Fayard, 2015.
(3) Delphine Allès, Sonia Le Gouriellec et Mélissa Levaillant (dir.), *Paix et sécurité. Une anthologie décentrée*, CNRS éd., 2023.



LE MONDE APRÈS L'OCCIDENT

Le monde a basculé. La France joue désormais en seconde catégorie ; l'Europe s'est réveillée dépendante militairement, économiquement, financièrement ; les États-Unis s'entredéchirent ; la Chine jouit d'une renaissance fragile, l'Inde ambitionne de la suivre, l'Afrique espère… Dans ce monde autrefois figé par la guerre froide, alors que le climat se réchauffe, de véritables secousses telluriques rebattent les cartes de la puissance. Le magma des conflits armés brûle l'Ukraine et le Moyen-Orient, tout en bouillonnant autour de Taïwan, menaçant nos approvisionnements en céréales, pétrole, microprocesseurs. Quels récits les différents acteurs font-ils des évolutions du monde ? Qu'est-ce que cela révèle de leurs aspirations et de leurs stratégies ? La mondialisation y survivra-t-elle ?

© EPA-EFE/Mark R. Cristino

«2024 est l'heure de vérité pour les Européens»

ENTRETIEN AVEC **Thomas Gomart**

Détissant les narrations qui sont faites des conflits russo-ukrainien, israélo-palestinien et sino-taiwanais, Thomas Gomart analyse un monde déchiré par des récits antagonistes, où l'Europe va devoir trouver comment exister.

Dans votre dernier livre, *L'Accélération de l'histoire*, vous dénouez les fils de trois nœuds géostratégiques: Israël-Hamas, Russie-Ukraine et Chine-Taiwan. En quoi ces nœuds sont-ils connectés?

Sur trois plans distincts:

1) Ces trois nœuds sont liés à des détroits, par lesquels transitent des flux indispensables à l'économie mondiale: le pétrole et le gaz par Ormuz, les puces électroniques par Taiwan, le blé par le Bosphore;

2) Ce sont des lieux d'affrontement entre puissances, qui ramènent à des choses que nous avions intellectuellement écartées, du moins en Europe, telles que les rivalités territoriales et un usage extrêmement violent de la force militaire;

3) Ils obligent à s'interroger sur le positionnement des deux pays clés que sont la Chine et la Russie. Une des grandes évolutions géopolitiques de ces dernières années, c'est le rapprochement sino-russe, qui s'est exprimé en février 2022, avant l'invasion de l'Ukraine, avec cette notion d'« *amitié sans limite* » entre Pékin et Moscou. Ces deux pays pensent qu'une transformation est en train de se faire à l'échelle globale en leur faveur.

Thomas Gomart est historien des relations internationales, directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri), auteur notamment de *L'Accélération de l'histoire. Les nœuds géostratégiques d'un monde hors de contrôle* (Tallandier, 2024), de *Les Ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances* (Tallandier, 2023) ou de *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques* (Tallandier, 2021).

De quoi est-il question quand la Chine parle de «réunification» avec Taiwan?

« Réunification » est à mettre entre guillemets, c'est le terme utilisé par la République populaire de Chine (RPC), dont le régime rappelle sans cesse sa vocation d'aller au bout de la logique « Un pays, deux systèmes ». Mais cela n'a pas empêché la mise au pas de Hong Kong depuis la restitution de l'île par le Royaume-Uni en 1997. Or les Taiwanais ont acquis leur propre identité politique, comme l'a montré l'élection présidentielle de janvier 2024, et aspirent à maintenir le *statu quo*. Une crise dans le détroit de Taiwan serait d'une tout autre ampleur que ce que provoquent les attaques des milices houthis en mer Rouge. Car le centre de gravité du système-monde s'est déplacé vers le Pacifique, et Taiwan joue un rôle fondamental: sa société TSMC produit à elle seule 53% des puces électroniques indispensables à la marche du monde et, de plus, Taiwan occupe le segment haut, les puces les plus sophistiquées. Additionnez les productions de la Corée du Sud et du Japon, et vous êtes à 80% de la production mondiale.

Les Chinois essaient d'étendre leur emprise en mer de Chine, les Américains promeuvent le concept d'Indo-Pacifique… Ces deux visions sont-elles vouées à la confrontation?

La Chine ambitionne d'être la première puissance mondiale en 2049, pour le centenaire de la République populaire. Quant aux États-Unis, ils ne sont plus, à mon avis, dans une logique d'être le gendarme du monde. Mais ils entendent rester le *primus inter pares*. On assiste à une rivalité stratégique extrêmement forte, assise sur une grande interdépendance économique. En



« La Chine et la Russie pensent qu'une transformation est en train de se faire à l'échelle globale en leur faveur. »

réalité, les économies chinoise et américaine sont siamoises. Aucune des deux parties n'a intérêt à une confrontation directe. C'est pourquoi les États-Unis maintiennent leur ambiguïté stratégique dans leur soutien à Taiwan. La manière dont ils conçoivent leur rapport au monde à travers des alliances militaires dépend de cette ambiguïté. Quant à la Chine, le slogan idéologique qu'est la « réunification » la place dans une contradiction : c'est en grande partie par les échanges inter-détroit que s'est faite l'ouverture de la RPC à l'échelle globale, mais le rappel constant de la volonté de « réunification » oblige Pékin à agir à un moment ou à un autre.

Et dans l'affrontement entre Hamas et Israël, quels sont les récits sous-jacents ?

Il y avait eu une sorte d'évaporation de la question palestinienne de l'agenda international, qui résultait à la fois du travail diplomatique d'Israël et du désintérêt des pays occidentaux et arabes. Le 7 octobre 2023 a surgi ce terrorisme militarisé, un mode opératoire inédit, qui fait 1400 morts en une journée sur le territoire d'Israël. Le choc provoqué par cette attaque renvoie Israël à une question existentielle. Le mythe de la sécurité poussée à l'extrême s'est effondré. Cela explique la férocité de la réponse. Quand vous êtes confronté à une attaque terroriste, vous avez toujours l'écueil d'être ou dans la sous-réaction ou dans la surréaction. Israël a clairement fait le second choix. Annihiler les structures de commandement du Hamas est un objectif maximaliste qui implique des pertes civiles extrêmement élevées à Gaza. L'opinion internationale en est révulsée et considère qu'Israël outrepasse son droit à la légitime défense. Les pays amis d'Israël sont embarrassés par la poursuite de la politique de colonisation en Cisjordanie, et par la pente illibérale du gouvernement Netanyahou. Pente également suprémaciste à certains égards, dans une partie du gouvernement israélien marquée par du fanatisme religieux.

Le récit de Vladimir Poutine est jalonné de formules comme « dénazification de l'Ukraine », « Occident collectif »... Ses tentatives de l'imposer, *via* la propagande dans le cyberespace et les médias, ont-elles un impact réel ?
Il faut souligner à quel point, dans les éléments de surprise apparus depuis 2000 sous le règne de Vladimir Poutine, figure la capacité de production idéologique de la Russie. Dans un premier temps, elle a produit des anticorps. Par exemple, à la « promotion de la démocratie » de l'administration Bush, elle a répondu par la notion de « démocratie souveraine », forgée par l'idéologue Vladislav Sourkov. Elle est restée sur cette posture défensive jusque vers 2012, puis a enchaîné sur une attitude beaucoup plus offensive : d'abord en réactivant la vieille tradition soviétique de ce que le jargon du renseignement appelle les « mesures actives », puis en théorisant et concevant une guerre cognitive. Celle-ci se caractérise par une compréhension extrêmement fine des mécanismes des réseaux sociaux et par un investissement conséquent, avec un recours précoce à l'intelligence artificielle, pour exercer une ingérence électorale et plus largement influencer les représentations ou les modalités d'expression des espaces publics démocratiques. C'est relativement efficace. La vision du monde défendue par la Russie – qui s'est propagée bien au-delà de ses frontières – consiste fondamentalement à accélérer la désoccidentalisation du monde, à faire en sorte que les Européens soient marginalisés et le lien transatlantique rompu, ce qui reste la grande obsession de Moscou.

« Oui, nous sommes entrés de plain-pied dans un nouvel âge nucléaire. »

Côté ukrainien, comment s'explique la capacité à tenir face à une armée plus puissante ?
L'Ukraine mène une guerre existentielle. Quand le Kremlin parle de « dénazification » et de « démilitarisation », les Ukrainiens comprennent asservissement de l'Ukraine et mise au pas brutale de ses élites politiques. Rappelons le vote ukrainien en décembre 1991, à 91 % pour l'indépendance. C'est ce vote qui met fin à l'URSS. Depuis lors, on a eu une construction extrêmement erratique à la fois de l'État et de la nation ukrainienne. Mais je pense que ce qui sort de cette guerre, commencée en 2014 par l'annexion de la Crimée, c'est que les Ukrainiens forgent dans le sang et les larmes leur identité nationale postsoviétique.

Parmi les élections décisives attendues pour 2024, le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis semble de l'ordre du possible. Les objectifs de la première puissance mondiale en seraient-ils affectés ?
Cette question souligne le pouvoir disruptif qu'on accorde à un seul homme. L'année 2024 semble suspendue à l'élection américaine. Ce qui en creux rappelle la centralité des États-Unis dans le système international. La continuité est très forte, en réalité, entre les administrations Clinton, Bush, Obama, Trump, Biden sur la façon de gérer la compétition avec la Chine. Mais une élection de Donald Trump aurait pour effet immédiat de modifier la posture des États-Unis vis-à-vis du conflit ukrainien. Les livraisons d'armes et le financement de l'Ukraine seraient diminués ou arrêtés.

Au risque de contraindre l'Ukraine à capituler ?
Je ne vois pas les Ukrainiens renoncer à se battre, compte tenu de ce qu'ils comprennent des objectifs de la Russie. Dans cette guerre d'attrition entre deux pays vieillissants, les Ukrainiens savent pourquoi ils se battent, alors que la jeunesse russe ne se précipite pas pour recoloniser le Donbass. C'est surtout l'heure de vérité pour les Européens. Ils ne cessent d'affirmer leur volonté d'autonomie stratégique. S'ils s'alignaient sur une nouvelle ligne de Washington, abandonnant l'Ukraine, cela créerait une fracture extrêmement profonde au sein de l'Otan et de l'Union européenne. Des pays comme la Pologne ou les pays baltes continueraient à soutenir l'Ukraine envers et contre tout.

Vous dites que nous entrons dans un « nouvel âge nucléaire » ?
L'effort nucléaire militaire le plus important aujourd'hui est produit par la RPC, qui viserait un doublement de son arsenal à l'horizon 2030. Plus largement, on a trois crises nucléaires enchevêtrées. L'Ukraine, puisque la Russie se livre à une guerre d'agression sous protection nucléaire ; l'Iran, qui veut absolument accélérer son programme nucléaire ; et la Corée du Nord, qui est devenue une puissance nucléaire dans un laps de temps très resserré, en dépit des sanctions. Or ces trois pays, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, sont les États les plus sanctionnés au monde par les Occidentaux. Il y a quelque chose de très structurant entre le recours aux sanctions et l'orientation nucléaire confirmée. Oui, nous sommes entrés de plain-pied dans un nouvel âge nucléaire.

Vous insistez sur le rôle que va jouer le dérèglement climatique. Certaines puissances sont-elles plus prêtes que d'autres ?
Les conflits nous détournent de l'essentiel, qui devrait être l'agenda global, les objectifs de développement durable, la lutte contre le réchauffement climatique. Au moment où on

aurait besoin de beaucoup plus de coopération, on verse dans des logiques conflictuelles. Des puissances plus préparées? Ma réponse est oui, sur deux plans. L'Arabie saoudite est sur un modèle paradoxal, en ayant le luxe de se payer une transition vers les énergies renouvelables grâce aux pétrodollars. L'autre dimension, ce sont les investissements qu'on observe notamment en Chine et aux États-Unis sur les enjeux de géoingénierie, accompagnés de tout un discours techno-géopolitique sur le mode: « *Le changement climatique, on peut le gérer par la technologie.* »

Va-t-on assister à des changements de nature dans la mondialisation?

Nous vivons une nouvelle phase de la mondialisation. Plus personne ne soutient la lecture d'une intensification inexorable des échanges économiques, financiers, commerciaux, entraînant une sorte d'aplatissement du monde. Peut-être allons-nous avoir des modèles de globalisation plus régionalisés. Mais je ne crois pas en une démondialisation. Nous restons dans une logique d'accentuation de la complexité, parce que si quelque chose continue à croître de manière exponentielle, ce sont les échanges de données.

Que risque l'Europe des évolutions que vous décrivez?

Il y a d'abord des enjeux de cohésion interne à l'Europe, entre pays membres de l'Union européenne, et de cohésion interne au sein de certains pays. À cet égard, l'évolution politique de l'Allemagne est à suivre très attentivement comme celle, évidemment, de la France. Ensuite, les Européens sont-ils capables, avec le niveau de dépenses militaires qui est le leur – très élevé en cumulé, ils sont à plus de 240 milliards de dépenses militaires par an –, de produire de la sécurité pour leur voisinage? La réponse actuelle est non, pour des raisons qui tiennent à la fois à leur volonté et au type d'outils militaires qu'ils ont construits. Troisième élément: les Européens sont-ils capables d'inventer une grande stratégie verte, c'est-à-dire de combiner leur politique de sécurité et leur politique énergétique et climatique? La réponse reste très différente à Paris et à Berlin. L'un est partisan du nucléaire, l'autre du gaz et de l'hydrogène. Cette problématique du financement des renouvelables oppose Paris et Berlin. Et nous sommes en train d'accentuer nos dépendances financière vis-à-vis des pays du Golfe, sécuritaire vis-à-vis des États-Unis *via* l'Otan, économique vis-à-vis de la Chine qui, à la différence de la Russie, prend bien soin de reconnaître l'Union européenne comme acteur politique et reste le principal marché pour un grand nombre d'entreprises européennes. Il est urgent de réfléchir aux meilleurs moyens d'autonomiser l'Europe de ces dépendances.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT TESTOT



CHINE
De la Route à l'unité

Par **Jean-Michel Valantin**

Le récit chinois de la nouvelle route de la Soie montre deux faces. Côté pile, tous les pays concernés seraient gagnants. Côté face, la Chine peut préempter de plus en plus de ressources… Jusqu'à l'hégémonie?

Le 7 septembre 2013, lors d'un déplacement à Astana, capitale du Kazakhstan, Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, annonce le lancement de la «nouvelle route de la Soie». Il déclare alors: «*Depuis vingt ans et plus, les relations entre la Chine et les pays d'Eurasie se sont rapidement développées. Ainsi, la "route de la Soie" historique connaît une nouvelle vitalité. D'une façon nouvelle, cette coopération mutuellement avantageuse emmène la Chine et les pays eurasiatique vers de nouveaux sommets… Nos buts stratégiques sont les mêmes et visent à assurer un développement économique stable et durable, afin de construire des nations fortes et prospères, pour réussir la revitalisation nationale.*»

Afin d'y parvenir, «*pour forger des liens économiques plus étroits, pour approfondir la coopération, et élargir l'espace de développement de la région eurasiatique, nous devons adopter une démarche innovante et construire ensemble, de façon intégrée, une ceinture économique le long de la route de la Soie* (…) *habitée par plus de trois milliards de personnes,* (…) *le plus grand marché au monde avec d'énormes potentialités… L'amitié entre les peuples est la clé des bonnes relations entre les États…* (Pour cela) *nous respecterons les modes de développement et les*

Jean-Michel Valantin est géostratège, auteur notamment de *L'Aigle, le Dragon et la Crise planétaire* (Le Seuil, 2020) ; dernier ouvrage paru : *El Niño. Histoire et géopolitique d'une bombe climatique* (avec Laurent Testot, Nouveau Monde éd., 2023).

Le porte-conteneurs «Zenith Lumos» arrive à Zhoushan, province du Zhejiang en Chine, janvier 2023.

politiques étrangères et intérieures choisies par chaque peuple de chaque pays. En aucune circonstance, nous n'interférerons avec les affaires internes des pays d'Asie centrale. Nous ne cherchons pas à dominer les affaires intérieures des pays d'Asie centrale ni à établir aucune sphère d'influence.»

Le président Xi présente ainsi très clairement la nouvelle route de la Soie sous la forme d'un récit de la coopération et de la complémentarité entre les besoins et les ressources de la Chine et des pays concernés. Cette dimension coopérative est présentée comme propre aux intérêts de chaque peuple et État qui s'intégrera à la Route.

LA GRANDE STRATÉGIE

La nouvelle route de la Soie propose une alternative à la mondialisation portée depuis le début des années 1990 par les États-Unis. Mais, alors que la «*globalization*» à l'américaine fonctionne sur le principe du «*shaping the world*», à savoir la conversion du monde aux normes réglementaires, économiques et juridiques américaines, le chef de l'État chinois fonde la grande stratégie de son pays sur la déclaration de principe du respect des peuples et des États et, implicitement, des normes qui leur sont propres (1). En d'autres termes, avec sa présentation de la nouvelle route de la Soie, Xi Jinping pose les bases du récit d'un monde qui ne serait plus centré sur les États-Unis mais multipolaire, et dont la Chine ne serait «que» l'un des pôles (2).

Le succès de cette démarche est tel que, en dix ans, la nouvelle route de la Soie va se matérialiser sous la forme d'immenses infrastructures de transport, qui relient la Chine à l'ensemble de l'Asie centrale, à la Russie, à l'ensemble de l'Europe, Grande-Bretagne incluse. La nouvelle route de la Soie se prolonge aussi en Asie du Sud et du Sud-Est.

Cela coïncide avec la projection d'investissements chinois massifs pour construire, réhabiliter ou développer des dizaines de ports en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe. Ainsi, En 2016, l'armateur chinois Cosco shipping, le plus important armateur au monde, rachète le port grec du Pirée, tandis que d'autres compagnies chinoises rénovent ou étendent les réseaux de transport dans tout le Sud de l'Europe, et que des accords commerciaux sont signés entre les pays de la région et la Chine.

À partir de 2017, ce «projet du siècle» est renommé «la Ceinture et la Route» (en anglais Belt and Road Initiative), en référence à la complémentarité entre le développement des segments maritimes et terrestres. C'est d'ailleurs entre 2017 et 2023, alors que le «cône sud» du continent américain est censé être la sphère d'influence réservée des États-Unis, que l'ensemble des pays d'Amérique latine rejoignent la Ceinture et la Route.

Cependant, cette «initiative» doit être comprise dans sa singularité chinoise, à savoir le sens que revêt ce projet central pour l'État chinois. L'insistance sur le respect des peuples et des États, réelle ou narrative, permet à la Chine de montrer qu'elle ne veut en aucun cas diffuser un modèle. Au contraire, l'empire du Milieu s'installe au centre des différents segments de la nouvelle route de la Soie, dont la fonction n'est autre que de faire parvenir en Chine les ressources de tous types, agricoles, énergétiques, minières, industrielles et autres, nécessaires au développement de la Chine.

DEUX RÉCITS CONVERGENTS

Mais depuis le début, le récit «route de la Soie» est articulé à celui portant sur l'«unité» de la Chine. Unité tant géographique que temporelle, et qui accompagne le renforcement de l'emprise de Pékin sur Hong Kong et le discours sur la réunification à venir entre la Chine continentale et Taïwan. Ce discours se renforce à mesure que les tensions politiques et stratégiques avec les États-Unis s'aggravent et que le partenariat stratégique avec la fédération de Russie s'approfondit.

L'insistance sur le respect des peuples permet à la Chine de montrer qu'elle ne veut pas diffuser un modèle.

Or, ces deux ensembles de discours et de récits s'inscrivent eux-mêmes dans un «métarécit», celui de la complétion tant de la «route» que de «l'unité» d'ici à «2049», à savoir l'anniversaire du premier siècle de la République populaire de Chine fondée par Mao Zedong. En d'autres termes, la complémentarité de ces stratégies et l'hybridation des «grands récits» qui les accompagnent font émerger une mythologie politique, celle de l'accomplissement du projet porté depuis ses origines par le Parti communiste chinois en tant que fondateur de la République populaire de Chine, en 1949. ●

(1) Hélène Lavoix, «The war between the US and China. The normative dimension», *The Red Team Analysis Society*, 4 juillet 2022.
(2) Jean-Michel Valantin, *L'Aigle, le Dragon et la Crise planétaire*, Le Seuil, 2020.

LES PORTEURS DE RÉCITS

En quête de lumière

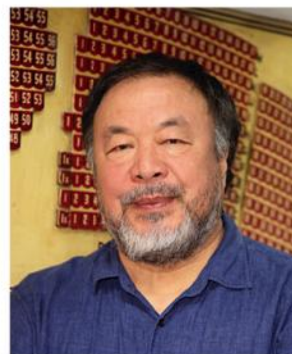

© Alan Santos/PR/Roman Kubanskiy (Wikimedia Commons)

Xi Jinping

«*Taoguang yanghui*» («Fuir la lumière et rechercher l'obscurité»): telle est la stratégie qui a présidé à la diplomatie chinoise pendant environ trente ans, accompagnant le fulgurant décollage économique entamé sous Deng Xiaoping (1978-1989). Arrivé au pouvoir en 2013, l'actuel président chinois Xi Jinping recherche, lui, cette lumière, celle d'une «*diplomatie de grande puissance*» promouvant «*le développement d'une communauté humaine avec un futur partagé*». Côté pile, sa Chine se fait le chantre de la multipolarité. Côté face, elle continue de lorgner sur Taïwan, s'est constamment refusée à condamner l'invasion russe de l'Ukraine et réplique de plus en plus vertement aux critiques étrangères. Une chose est sûre, le récit chinois a gagné en emphase: là où Deng Xiaoping fixait autrefois au pays l'objectif de devenir modérément développé à l'horizon 2049, pour le centenaire de la République populaire, son successeur rêve que la Chine soit alors «*leader global en matière de puissance et d'influence internationales*». Reste que les difficultés économiques et sociales actuelles de la Chine peuvent entraver cette ambition.

Le contre-pouvoir artistique

Ai Weiwei


© Mike Marsland/Getty

Depuis son exil européen, l'artiste Ai Weiwei dénonce sans relâche la politique répressive et autoritaire du pouvoir chinois. Cet hiver 2024, il expose sur des écrans géants dans plusieurs capitales mondiales les questions qu'il a adressées à des intelligences artificielles: «*Pouvez-vous assembler une liste complète de tous les gens emprisonnés pour leurs opinions dans le monde?*» Son projet, intitulé *Ai vs. AI*, doit durer 81 jours: la longueur de son emprisonnement, en 2011, dans son pays natal, officiellement pour fraude fiscale. Âgé de 66 ans, l'artiste fait partie des figures de la dissidence chinoise, avec notamment le défunt prix Nobel de la paix Liu Xiaobo (1955-2017), dont il a signé en 2008 la Charte 08 réclamant une libéralisation du régime. Ai Weiwei avait participé cette année-là à la conception du «Nid d'oiseau», le stade conçu par la Chine pour des Jeux olympiques alors envisagés comme une grande opération de *soft power*. Un *soft power* que l'artiste a depuis régulièrement retourné contre le pouvoir chinois.

JEAN-MARIE POTTIER



Le président américain
Joe Biden en visite en Chine.

ÉTATS-UNIS/CHINE
Duel au sommet

Par **Maya Kandel**

La confrontation avec la Chine est devenue l'alpha et l'oméga de l'idée que les États-Unis se font du monde. Et ils entendent tout faire pour ne pas être les perdants face à l'ascension de leur rivale.

La démocratie a toujours été au cœur de la politique étrangère des États-Unis et du récit américain du monde, des Pères fondateurs à la guerre froide. La présidence de Woodrow Wilson, qui a engagé le pays dans la Première Guerre mondiale, a marqué un tournant dans la politique étrangère, en introduisant l'idée inspirée d'Emmanuel Kant que les démocraties sont moins susceptibles de se faire la guerre, et que les États-Unis doivent donc œuvrer à sa diffusion dans le monde. Plus récemment, le président George W. Bush lui a donné mauvaise presse en raison des conséquences désastreuses de l'invasion de l'Irak en 2003, dont le récit officiel a été celui de la promotion de la démocratie. Le président Joe Biden, vainqueur en 2020 contre le sortant Donald Trump, a semblé remettre la démocratie au centre du discours américain de politique étrangère, évoquant une «*bataille entre démocraties et autocraties*» censée définir les relations internationales au 21e siècle et constituer le moteur de la politique étrangère américaine.

Maya Kandel est historienne, chercheuse associée à l'université Sorbonne Nouvelle, auteure notamment de *Les États-Unis et le monde. De George Washington à Donald Trump*, Perrin, 2018.

VERS UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE?

Ce serait pourtant une erreur de voir là le récit dominant que les États-Uniens font du monde aujourd'hui. Joe Biden en a certes fait une phrase emblématique – mais surtout au début de son mandat, et surtout lorsqu'il s'adressait aux Européens. Les «Sommets pour la démocratie», censés constituer le symbole de cette approche, n'ont eu ni l'écho

ni les effets escomptés, et sont aujourd'hui anecdotiques dans la stratégie américaine.

Dans la stratégie de sécurité nationale de l'administration Biden, publiée en octobre 2022, la lutte globale entre «démocraties et autocraties» ne figure pas. S'il y a un récit dominant du monde à Washington aujourd'hui, c'est celui de la compétition avec la Chine.

La Chine est le seul pays face auquel les États-Unis entendent mobiliser tout le spectre de leurs ressources économiques, industrielles, scientifiques, technologiques, diplomatiques et militaires, afin de l'emporter dans ce duel au sommet. Elle est le «*défi structurant*» mis en avant par la stratégie nationale, le «*plus grand défi géopolitique du 21e siècle*» selon le chef de la diplomatie, Antony Blinken. L'ambassadeur américain à Pékin, Nicholas Burns, en parlait ainsi fin 2023: «*Toutes les nouvelles technologies vont être militarisées et nous n'avons pas prévu d'être numéro deux.*» Jake Sullivan, conseiller à la Sécurité nationale de Joe Biden et architecte du récit américain au monde, avait résumé l'enjeu ainsi, lors de la présentation de la stratégie américaine: «*Nous sommes dans les premières années d'une décennie décisive. Les règles de notre compétition avec la Chine vont être fixées.*»

Le récit dominant est celui d'une rivalité mondiale avec la Chine que les États-Unis entendent gagner. Un récit qui fait écho à deux traits fondamentaux de l'ADN du pays: celui de l'exceptionnalisme, d'une superpuissance qui entend rester numéro un (primauté dans le système international); mais aussi celui d'une société construite sur la vénération de la technologie dans tous les aspects de la vie et de la politique, y compris étrangère, et singulièrement dans une culture stratégique où la supériorité technologique est ce qui doit permettre de l'emporter.

Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont sur le point de rencontrer un adversaire à leur niveau.

L'essayiste et géopoliticien Fareed Zakaria avait saisi la nature du défi pour les Américains, écrivant en 2008 dans *Le Monde post-américain*: «*Les Américains admirent peut-être la beauté, mais ils sont vraiment éblouis par la grandeur, c'est-à-dire la taille* (bigness)», évoquant de manière prémonitoire «*un scénario qui serait une sorte de guerre froide, mais cette fois avec une société de marché dynamique, avec la plus grande population du monde, une nation qui ne présente pas un modèle désespéré de socialisme d'État ou qui ne gaspille pas son pouvoir dans des interventions militaires inutiles: c'est un nouveau défi pour les États-Unis*».

UNE COMPÉTITION TECHNOLOGIQUE

La Chine de Xi Jiping a fait de la confrontation avec les États-Unis et de la contestation de l'ordre international occidental le cœur de sa vision du monde. Comme l'écrit Alice Ekman, «*la Chine a besoin de la Russie dans sa grande confrontation avec les États-Unis*». La dernière décennie a ainsi vu se concrétiser un partenariat de plus en plus étroit et efficace entre Chine et Russie, que la guerre en Ukraine a renforcé. La stratégie nationale, et le discours dominant à Washington, ont pris acte de cette évolution stratégique et de la coordination entre Pékin et Moscou, entérinée par la déclaration d'un partenariat sans limite en février 2022.

Charles Kupchan, un ancien de l'administration Obama toujours proche des cercles démocrates, écrivait à l'été 2023: «*Le récit de l'exceptionnalisme américain ne laisse pratiquement aucune place à un concurrent de même niveau. Or pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale et l'avènement de la Pax Americana, les États-Unis sont sur le point de rencontrer un adversaire à leur niveau.*»

La compétition avec la Chine, en particulier dans les domaines technologiques de pointe (semiconducteurs, intelligence artificielle, quantique), est aussi un défi qui excite beaucoup plus les États-Unis qu'un retour à une rivalité type guerre froide avec Moscou et ses «*interventions militaires inutiles*». C'est enfin un récit qui demeure compatible avec les jeunes générations, dans un pays profondément transformé par les désastres d'Irak et d'Afghanistan, par la victoire de Donald Trump et la crise de la démocratie.

Qu'on ne s'y trompe pas, la vision du monde trumpiste, résumée par son slogan MAGA – «*rendre à l'Amérique sa grandeur*» –, relève du même récit: ce n'est qu'une autre version de cette volonté de primauté, de «*rester numéro un*» – moins par la séduction et davantage par la crainte. On entend ces échos de Machiavel dans l'appétence croissante aux États-Unis pour un leader autoritaire. La séduction de Donald Trump dit certes beaucoup du ressentiment antisystème et de la colère de ses électeurs, mais elle fait écho également à la crise d'identité du pays et de son rapport au monde extérieur.

Ce que Donald Trump propose aux Américains, c'est de restaurer leur «rang» et le respect sur la scène internationale par la crainte et la brutalité. Une forme de charisme, pour évoquer Max Weber, recherchée en particulier lorsque les gens estiment que les temps sont troublés. La compétition avec la Chine y occupe, comme chez Joe Biden, une place centrale. Ce récit est donc appelé à durer.

POINTS DE REPÈRE
CINQ VISIONS AMÉRICAINES

Fareed Zakaria, Joseph Nye, Ian Bremmer, Francis Fukuyama et Thomas Friedman sont des politologues et essayistes très écoutés, miroirs de récits droit venus du pays de l'oncle Sam.

Francis Fukuyama

Apôtre déçu du libéralisme triomphant

En publiant *La Fin de l'histoire* (1992), Francis Fukuyama a incarné l'optimisme des néoconservateurs sur la victoire définitive de la démocratie libérale. Mais le politologue a dû revoir ses certitudes après la fragilisation des démocraties occidentales. «*Les institutions américaines se sont révélées plus vulnérables que je le pensais face à des leaders populistes comme Donald Trump*», concède-t-il sous les sarcasmes de ses rivaux.

Fareed Zakaria

Prophète multipolaire

Natif de Bombay et diplômé de Harvard, Fareed Zakaria est un journaliste vedette de CNN. Dans *Le Monde postaméricain* (2008), il analyse l'émergence d'un nouvel ordre mondial multipolaire, entre ascension fulgurante de la Chine et déclin de la suprématie américaine. «*L'Occident cesse d'être dominant*», avertit-il. En nuançant: les États-Unis restent la première puissance économique, technologique et militaire. Mais ils doivent s'adapter à cette nouvelle donne géopolitique en faisant preuve de pragmatisme.

Thomas Friedman

Chantre inquiet du village global

Grand reporter au *New York Times*, Thomas Friedman sillonne la planète pour raconter la mondialisation. Dans *La Terre est plate* (2005), il dépeint un «village global» où progrès technologique rime avec diffusion de la démocratie. Mais depuis l'élection de Donald Trump, Thomas Friedman se montre inquiet face à la montée des populismes et au rejet de la mondialisation qu'ils véhiculent. L'urgence est désormais de répondre à la colère d'une classe moyenne qui se sent abandonnée par ses élites.

Ian Bremmer

Dénonciateur de l'arme finance

Le politologue Ian Bremmer met en garde contre l'utilisation de l'arme financière à des fins politiques (*the weaponization of finance*). Selon lui, l'utilisation extraterritoriale des sanctions américaines, l'exclusion de la Russie du système bancaire Swift ou les restrictions visant la Chine constituent des précédents dangereux. «*Cela mine la crédibilité des États-Unis et fragilise l'ordre économique mondial dont ils sont les premiers bénéficiaires*», prévient-il.

Joseph Nye

Théoricien du *soft power*

Professeur à Harvard, le politologue Joseph Nye a développé les concepts de *hard* et *soft power*. Le *hard power* renvoie à la puissance coercitive fondée sur la force militaire et économique. Le *soft power* désigne la capacité d'influence liée à la culture. Selon Joseph Nye, les États-Unis doivent miser davantage sur leur *soft power* et leur exemplarité démocratique pour mener une diplomatie intelligente basée sur la coopération multilatérale afin de «*recapturer les cœurs et les esprits*».

LAURENT TESTOT



FRANCE

Quel rang sur la scène internationale ?

Par **Frédéric Charillon**

En deux siècles, la France a perdu en puissance, et donc en capacité de convaincre. Le puissant récit des droits de l'homme a aujourd'hui cédé la place à une défense indécise du multilatéralisme. Est-ce inéluctable?

La France a-t-elle un récit pour sa place dans le monde, ou pour le monde lui-même? Lequel? Est-il seulement encore entendu? Identifiable? Nous savons que les États-Unis se présentent toujours comme le «*leader* du monde libre»; que Vladimir Poutine prétend défier l'Occident dégénéré au nom des valeurs traditionnelles de la Russie éternelle; que Xi Jinping, au nom de la civilisation millénaire chinoise, veut œuvrer à l'union harmonieuse de «tout ce qui existe sous le ciel» (« Tianxia ») grâce aux nouvelles « connectivités » de la Belt and Road Initiative (la Nouvelle Route de la Soie)... On perçoit les ambitions de puissance de l'hindouiste Narendra Modi, les accents néo-ottomans d'un Recep Tayyip Erdogan... Mais la France?

Si on remonte loin dans l'histoire, on trouvera nécessairement plusieurs images fortes. Révolution et des droits de l'homme, bien sûr. Avant elle, celle de la «*fille aînée de*

Frédéric Charillon est professeur des Universités en science politique à l'Université Paris Cité, co-directeur du centre Géopolitique Défense et Leadership à l'ESSEC, auteur notamment de *Guerres d'influence. Les États à la conquête des esprits*, Odile Jacob, 2022 et de *La France dans le monde*, CNRS Éditions, 2021.

Emmanuel Macron lors des obsèques de l'ex-chancelier allemand Helmut Kohl au Parlement européen de Strasbourg en 2017.

l'Église catholique», depuis les croisades jusqu'au rayonnement de la monarchie et de ses fastes. Après elle, celle d'un pays défenseur de la laïcité et berceau de l'État par excellence: c'est la France de la République, héritière aussi de la grandeur napoléonienne. Ces France-là ont séduit nombre d'intellectuels dans le monde, attiré bien des penseurs, des migrants, des réfugiés politiques ou pas. Mais aujourd'hui? Plus proche de nous dans le temps, il y eut le discours gaulliste, qui a ancré pour longtemps une «*certaine idée de la France*» – comme on dit, faute de pouvoir être plus précis. Il reste désormais une mémoire de ce gaullisme, mais dans un discours qui penche fortement vers un multilatéralisme dont le général, pourtant, se méfiait. Une inflexion due, entre autres, à un manque de moyens financiers. Et c'est probablement ce qui rend le message français dans le monde peu audible.

LA GESTE GAULLIENNE

«La grandeur», vue par le général de Gaulle, n'était pas une mégalomanie. Bien au contraire, comme l'expliquait l'historien Maurice Vaïsse dans son ouvrage de référence sur la question (*La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, 1998), il s'agissait de compenser la relativisation inéluctable de la puissance par le verbe, l'analyse, et un message inspiré par l'indépendance nationale. Pour l'essentiel, surtout après 1962, ce message fut compris dans le monde. Il tenait en quelques points. 1) La France est une puissance indépendante qui ne se réduit pas à un membre du camp occidental, moins encore atlantique. Sa politique étrangère n'est dictée que par elle-même. D'où le retrait du commandement intégré de l'Otan en 1966, et les désaccords affichés avec le grand allié américain (sur la guerre du Vietnam dans le discours de Phnom Penh en 1966, par exemple). 2) La France reste pour autant un allié fiable (soutien aux États-Unis lors des crises de Berlin et de Cuba en 1961-1962) mais, encore une fois, à condition de garder sa liberté de jugement et d'action, ce qui l'amène à refuser la politique des blocs (Est et Ouest), lesquels prétendent imposer aux membres respectifs une discipline formulée par les superpuissances américaine et soviétique. 3) La France est une passerelle entre le Nord et le Sud, entre l'Occident et le reste du monde, du fait d'une histoire coloniale dont elle a su sortir, et qui lui a conféré des relations qu'on voulait privilégiées, d'abord avec ses anciennes dépendances, de l'Afrique au Liban, mais plus généralement avec ce qui deviendrait le Sud (d'où la reconnaissance de la Chine communiste en 1964).

Tout ne fut pas convaincant: les liens informels avec l'Afrique à l'époque du «système Foccart» (du nom de Jacques Foccart, l'homme de la relation franco-africaine sous le général de Gaulle et au-delà) ont choqué; les messages adressés à l'Asie, à l'Amérique latine ou à l'URSS n'ont rien donné. Mais la posture française était identifiée. Au sud de la Méditerranée, des actes forts y ont aidé particulièrement: les accords d'Évian et la fin de la guerre d'Algérie, et le soutien apporté au monde arabe contre Israël dans la guerre des Six Jours (1967). Surtout, le verbe haut et les coups d'éclat du général (comme son fameux «*Vive le Québec libre!*» crié du balcon de la mairie de Montréal en 1967) constituaient une véritable stratégie de communication.

UN RÉCIT MULTILATÉRAL ET PACIFIQUE

Les successeurs ont voulu s'inscrire dans cette combinaison mêlant appartenances (Europe, Otan, Francophonie) dans l'indépendance, et verbe haut. Valéry Giscard d'Estaing refusa le boycott américain des Jeux olympiques de Moscou en 1980, François Mitterrand adopta la distance gaullienne dans le ton et la posture, Jacques Chirac s'opposa à la guerre américaine en Irak en 2003, après avoir déjà fait le bonheur des télévisions arabes en 1996,

Depuis Sarkozy, la différenciation française a perdu en lisibilité à l'étranger.

lors d'une altercation avec la sécurité israélienne dans la vieille ville de Jérusalem («*What do you want, me to go back to my plane and back to France?*»).

Lorsque Nicolas Sarkozy affirma vouloir remettre la France «*au cœur de sa famille occidentale*», puis réintégra le commandement intégré de l'Otan (mais pas le groupe des plans nucléaires), il ne déclencha pas de polémique dans le pays. Mais à l'étranger, la différenciation française perdait en lisibilité. L'interventionnisme militaire français en Méditerranée et au Moyen-Orient sous Nicolas Sarkozy et François Hollande (Libye 2011, Mali et Centrafrique 2013, opération Chammal en Syrie et Irak, 2014), une posture diplomatique intransigeante (volonté de frapper le régime syrien en 2013, de durcir l'accord sur le nucléaire iranien en 2015), ont suscité la comparaison avec les néoconservateurs américains des années 2000, à contre-courant d'une administration Obama plus modérée.

Un malaise s'installait, qui poussa Emmanuel Macron, dans une interview peu après son élection en 2017, à critiquer «*dix ans d'importation du néoconservatisme en France*» (*Le Point*, 31 août 2017). Retour au récit gaullien? Pas pour autant. Le nouveau président se voulait d'abord européen (le général était plus enclin à souligner «*l'Europe des nations*»), multilatéraliste (son lointain prédécesseur qualifiait l'Onu de «*machin*»), et libéral. Sur le papier, ce triptyque Europe-multilatéralisme-libéralisme fait sens (entendu aussi comme une promotion du dialogue avec tous les acteurs comme méthode de règlement diplomatique). On peut y ajouter un souci de lutte contre les inégalités (plusieurs fois réitéré à la tribune de l'Onu), et la reconnaissance de la diversité culturelle mondiale (dans le sillage d'un Jacques Chirac). Mais dans la pratique, comment conjuguer ces lignes avec la complexité du monde? Quelle posture de la France face à la guerre ukrainienne après février 2022? Face à la situation de Gaza après l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023? Plusieurs fois, le discours français a fait des embardées sans résultat notable. *Idem* dans ses tentatives de prendre à bras-le-corps la crise politique libanaise (après l'explosion du port de Beyrouth en août 2020) ou l'impasse de la guerre civile libyenne. La France veut parler à tout le monde, mais qui pense encore que la France peut changer quoi que ce soit?

La France veut parler à tout le monde, mais qui pense encore que la France peut changer quoi que ce soit ?

UN MESSAGE DEVENU INAUDIBLE?

La diplomatie française traverse aujourd'hui un épisode difficile: une partie des Européens n'ont pas compris la volonté française initiale de dialoguer avec Vladimir Poutine sur l'Ukraine (pour ensuite soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan); le monde arabe n'a pas compris quelques gestes français au début de la guerre de Gaza de 2023 (soutien «inconditionnel» de la présidente de l'Assemblée à Israël et voyage aux côtés du sulfureux député Meyer Habib, interdiction des manifestations de soutien aux Palestiniens...); les Israéliens n'ont pas compris le voyage tardif du président dans l'État hébreu après l'attaque d'octobre, son absence lors de la manifestation du 12 novembre contre l'antisémitisme, ou sa critique sur la BBC des frappes d'Israël à Gaza deux jours plus tôt («*Ces bébés, ces femmes, ces personnes âgées sont bombardés et tués. Il n'y a aucune justification et aucune légitimité à cela*»).

Et on peut continuer l'énumération: l'armée française amenée à quitter l'Afrique sous les huées (Burkina, Mali, Niger) et souvent remplacée par la milice russe Wagner (comme en Centrafrique); une relation au point mort avec le Maghreb (tentatives vaines de tourner une page avec l'Algérie, agacement du Maroc avec lequel la relation n'a jamais été aussi mauvaise, embarras face à la dérive autoritariste de Tunis); campagnes orchestrées par Moscou, Bakou, parfois d'autres, contre le «colonialisme» français, avec une offensive toute particulière sur les territoires d'outre-mer et notamment la Nouvelle-Calédonie... Au Maghreb comme en Afrique, l'ancien statut de puissance de référence est devenu un handicap. Une position de nouvel entrant, faisant valoir des avantages comparatifs radicalement nouveaux, serait sans doute une meilleure piste, face aux diplomaties du Sud déjà dominante dans ces régions (la Chine, la Russie, mais aussi la Turquie, le Maroc, l'Inde...).

Alors, doit-on vraiment parler d'un «*déclassement français*», pour reprendre le titre d'un ouvrage récent sur la diplomatie française au Moyen-Orient (Christian Chesnot, Georges Malbrunot, *Le Déclassement français. Élysée, quai d'Orsay, DGSE: les secrets d'une guerre d'influence stratégique*, 2022)? «*It's the economy, stupid!*», pourrait répondre Bill Clinton (c'était son slogan de campagne en 1992). Paris n'a plus les moyens de peser, et le monde le voit. Même si le message est clair, l'absence de mise en œuvre possible constitue un obstacle de taille. La France peut accueillir des conférences internationales (sur l'aide au Liban, à l'Ukraine, à une solution à deux États au Proche-Orient...), organiser des collectes de fonds, exhorter à trouver des solutions, mais ni les financer elles-mêmes, ni les imposer politiquement. La France compte, en tant que membre influent de l'UE, de l'Otan, et membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais c'est vers Washington que les yeux se tournent pour l'aide à l'Ukraine, ou pour éventuellement tordre le bras à l'administration israélienne. Ou bien on attend l'éventuelle entrée en piste d'autres géants: Pékin, New Dehli, des initiatives venues du Sud, un élargissement du groupe des Brics... Les efforts pour remonter les effectifs diplomatiques ou les budgets de défense à Paris sont louables, mais restent loin des chiffres observés ailleurs. Alors le récit, quel qu'il soit, reste un récit. Nécessaire. Mais pas suffisant.

DÉCRYPTAGE

UN RÉCIT EUROPÉEN ?

Comment construire un récit commun à 27? Si l'Union européenne se présente comme un bloc libéral attaché aux droits humains, sur les questions stratégiques, des fossés se creusent, comme avec la guerre en Ukraine.


Entrée du bâtiment Louise Weiss, siège du Parlement européen à Strasbourg en 2019.

© Olrat/Getty

L'Union européenne a-t-elle une vision du monde? Oui, si on en croit les nombreux documents produits par ses instances, visant à promouvoir la paix, le développement, le dialogue. Son Service européen pour l'action extérieure (SEAE) créé en 2011, son haut représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité (actuellement Josep Borrell) promettent de «*consolider la paix grâce à un soutien politique, économique et pratique; garantir la sécurité dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune; entretenir de bonnes relations avec les pays limitrophes de l'UE dans le cadre de la politique européenne de voisinage; fournir une aide au développement et une aide humanitaire et réagir aux crises; contribuer à la lutte contre le changement climatique et promouvoir les droits humains*». Il y a donc un discours. Il y a également un budget (environ 80 milliards d'euros pour la période 2021-2027) et des instruments, qui permettent de dépasser largement les capacités nationales, en finançant des processus électoraux ou de surveillance électorale, des infrastructures…

Le récit est celui d'un bloc libéral sur le plan économique et commercial, favorable aux droits humains y compris dans leur dimension culturelle (droit à parler une langue locale, à promouvoir sa culture…), aux droits des minorités, à l'égalité hommes-femmes, à la lutte contre toute entrave à ces droits, donc contre l'autoritarisme. Pour autant, la capacité de l'UE à être considérée comme un acteur stratégique ne va pas de soi.

En premier lieu, il est difficile de construire un récit commun à 27. On constate aujourd'hui un fossé sur des sujets comme la guerre ukrainienne. Si un récit majoritaire présente ce conflit comme une agression russe contre le droit international, la démocratie et l'Europe, agression qu'il faudrait impérativement mettre en échec en aidant l'Ukraine à se défendre, la Hongrie de Viktor Orban, peut-être la Slovaquie et d'autres, s'opposent à cette version. Pas de récit commun, donc, sur un des enjeux majeurs du moment, situé aux frontières mêmes de l'Union. *Idem* sur la crise de Gaza, où les positions allemande – pour des raisons historiques évidentes – et d'autres (grecque ou irlandaise par exemple) divergent.

Deuxième problème. Tout récit européen se heurte à une perception largement répandue dans le monde: l'UE ne serait pas une puissance en tant que telle, mais une addition d'États. Elle n'est jamais parvenue à faire entendre sa voix stratégique, faute d'action militaire d'envergure. On ne compte pas réellement d'exemples dans le monde où une population aurait dit «*heureusement que l'Europe était là*». Ce qui est injuste, mais explicable: l'Europe a agi – et même plus qu'aucun autre – pour certaines causes (le financement d'infrastructures palestiniennes après le processus de paix des années 1993 par exemple), mais la communication a été faible, et lorsque ses réalisations ont été détruites par la force (par Israël en l'occurrence), l'Europe n'a pu s'y opposer, sinon en proposant de payer pour reconstruire ce qui avait été détruit.

Pour autant, l'Europe effraie les dictatures, qui consacrent des sommes importantes à contrer ses propositions et la diffusion de ses normes. Elle effraie les géants de la tech. Elle agace les États-Unis, qui voient en elle un rival commercial à l'État providence honni. Il y a donc bien un récit européen. Mais ce sont les Européens eux-mêmes qui y croient le moins. **F.C.**

UKRAINE-RUSSIE
L'histoire enrôlée dans la guerre

Par **Michel Foucher**

La guerre Russie-Ukraine est aussi une confrontation des imaginaires. Elle oppose le passé impérial russe à un futur, celui d'un État-nation ukrainien qui se forge dans la souffrance. Les mots tuent les esprits comme les bombes dévastent les corps.

La guerre en cours entre l'agresseur russe et le défenseur ukrainien ne se limite pas à un duel à une plus vaste échelle entre des forces physiques et morales, selon la formule célèbre du stratégiste Carl von Clausewitz (1780-1831) (1). Cette agression militaire procède d'un affrontement entre une idéologie de restauration impériale et une volonté d'existence nationale indépendante. La géographie est aussi dans les têtes et s'exprime ici par une représentation, une «carte mentale», portée par les élites russes. Celles-ci considèrent l'Ukraine comme partie du monde russe (*Rousski Mir*); à ce titre elle n'a pas le droit d'exister comme État-nation souverain et indépendant. «*La présence d'un pays indépendant sur les terres historiques russes est la raison des hostilités*», a encore répété au début de l'année 2024 Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil russe de sécurité nationale (2).

L'extension géographique de ce «monde russe» a été définie par Vladimir Poutine à maintes reprises: c'est celui de l'ancien Empire russe et de l'Union soviétique. L'ambition néoimpériale est affichée depuis plus de vingt ans; elle implique la soumission complète de l'Ukraine, dont Vladimir Poutine disait déjà à George W. Bush, en 2004, que ce n'était même pas un pays. Dès son accès au pouvoir suprême en 2000, le président russe s'est donné comme double objectif de rétablir le statut international de son pays et de reconstruire la Grande Russie. Cette thèse récurrente a d'ailleurs été explicitement précisée par la publication, en juillet 2021, d'un texte présidentiel portant sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens – «Nous sommes un seul peuple» (3) – justifiant *a priori* l'agression. On s'en est vivement ému en Pologne, dans les pays baltes et en Finlande, mais ni en Allemagne ni en France, encore sensibles au récit officiel d'une puissance qu'il ne fallait surtout pas «*humilier*». Sur le fond, cet acte de guerre procède de l'incapacité des élites russes à analyser et à endosser les raisons internes de l'effondrement du système soviétique de 1991, bien vite attribué, pour l'usage interne, à une conspiration occidentale, jugée responsable de tous les maux de la terre.

La notion d'«empire» est associée le plus souvent en Europe comme dans les anciens pays colonisés à un «outre-mer». Mais il existe des empires «d'outre-terre», tels la Chine dans son tiers occidental, l'Iran dans ses ambitions régionales et la Turquie dans la rhétorique néoottomane de ses dirigeants. Il s'agit bien en Ukraine d'une «guerre coloniale», conduite, qui plus est, par une puissance dotée d'armes nucléaires, d'où un risque d'escalade que les alliés européens de l'Ukraine devront prévenir. Longtemps contrôlée par des empires successifs et rivaux, l'Ukraine est un État-nation tard venu sur la carte du continent européen. Mais comme l'enseigne l'histoire européenne, le conflit est un facteur de consolidation nationale. Face au révisionnisme de la Russie, les Ukrainiens empruntent à leur tour une trajectoire multiséculaire en Europe, celle de l'affirmation nationale face aux empires et aux États-nations rivaux.

Michel Foucher **est géographe et diplomate.**
Derniers ouvrages parus: «Ukraine-Russie. La carte mentale du duel», *Tract*, n° 39, Gallimard, 2022, et *Ukraine, une guerre coloniale en Europe*, L'Aube, 2022.


Vladimir Poutine lors d'une conférence de presse au Kremlin le 22 décembre 2022.

La guerre est présentée comme un conflit avec les États-Unis et « l'Occident collectif » en décadence.

La reconquête néoimpériale a commencé il y a une décennie avec l'annexion de la péninsule de Crimée (qui ne fut incorporée à l'Empire russe qu'en 1783) et des parties orientales de deux oblasts du Donbass. Pour la justifier, le discours du Kremlin a en effet varié: au début, il s'agissait de «*dénazifier*» l'Ukraine, le terme «nazi» servant à disqualifier tout aspirant à la liberté et à la souveraineté nationale. Le Kremlin a d'abord qualifié son agression d'opération militaire spéciale et l'usage public du terme «guerre» était tabou et passible d'emprisonnement. On inculque désormais aux conscrits russes un nouveau récit: ils doivent combattre les forces de l'Otan. En témoignent les interrogatoires récents des prisonniers russes en Ukraine. La guerre est présentée comme un conflit avec les États-Unis et «*l'Occident collectif*» en décadence; les Ukrainiens ne seraient que les «*marionnettistes d'un maître situé outre-mer*», récit de guerre froide destiné également au public russe. Le droit des Ukrainiens à une existence propre et la réalité de leur sentiment national sont, dans les deux récits, déniés.

(1) Carl von Clausewitz, *De la Guerre*, 1832, rééd. Perrin, coll. «Tempus», 2014.
(2) 17 janvier 2024.
(3) 12 juillet 2022, site du gouvernement russe.

MOYEN-ORIENT LES TERRAINS DE L'INFLUENCE

Refonte des grands blocs géopolitiques et des alliances régionales qu'ils fondaient, crise démocratique, transition énergétique, essor du soft power... La région se trouve au cœur d'une série de grands récits qui animent le système international.

GOUVERNANCE MONDIALE

Loin du front ukrainien, un « multilatéralisme d'intérêts »

Si, à l'hiver 2022, la quasi-totalité des États moyen-orientaux se sont associés aux résolutions de l'Onu condamnant l'invasion de l'Ukraine, ils se sont pour la plupart réfugiés ensuite dans l'abstention lors de la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme ou de l'appel à la création d'un mécanisme de réparations en faveur de l'Ukraine. Loin d'une appartenance à un hypothétique « Sud global » ou à un mouvement cohérent des « non-alignés », ce comportement manifeste, selon l'expression du géographe Michel Foucher, l'existence d'un « multilatéralisme d'intérêts » fait d'alliances opportunistes. Traditionnellement proches des États-Unis, les Émirats arabes unis ont ainsi refusé de sanctionner la Russie en échange de son soutien à leur ingérence au Yémen. Aux marges du Moyen-Orient, la Turquie fait elle preuve d'une position d'équilibriste dans le conflit, fournissant des drones à l'Ukraine tout en refusant d'appliquer les sanctions de l'Otan envers Moscou.


© Gorodenkoff/Getty

RELATIONS RÉGIONALES

Une ébauche de « normalisation » freinée par la guerre

Le conflit israélo-palestinien est revenu au premier plan ces derniers mois avec l'attaque terroriste menée par le Hamas le 7 octobre 2023 puis l'offensive israélienne sur la bande de Gaza. Un bouleversement qui survient alors que, en contraste avec l'autoproclamé « axe de la résistance » contre Israël mené par l'Iran chiite et ses satellites, deux États de la région à dominante sunnite, les Émirats arabes unis et le Bahreïn, ont récemment tenté d'apaiser leurs relations avec l'État hébreu par le biais des accords d'Abraham, signés en 2020. Le gouvernement Netanyahou espérait les étendre à l'Arabie saoudite mais celle-ci a depuis paraphé un accord de détente avec l'Iran. Le récit de la « normalisation » israélo-arabe, entre à présent en conflit avec l'impact de la question palestinienne sur les populations: selon de récents sondages d'opinion, une majorité écrasante des habitants de la région soutient la cause palestinienne, considérée comme une cause arabe.

CRISE DÉMOCRATIQUE

Quand le modèle autoritaire étouffe les voix contestataires

Treize ans après la vague des « printemps arabes », le tableau est sombre pour la démocratie au Moyen-Orient. Selon les classifications des spécialistes internationaux des régimes politiques, celui-ci ne compte aujourd'hui qu'une démocratie, Israël – démocratie qui plus est considérée comme « défectueuse », notamment du fait des controverses créées par la politique judiciaire du gouvernement Netanyahou. Certes, des aspirations démocratiques, plus ou moins étouffées ou réprimées, continuent de s'exprimer, comme en Iran, où la mort très suspecte aux mains de la police en 2022 de l'étudiante Mahsa Amini a provoqué une vague de manifestations en faveur des libertés et de la démocratie. Mais dans l'ensemble, c'est bien le récit autoritaire qui l'emporte. Comme un symbole, la Ligue arabe a d'ailleurs réintégré dans ses rangs, en mai 2023, la Syrie de Bachar el-Assad, exclue de l'organisation fin 2011.



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'arme du pétrole, jusqu'à la dernière goutte

Comme la guerre du Kippour en 1973 ou la révolution iranienne en 1979, la guerre en Ukraine a remis en lumière le poids des États de la région sur le marché du pétrole : à eux cinq, l'Iran, l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis représentent plus de la moitié des réserves mondiales d'or noir. Un pouvoir qu'ils ne se privent pas d'exercer puisque l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a réduit à plusieurs reprises, non sans dissensions internes, ses quotas de production pour éviter une baisse des prix et lorgne de plus en plus ouvertement vers la Chine, client privilégié. Si certaines puissances pétrolières, comme l'Arabie saoudite, comptent à long terme diversifier leur économie, elles entendent jusque-là profiter à plein de l'arme du pétrole : lors de la COP de Dubaï, fin 2023, le secrétaire général de l'Opep, le Koweïtien Haitham al-Ghais, a fait scandale dans l'opinion occidentale en appelant les membres de son organisation à rejeter tout texte ciblant les énergies fossiles.

SOFT POWER

Un sport washing sans états d'âme

Longtemps, le Moyen-Orient a joué à l'extérieur sur le terrain du soft power sportif par le biais de rachats de clubs de football prestigieux comme le Paris SG ou Manchester City, propriété du Qatar et de l'émirat d'Abu Dhabi. Désormais, il entend évoluer à domicile et campe en nouvel eldorado sportif. Après la Coupe du monde 2022 de football masculin au Qatar, c'est l'Arabie saoudite qui fait désormais les gros titres, entre l'arrivée dans son championnat de football de stars vieillissantes et l'obtention de grands événements: un grand prix de Formule 1 à Djeddah, les Jeux asiatiques d'hiver de 2029 puis ceux d'été de 2034, la Coupe du monde de football 2034… Au point de revendiquer de pratiquer le « blanchiment par le sport » par la voix du prince héritier Mohammed ben Salmane: « Si le sport washing doit augmenter mon PIB de 1 %, déclarait-il, alors je continuerai de le pratiquer. »

JEAN-MARIE POTTIER

INDE ET AFRIQUE La renaissance



Entretien **avec Jean-Joseph Boillot**

Alors que l'Occident perd ses forces, de nouveaux récits émergent dans les pays du Sud. Renaissance, autonomie, pragmatisme, globalisation et fierté nationale en sont les maîtres mots.

Dans *Chindiafrique*, vous avez dépeint l'émergence de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique après une parenthèse de domination occidentale. Cet essor se traduisait-il en récits?
Certes. Synthétisons en un mot: renaissance. Le terme, utilisé aussi bien en Afrique qu'en Inde, a émergé dans les années 2000. Il se produit alors à l'échelle de la planète un développement économique massif passé inaperçu en Europe. Dans les pays du Sud, des récits nationaux s'imposent. Ils vont se matérialiser notamment dans la diffusion de livres du passé qui deviennent des *best-sellers*: *L'Art de la guerre* de Sun Tzu en Chine, vieux de vingt-cinq siècles; l'*Arthashâstra* de Kautilya en Inde, traité classique de gouvernance écrit il y a vingt-trois siècles, l'Afrique entre dans la danse un peu plus tard. Les langues locales resurgissent, détrônant les héritages coloniaux qu'étaient l'anglais et le français. Des textes anciens émergent, telle la charte du Mandingue, une épopée de l'Empire médiéval du Mâli, dont la résurrection a été portée par l'écrivain Amadou Hampâté Bâ (1901-1991).

Jean-Joseph Boillot s'est fait le témoin des évolutions du monde perçues en Asie et en Afrique au fil de deux livres : *Chindiafrique. La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*, cosigné avec le journaliste Stanislas Dembenski (Odile Jacob, 2013), et *Utopies made in monde. Le sage et l'économiste* (Odile Jacob, 2021).

Rickshaws électriques à New Dehli, 2022.

Vous soutenez que l'Afrique bénéficie de ses relations économiques avec la Chine. Pourquoi?

Cette idée d'un jeu à somme positive entre Afrique et Chine est décriée en Occident. Mais les faits sont têtus. Les matières premières extraites d'Afrique par les pays néocoloniaux, France, États-Unis, etc., l'étaient en trop faible quantité pour tirer les économies du continent vers le haut. Or la Chine, parce qu'elle décolle économiquement, va lorgner sur l'Afrique et asseoir une coopération géopolitique par l'importation massive de matières premières. En échange de quoi apparaît bien sûr de l'endettement, à partir de prêts fait par la Chine, mais aussi une déferlante de produits chinois très bon marché qui va booster l'économie. Les prêts chinois à l'Afrique ont débouché sur des infrastructures impressionnantes, ponts, chemins de fer, plus des stades en guise de cadeaux. La Chine pensait que l'Afrique allait se spécialiser dans l'exportation bon marché, ce qui lui permettrait de rembourser. Mais les Africains ne sont pas des Chinois qu'on peut enfermer dans des usines par dizaines de milliers, et ils connaissent souvent l'instabilité politique. Ce modèle a pris fin avec la crise du covid et l'Afrique est rentrée dans une crise de la dette. Aujourd'hui Chine et Afrique cherchent les modalités d'un partenariat économique plus équilibré.

Dans *Chindiafrique*, vous faisiez l'éloge de l'innovation frugale. Qu'est-ce que c'est?

La renaissance économique de ces grands ensembles n'a pu se produire que parce qu'ils n'ont pas copié les pays riches. Car le modèle occidental a besoin d'énormément de matières premières, de capitaux, de technologie. Là, en partant d'un niveau de développement très bas, la croissance à l'occidentale était inenvisageable. La Chine est sortie du sous-développement économique par un modèle de diffusion de masse de produits fabriqués de façon standard, reposant sur une main-d'œuvre pléthorique. L'ouverture économique à partir de 1979 lui a permis d'attirer sur son sol les technologies qui lui manquaient pour décoller tout en conservant le *Chinese price*: le seul pays du monde où on pouvait fabriquer une paire de lunettes à 1 euro! De son côté, après son indépendance, l'Inde hérite de tous les produits britanniques, et faute de pouvoir en produire d'autres, elle va les bricoler. Cela donne par exemple les fameux rikshaws, tricycles, motorisés ou à pédales, qui tiennent cinquante ans. Avec l'ouverture économique des années 1980, les Indiens vont évoluer comme les Chinois vers l'adaptation de produits de technologie étrangère, mais le niveau de vie est beaucoup plus bas en Inde. Les Indiens produisent des petites voitures comme la Suzuki Marutti quand les Chinois font du moyen de gamme, type Sedan. Ce qui les rend complémentaires pour commercer avec l'Afrique, qui tout d'un coup dépasse le milliard d'habitants qui peuvent obtenir des produits adaptés à leurs économies. Prenons la Peugeot 405, la voiture léguée par la France. On pouvait la bricoler, la faire durer, mais elle n'était pas du tout satisfaisante pour élargir le marché. On a maintenant des Toyota fabriquées en Chine, vendues pour le même prix que la 405 mais qui ne tombent jamais en panne. Pour ce qui est des Indiens, on retrouve leurs rickshaws partout en Afrique, car ils s'insèrent parfaitement dans les mobilités africaines.

L'Afrique ne connaît toujours pas de développement économique probant. A-t-elle les moyens d'atteindre cet objectif, de ne pas pousser sa jeunesse à rêver d'émigration?

Migrer est un objectif par défaut. Des récits émergents tentent de contrer cet exode des jeunes. Ils moquent les dirigeants africains, plutôt corrompus et collaborateurs des anciennes puissances coloniales. Au Mali, au Burkina, au Niger, la question de la migration vers l'Europe est au centre des coups d'État. Le récit qui prend forme est celui d'une fierté, axée sur un modèle politique qui revendique de ne pas être démocratique. C'est pour ça que la Chine exerce une telle influence. Elle incarne la démonstration qu'on peut viser le développement économique par la croissance, que ça suppose sur le plan politique une économie du commandement incompatible avec la démocratie.

« Les pays du Sud se réapproprient leur destinée. »

En 2021, vous avez publié *Utopies made in monde*, éclairant les initiatives qui, en Chine, en Inde et en Afrique, construisent un monde meilleur. Des exemples?

Hélas. L'histoire va vite. J'ai étudié ces utopies dans la décennie où elles prospéraient, entre 2010 et 2020. Le covid est passé par là, les tensions mondiales se sont exacerbées. De nouvelles réponses sont apparues. En Inde, Narendra Modi arrive au pouvoir en 2014, porté par un mouvement hindou fondamentaliste. Une des utopies les plus actives en Inde, le mouvement d'agriculture naturelle, va en être bouleversée, se diviser entre deux courants. Le premier va

rejoindre le discours nationaliste *hindutva*, récupéré par les discours sur le respect dû à la Terre-Mère. Le second va rallier l'opposition, structurée par un rejet du pouvoir central, de ses discours réactionnaires, autour d'une coalition de 28 partis politiques luttant contre le populisme. Dans cette scission, les utopies sont mises sur la touche, absorbées par les deux discours rivaux. Il reste néanmoins au milieu un ensemble d'expériences passionnantes à défaut d'être en mode exponentiel, et qui appartiennent à la catégorie des «utopies réelles», mélanges d'utopie et de sagesse réaliste.

Un autre récit émergent est celui de la prise de conscience des limites planétaires, climat, biodiversité, pollutions diverses. Affecte-t-il les pays du Sud?
Pas du tout. Si la Chine se présente comme la championne des énergies renouvelables, c'est un pur discours de pouvoir. Quand on creuse, on voit un peu moins de charbon bien sûr, mais la voracité en termes de matériaux pour produire des voitures électriques revient à remplacer un extractivisme par un autre. Même en Inde, pays de la frugalité, les deux courants politiques rivaux ne partagent qu'une chose: l'idéologie de la croissance pour la croissance.

Existe-t-il un Sud global?
Évidemment non, le Sud est fractionné, l'Inde est en rivalité avec la Chine sur presque tous les points. Sauf sur un enjeu. Ce qui fait le Sud global, c'est la désoccidentalisation du monde. L'espace qui s'identifie comme Sud global se réapproprie son histoire, ses destinées. Il arrête de copier l'Occident. Est-il pour autant contre l'Occident? Non, parce qu'à l'intérieur du Sud global, ce qui l'emporte, c'est le multialignement, le refus de rejoindre ce que pourrait être le *Tianxia* chinois, «unis sous un seul ciel», une sorte de coalition menée par la Chine. Mais ce n'est pas ça qui prend le pas aujourd'hui. L'Inde a une fantastique diplomatie du double jeu. Elle soutient la Russie face à l'Ukraine, sans condamner l'Ukraine, et fait ami-ami avec les États-Unis pour contenir la Chine. Ce pragmatisme se retrouve dans les pays du Sahel, ou en Centrafrique, des pays courtisés par les Russes, qui opèrent une percée sur le continent. Mais ils passent des accords à contresens, tel le Niger avec les États-Unis. Le Sud global ambitionne de rebattre les cartes des alliances internationales, construites par et pour l'Occident. Et la désoccidentalisation se perçoit dans les grandes conférences internationales, où les Occidentaux perdent le *leadership*. C'était déjà acté pour l'Onu, ça se voit en ce moment dans la succession des présidences du G20, Inde, Indonésie, Inde.

« Ce qui fait le Sud global, c'est la désoccidentalisation du monde. »


© Emmanuel Osodi/Majority World/Universal Images Group via Getty

Passagers d'un train en gare d'Abuja au Nigéria, en 2023.

L'élargissement des Brics, qui incluaient Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, à une demi-douzaine d'autres pays du Sud, témoigne-t-il d'une bascule?
Oui, et ce n'est pas fini, d'où l'importance de se réapproprier ces fameux narratifs de la «renaissance» des pays du Sud. Dans un premier temps, l'alliance disparate des Brics ressortait de l'idéologie, mais sur le plan pratique, il n'y avait pas de levier d'exercice du pouvoir. Cela a changé, les Brics sont devenus une antichambre où on négocie les positions préalablement à la tenue du G20 comme de la plupart des grandes conférences internationales. Ces pays soutiennent la globalisation, à l'inverse des Occidentaux qui privilégient aujourd'hui le protectionnisme. Le Sud global a intérêt à un monde ouvert parce que la division internationale du travail n'est pas un paradigme inventé par des fous au 18e siècle, comme l'a démontré la Chine, qui a su déployer des avantages comparés dans tout ce qui est production de masse manufacturière. Au reste du monde de suivre, chacun avec ses atouts et ses stratégies. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT TESTOT



ENJEUX GLOBAUX, REGARDS LOCAUX

L'humanité a toujours le choix des récits. Nous avons opté pour le capitalisme, abandonnant l'idée des communs, mais est-ce irréversible ? Les épreuves que nous traversons pourraient forger d'autres visions du monde, faire émerger d'autres paradigmes que celui d'un monde régi par la seule rationalité économique, réveiller la raison ou l'empathie. La guerre cognitive fait rage sur Internet, mais nos démocraties sont-elles condamnées à la cyberdéfaite face aux *fake news* et aux intelligences artificielles utilisées comme armes ? À quoi sert de relancer la conquête spatiale ? Face au réchauffement planétaire, quels récits d'avenir mobilisent la jeunesse ? Quels discours les diplomates tiennent-ils ? C'est au fil des réponses à toutes ces questions que s'esquissera le monde d'après.

© Lee Daesung

«Pour sauver les communs, il faut qu'on s'entende sur les faits»

ENTRETIEN AVEC **Dominique Bourg**

Le climat, la démocratie, le langage, la monnaie sont pour Dominique Bourg des «communs»: des biens essentiels à la vie de tous et pourtant infiniment vulnérables. La pensée individualiste a nié jusqu'à la possibilité du commun, le réel lui revient en boomerang. Encore faudrait-il qu'elle l'admette.

Qu'est-ce qu'un commun?

J'appelle «commun» d'abord quelque chose que personne ne peut s'approprier mais que tout le monde peut dégrader. Quelque chose de vulnérable, qui rend possible un domaine de réalité particulier. Prenons le langage. Ce bien est commun, il n'y a pas de langue sans multiplicité de locuteurs. Il n'est pas appropriable. Il permet d'exprimer une pensée approfondie et d'échanger de façon fine avec autrui, mais il est vulnérable. Si aucun des locuteurs n'en prend soin, par exemple si, à chaque fois qu'un journaliste emploie un mot compliqué, on lui demande de l'enlever, on impose à tous un vocabulaire appauvri. La monnaie est un commun, multiplicateur d'échanges. Si quelqu'un s'approprie toute la monnaie, il n'y a plus d'échange possible. La démocratie, le climat sont des communs.

Or avec le dérèglement climatique, nous sommes en train d'altérer l'habitabilité de la Terre. Au bout d'un moment, il faudra renoncer à habiter certains lieux, et s'adapter si possible à d'autres. L'Espagne se désertifie, bientôt ce pourrait être notre tour. Je me rappelle, à la télé, en décembre 2023, cette localité du Pas-de-Calais où des gens avaient été inondés deux fois en quelques semaines. Ils s'inscrivaient dans le discours contemporain, demandaient des digues, des assurances, mais ils ne faisaient aucun lien avec le dérèglement climatique. Mais un degré Celsius supplémentaire sur la planète, c'est 7% d'humidité en plus, réparti de façon encore plus inégale qu'avant. Nous sommes déjà à +1,5°C, cela implique des inondations récurrentes dans certains endroits. Nous allons devoir renoncer au comté parce que les prairies du Jura vont s'assécher. Tout ça, c'était du commun. On garde le réflexe individualiste, techno-solutionniste, mettez-nous des digues! Mais on voit bien que ce récit n'aura qu'un temps et que les communs vont s'imposer.

En quoi votre définition des communs diverge-t-elle de celle d'autres auteurs?

Dans son fameux article «La tragédie des communs», en 1968, l'écologue américain Garrett Hardin (1915-2003) postulait qu'il n'existait que deux modes de gestion, privé ou étatique, et donc que toute ressource en libre accès, sans régulation étatique ou sans appropriation privative, était vouée à être surexploitée et détruite. L'économiste Elinor Ostrom (1933-2012), plus tard, va mettre en lumière des communs ni étatiques ni privés, mais communautaires, qui existent encore, par exemple les pâturages partagés des Alpes suisses. Mais Garrett Hardin ignore tout ça. Parce que la pensée moderne rend impensable quelque chose comme un commun. La philosophie du contrat postule que l'individu précède la société. Et la société n'est donc légitime que pour autant qu'elle permet de mieux préserver les intérêts de

Dominique Bourg est philosophe. Coordinateur de *Retour sur Terre. 35 propositions* (PuF, 2020), il a écrit notamment *Le Marché contre l'humanité* (PuF, 2019), *Primauté du Vivant. Essais sur le pensable* (avec Sophie Swaton, PuF, 2021), *Une nouvelle Terre* (rééd. PuF, 2022), *Science et prudence. Du réductionnisme et autres erreurs par gros temps écologique* (avec Nicolas Bouleau, PuF, 2022).



« Il faudra renoncer à habiter certains lieux, et s'adapter si possible à d'autres. »

l'individu. Cela dérive vers un individualisme complètement fou, qui va connaître son expression la plus radicale avec les libertariens tel Elon Musk, qui se voient comme totalement autosuffisants. C'est absurde, car nous sommes créés par les autres, la famille, le langage, l'apprentissage.

Dans l'introduction d'un livre collectif dont vous avez été l'architecte, *Retour sur Terre. 35 propositions*, vous écrivez: «*L'enjeu est une véritable bascule de civilisation avec un socle commun consensuel à partir duquel l'adversité démocratique, c'est-à-dire le jeu majorité opposition, peut à nouveau se déployer et s'exprimer.*» De quoi ce socle commun est-il constitué?
Le socle commun, sous-jacent, commence avec la démocratie, telle qu'elle a été créée vers la fin du 19e siècle. Elle a permis un ordre constitutionnel. Les sociétés démocratiques se sont construites sur un consensus en creux: maximiser la production de richesses et les redistribuer. Le fait d'admettre qu'il faille créer de la richesse pour tous et la redistribuer est une vraie nouveauté, un Romain ou un homme du 18e siècle auraient rigolé à cette idée.
Une fois ce consensus acquis, il existe deux manières de maximiser et deux manières de redistribuer. C'est là-dessus que la gauche et la droite se sont construites. Pour la droite, libérer l'entreprise pour maximiser la production de la richesse, et la redistribuer au prorata des mérites des uns des autres. Pour la gauche, rationaliser la production et redistribuer de manière plus égalitaire. Les deux vont dans la même direction, la Constitution garantissant des alternances démocratiques. Chacun prétend pouvoir y aller de façon plus efficace. J'avais l'impression que l'écologie devenait quelque chose de consensuel. J'ai des doutes quand je vois ce qui est en train de se produire en Europe, aux États-Unis. La question environnementale est niée à droite et il en émerge une fracture.

N'est-ce pas lié à la privatisation d'un commun qui serait l'information ?

C'est lié à la privatisation et à la fragmentation du paysage de l'information. Lorsqu'il existait des chaînes généralistes qui dominaient le paysage audiovisuel, il n'y avait pas de discours extrémiste. Quand on s'adresse à tout le monde, on est obligé de pondérer son discours. En revanche, les médias comme Fox News ou C8 ont un discours calibré sur une certaine chalandise, ce qui rend le débat impossible. Le jeu démocratique suppose qu'on interprète avec une grille gauche et une grille droite une même réalité. En 1968, quand les chars russes sont arrivés à Prague, nous étions tous d'accord pour dire que des chars russes étaient entrés dans Prague. Simplement, communistes et gaullistes interprétaient différemment la même réalité factuelle. Or depuis le covid, on voit que cette prise sur le réel n'est plus effective. Cette fragmentation du paysage de l'information est totalement incompatible avec la démocratie. Pour qu'il y ait démocratie, il faut qu'on s'entende sur les faits, quitte à les interpréter différemment. S'il n'y a pas une part de commun, il n'y a pas de démocratie possible.

« Vous avez beau être propriétaire d'un bien, si le climat rend le bien inutilisable, vous serez bien obligé de constater que votre propriété ne dépendait pas de vous. »

Pour préserver les communs, appelez-vous à un contrôle des États ?

Les États ont pour fonction essentielle de faire la médiation entre la gestion sur un territoire et les nécessités à l'échelle globale. Cela vaut en premier lieu pour le climat. Il est un bien commun global qui n'est la propriété d'aucune nation, à surveiller à l'échelle globale, mais le rôle de l'État est de faire l'interface entre les obligations globales et ses contraintes locales. Il est l'instance qui est censée rappeler leurs obligations à tous les gestionnaires de communs. Mais l'État n'est l'incarnation du commun que quand il fonctionne normalement. Aujourd'hui, il est le plus souvent au service des puissants et de l'argent.

Les communs ont une histoire classique, britannique, qui commence quand des élites accaparent des terres, en excluant les paysans qui géraient collectivement des ressources naturelles. Cela mène à la révolution industrielle pour en arriver aujourd'hui au réchauffement. Comment pourrait-on briser cette linéarité ?

Ce récit a pour inconvénient de gommer les résistances. Des communs existent toujours, que ce soient les pâturages suisses, certains systèmes d'adduction d'eau, tous ces exemples que donne Elinor Ostrom. Mais la tendance générale n'a pas été celle-là. Elle a été celle d'une appropriation privée, bien résumée par Karl Marx quand il était journaliste, écrivant sur une loi qui va interdire aux gens le ramassage du bois mort dans les forêts privées. Petit à petit, la propriété privée va être imposée jusqu'à l'excès. Cette logique de l'appropriation privée renvoie toujours à la fiction de l'atomisme social.

Mais aujourd'hui, cette idée vacille sur ses bases. L'idée d'un individu qui serait maître et possesseur de ses qualités est une fiction. Le marché est lui aussi une fiction qui ne fonctionne que parce qu'il existe un État qui le garantit. C'est le paradoxe des néolibéraux. Ils veulent réduire l'État, mais ils n'y arrivent pas sans lui. L'économiste Karl Polanyi (1886-1964) l'avait bien montré : l'État, c'est le gendarme qui a permis le marché tel qu'il se rêve d'exister.

On a supprimé les communs, on a fait du droit de propriété le droit d'user et d'abuser, et sur le plan de l'information, le rêve de l'Internet commun a échoué. Mais la pensée individualiste, qui avait cru mettre au pas le réel, entre aujourd'hui en contradiction avec lui. En matière de propriété, vous avez beau être propriétaire d'un bien, si le climat a changé et rend le bien inutilisable, vous serez bien obligé de constater que votre propriété ne dépendait pas de vous. Elle dépendait d'interactions qui nous dépassent complètement et qui rendent caduc le droit qui a voulu nous faire coller à cette propriété.

Ce que vous dites implique-t-il un nouveau récit ? Par exemple remplacer notre idée fixe d'une croissance économique, par autre chose ?

Il faut effectivement réduire le nombre d'objets que nous produisons. Il faut faire redescendre la démographie comme les flux de matière et d'énergie. Il faut que les objets que nous fabriquons aillent plus vers l'usage et la transformation de ressources reproductibles que du côté de l'extractivisme minéral. Imaginons que la population humaine se réduise dans les siècles à venir : on aura de toute façon une espèce de commun, fait des ressources minérales qu'on aura extraites et qu'on aura en abondance. C'est une nécessité, qui nous oriente plutôt vers une décroissance.

Comme après la Seconde Guerre mondiale, faut-il une catastrophe pour générer des changements profonds dans les mentalités?

La relation entre une crise et la violence n'est pas toujours identique. Nous n'avons rien fait dans les décennies qui précèdent, et nous entrons désormais dans des décennies de changements extrêmement brutaux. On aura déjà des années à +2°C dans les années 2040 et les effets sur les sociétés vont être terribles. Des terres vont devenir inhabitables, une partie de la population partira en migrations, les gens les plus pauvres mourront probablement sur place. On va au-devant de soubresauts violents et de crises énormes, ne serait-ce que parce qu'on va avoir des problèmes à se nourrir.

Mais ce dérèglement climatique ne pourrait-il pas faire office de déclic, imposer un nouveau récit dans lequel les communs pourraient faire office d'avenir souhaitable?

Amortir les pires effets du dérèglement climatique par l'accompagnement de processus naturels, à l'instar de ce que préconise le prospectiviste Pierre Gilbert dans son livre *Géomimétisme* (1), sera nécessairement pris en charge par l'État. C'est déjà rentrer dans une logique qui casse l'idée de la propriété privée absolue.

En Occident, la géoingénierie peut être vue comme un projet privé, avec des acteurs comme Elon Musk qui proposent de déployer des parapluies dans l'espace pour atténuer le dérèglement climatique. En Chine, c'est l'inverse, la géoingénierie commence à être mise en œuvre par l'État. A-t-on affaire à deux façons différentes de gérer des communs? L'une aurait-elle plus d'avenir que l'autre?

Agir comme Elon Musk est difficilement entendable en dehors des États-Unis, et n'est possible que dans un Occident affaibli. Les États-Unis sont une société au seuil de la guerre civile, où le consensus démocratique tel que je l'ai défini n'existe plus. Qu'y a-t-il de commun entre un type qui plébiscite Donald Trump et son voisin qui vote Joe Biden? Par contre, à l'échelle de l'Union européenne, confrontée à la menace russe en Ukraine, on voit une réaffirmation de l'État national et avec une dimension communautaire. C'est timide, lent, difficile, et peut-être que la Russie nous collera la pâtée avant, mais sans ça on ne fera pas le poids. Parce que la Russie, comme la Chine, c'est l'État.

(1) Pierre Gilbert, *Géomimétisme. Réguler le changement climatique grâce à la nature*, Les Petits Matins, 2021.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT TESTOT



WORLD WAR WEB

Quand les trolls entrent en guerre

Par **Kélian Sanz Pascual**

La guerre cognitive consiste à infecter les opinions publiques et les idées circulant chez l'ennemi afin de l'affaiblir. Elle connaît des développements conséquents, à l'initiative d'acteurs étatiques comme la Russie, qui cible Internet et les réseaux sociaux.

« *La première victime d'une guerre, c'est toujours la vérité.* » Cette citation illustre doublement la réalité dans laquelle nous vivons : outre les luttes acharnées pour imposer une vision de la vérité ou une autre – par exemple les débats actuels sur la légitimité des actions d'Israël et du Hamas –, la phrase est elle-même souvent présentée dans un faux contexte. Beaucoup l'attribuent en effet à Rudyard Kipling, Sun Tzu et à bien d'autres, alors qu'elle provient de la préface de *La Vérité et la Guerre* écrite par Philip Snowden (aucun lien de parenté avec Edward Snowden).

Si cette erreur peut paraître anecdotique, elle démontre à quel point il est facile de perdre des parcelles de vérité dans l'indifférence, surtout lorsque de nombreuses sources sur le Web paraissent confirmer. Et c'est précisément un des ressorts sur lesquels de nombreux acteurs géopolitiques s'appuient pour tenter de remporter des victoires dans ce qui est devenu une guerre généralisée pour les esprits.

Kélian Sanz Pascual est analyste chez Cassini Conseil et chargé de recherches au centre Geode.

Les luttes d'influence ne sont pas nouvelles, bien qu'elles explosent au 20e siècle, avec des exemples marquants comme le ministère de la Propagande nazi ou les «mesures actives» du KGB, actions clandestines visant à influencer les événements mondiaux pendant la guerre froide. Parmi celles-ci, le cas le plus emblématique est l'opération «Infektion» devant faire croire au monde que l'armée américaine avait développé le sida en laboratoire pour s'en servir comme arme (1). Bien que le service de renseignement extérieur russe (SVR) lui-même ait dévoilé la supercherie après l'effondrement de l'URSS, elle reste au cœur de théories du complot qui circulent toujours en ligne.

INTERNET, TERRAIN DE GUERRE

L'apparition d'Internet a encore facilité ce type d'opérations, en accélérant la circulation des informations vraies comme fausses et en fournissant de nouveaux moyens pour les amplifier, les fabriquer et en dissimuler l'origine. Leur usage s'est généralisé et s'étend tant aux États qu'aux partis politiques, aux groupements terroristes qu'aux entreprises et autres groupes privés. Certaines sociétés en ont d'ailleurs fait leur spécialité, le domaine étant devenu particulièrement lucratif bien que soumis au risque de violents scandales. Le PSG en fait les frais en 2022: Mediapart publie alors une enquête selon laquelle le club aurait eu recours à la société Digital Big Brother pour «*créer une armée de trolls*».

La Russie contemporaine nous fournit de nombreux exemples à cet égard. Des opérations de plus en plus nombreuses ont ciblé à partir des années 2010 ce que les Russes appellent «l'Occident collectif» (États-Unis, Canada, Europe, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Corée du Sud), passé dans le discours officiel de «*partenaire*» à «*ennemi de la Russie*» et que Vladimir Poutine prétend aujourd'hui combattre en Ukraine.

Des documents méthodologiques du service de renseignement militaire russes (GRU), révélés en 2020 par la Free Russia Foundation sous le nom «Aquarium Leaks» (2), mettent en lumière les principes de ces opérations. Un des fondamentaux est que l'effet psychologique de ces campagnes de désinformation produise des réactions dans le monde réel, sans quoi l'intérêt stratégique est considérablement réduit. Cette interaction avec la réalité est fondamentale: le cyberespace n'est pas considéré comme un élément à part mais une extension de celle-ci. En temps de paix, il est le théâtre des luttes que les parties prenantes veulent mener sans arriver jusqu'à la violence physique. En temps de guerre, il se mue en terrain d'affrontement conventionnel au même titre que la terre, la mer, les airs et l'espace.

Les acteurs prenant part aux opérations informationnelles russes – mais c'est aussi vrai pour celles d'autres commanditaires – se répartissent en trois catégories (3):

- **Les transparents**, qui revendiquent leur alignement. Cela peut être des comptes de personnalités publiques ou d'ambassades, ou des médias assumant d'orienter l'information.
- **Les semi-opaques**, dont l'alignement laisse peu de doutes mais qui le nient. On y trouve des médias et influenceurs rémunérés pour des contenus orientés, les entrepreneurs d'influence tels qu'Evgueni Prigojine (l'ex-patron du groupe militaire Wagner, décédé en 2023) ou encore des militants locaux s'alignant par intérêt politique ou personnel.
- **Les opaques**, qui agissent clandestinement. Services de renseignement ou sociétés privées, ils gèrent de faux comptes (trolls), des comptes automatisés (bots) ou encore des sites factices. La détection d'un acteur opaque amène sa recatégorisation en transparent ou semi-opaque.

Ces acteurs sont passés maîtres dans l'exploitation coordonnée de faux profils – qu'on trouve tant sur les réseaux sociaux que dans les sections commentaires de médias comme *France Info* ou *Le Figaro* – et de faux sites, pour gonfler la visibilité de certains narratifs et faire croire qu'ils font l'objet d'un consensus massif. Ils peuvent aussi recourir à des techniques sophistiquées pour manipuler l'information. L'affaire des tags d'étoiles de David à Paris en est une illustration: l'action physique pour laquelle deux citoyens moldaves ont été rémunérés a été suivie d'un partage massif par des comptes connus pour être administrés depuis la Russie et des médias russes. La diffusion de l'opération a été un succès, puisque l'emballement des médias français en a assuré la poursuite sans davantage d'interventions des réseaux russes.

Le cyberespace est un terrain d'affrontement conventionnel au même titre que la terre, la mer, les airs et l'espace.

Le nombre de manipulations est appelé à augmenter. Les élections américaines de novembre 2024 seront probablement ciblées comme elles l'avaient été en 2016, leur résultat revêtant un caractère particulièrement stratégique pour la Russie mais aussi pour la Chine. Les Jeux olympiques de Paris sont un autre événement à risque du fait du poids diplomatique de leur réussite ou de leur échec. En avoir conscience et être vigilant est plus que jamais nécessaire. ●

(1) www.conspiracywatch.info/les-fake-news-russes-fausses-mais-pas-nouvelles.html
(2) www.4freerussia.org/aquarium-leaks-inside-the-gru-s-psychological-warfare-program/
(3) www.cairn.info/annuaire-francais-de-relations-internationales--9782376510499-page-65.htm

FOCUS

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DOPE LA PROPAGANDE



© Nikolay Vinokurov/Alamy Stock Photo

Présentation de la chaîne Vovan and Lexus lors d'un salon international à Moscou en 2023. La chaîne diffuse régulièrement de fausses vidéos, mettant par exemple en scène l'Italienne Giorgia Meloni.

Le développement effréné de l'intelligence artificielle (IA) suscite craintes et interrogations, alors que les gouvernements sont lents à proposer des lois d'encadrement. La reprise du conflit israélo-palestinien a notamment été l'occasion de diffusion massive d'images générées artificiellement. On voit par ailleurs de plus en plus de contenus de qualités inégales suggérés par les moteurs de recherche dont il fait peu de doute qu'ils proviennent de ChatGPT et d'autres IA génératives.

Outre ces cas qui restent encore faciles à débusquer, une inquiétude particulière plane sur les technologies de *deep fake* et de reproduction de voix. Si le grand public les connaît surtout pour des vidéos amusantes circulant sur YouTube et TikTok, elles sont déjà exploitées dans certaines opérations informationnelles. Le duo russe Vovan et Lexus les utilise régulièrement pour contacter des personnalités publiques en se faisant par exemple passer pour le président ukrainien Volodymyr Zelensky puis tenter de leur faire prononcer des propos dommageables qu'ils enregistrent et diffusent ensuite en ligne.

C'est à la suite d'un tel canular ayant visé la Première ministre italienne Giorgia Meloni, où elle évoquait une lassitude européenne de la guerre en Ukraine (1), que le sujet d'un essoufflement du soutien occidental s'est imposé dans les médias. Médias et influenceurs russes ainsi que trolls et bots se sont fait les relais immédiats de la vidéo dès sa sortie début novembre 2023. À la fin du mois, la question de la capacité de l'Europe à poursuivre l'aide à l'Ukraine était débattue dans tous les médias occidentaux, tandis qu'une vague de faux profils martelait l'argument que « *les Européens payent trop cher pour ce conflit qui ne les concerne même pas* » dans le but de renforcer la proportion d'internautes réticents.

L'amélioration permanente des IA rend la détection des faux contenus de plus en plus difficile, et permet une automatisation de plus en plus poussée des faux profils. Un autre sujet moins mis en avant mais également préoccupant est la dégradation possible de la qualité des informations disponibles en ligne. L'exploitation abusive de modèles tels que ChatGPT risque de renforcer le sentiment des internautes qu'il est impossible de déterminer la vérité. Il s'agit là d'une des stratégies de la Russie visant à décourager les citoyens de l'approche critique des sources et à leur faire considérer toutes les vérités alternatives comme ayant la même valeur. Inutile pour autant de céder à l'alarmisme. Les précédentes révolutions technologiques ont suscité des craintes similaires, mais ont aussi apporté de nouvelles méthodes pour détecter les manipulations ou s'en prémunir. Les *deep fakes* actuels peuvent par exemple être trahis par le passage d'un objet tel que des lunettes devant une partie du visage : leurs contours se découpent généralement de façon grossière, tandis que des traits du visage original peuvent se superposer quelques instants à ceux générés par le programme. **K.S.P.**

(1) www.lefigaro.fr/international/ukraine-immigration-giorgia-meloni-piegee-dans-un-canular-telephonique-russe-20231102

LES PORTEURS DE RÉCITS

L'UE en quête d'une boussole numérique


© Parlement Européen/Wikicommons

Margrethe Vestager/Thierry Breton

Une «boussole numérique», tel est l'objectif que s'est fixé la Commission européenne lors du mandat qui s'achève. Encadrer l'activité des géants américains du numérique implantés sur son territoire, et non plus «seulement» sanctionner, chèrement, leurs manquements. Désormais vice-présidente chargée de la préparation à l'«ère numérique», la commissaire à la Concurrence, la Danoise Margrethe Vestager, et son collègue français chargé du Marché intérieur, Thierry Breton, ont poussé à l'adoption de deux textes très attendus: le Digital Market Act, censé remédier aux abus de position dominante, et le Digital Services Act, qui muscle l'obligation de modérer les contenus illicites. Un discours régulateur contre le tropisme libertarien de la Silicon Valley qu'a notamment incarné, fin octobre 2022, un échange musclé entre Elon Musk et Thierry Breton. Au premier, qui proclamait après avoir racheté Twitter que «*l'oiseau est libéré*», le second a répliqué qu'en Europe, il allait devoir voler selon les règles européennes.

Le libertarisme numérique

Mark Zuckerberg


© Anthony Quintano/Wikicommons

Le 4 février 2024, Facebook a eu 20 ans, et ce n'est pas forcément le plus bel âge de sa vie. Il y a dix ans, la plateforme se faisait fort, dans la foulée des «révolutions arabes», d'être un contre-pouvoir face aux États. C'était l'époque où, selon son ancienne plume, Mark Zuckerberg avait pour devise «*companies over countries*», «*les entreprises davantage que les pays*». Et avant qu'une série de scandales, comme l'affaire Cambridge Analytica ou les «Facebook Files», frappent le réseau social, accusé entre autres d'avoir favorisé des manœuvres de déstabilisation d'élections aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Rebaptisé Meta, le plus grand réseau social du monde incarne désormais un discours légèrement plus coopératif envers l'idée d'une régulation plus étroite d'Internet. En façade du moins: chef d'un «État» aux 3 milliards d'habitants-utilisateurs, Mark Zuckerberg est lancé à la conquête de territoires vierges, avec des projets pour l'instant aussi aventureux que coûteux dans le «métavers»...

JEAN-MARIE POTTIER

LA NOUVELLE « GUERRE DES ÉTOILES » Un théâtre politique

Par **Xavier Pasco**

La Chine veut installer une base habitée sur la Lune; les militaires américains, de concert avec des acteurs privés, ciblent Mars... Pour les puissances spatiales et militaires, la mise en scène d'une conquête héroïque de l'espace reste un élément essentiel du prestige.

L'activité humaine s'est déployée dans l'espace il y a moins de soixante-dix ans. Son histoire est donc très contemporaine. La découverte scientifique ou l'idée même d'explorer l'espace ont motivé la création de nombreuses agences spatiales, mais les nations y ont investi au départ pour des raisons stratégiques et politiques. L'espace est en quelque sorte le fils de la guerre froide. Quand le satellite *Spoutnik* est placé sur orbite en octobre 1957, c'est d'abord la capacité de l'Union soviétique à lancer des missiles intercontinentaux qui inquiète les États-Unis. Il s'ensuivra dans les deux pays une course à l'armement inédite et une politique de surveillance mutuelle que faciliteront les satellites.

Mais l'idée d'exploration est restée un élément central du discours politique. Elle a tenu lieu de récit en mettant en scène dès l'origine les deux grands modèles socioéconomiques, américain-capitaliste et soviétique-communiste alors en concurrence. L'appel de l'espace portait cette dimension. Dans la course à la Lune, on le sait, les États-Unis ont raflé la mise.

LA POLITIQUE SPATIALE COMME RÉCIT-CLÉ

Les temps ne sont plus à ces affrontements binaires. L'élan du premier pas sur la Lune est vite retombé. Mais l'activité spatiale n'a pas disparu. Les investissements militaires se sont poursuivis et diversifiés. Peu le savent mais le Pentagone est en volume budgétaire la plus grosse agence spatiale du monde, devant même la Nasa. Les grands programmes habités se sont poursuivis – navette spatiale, stations spatiales soviétique puis russe, américaine puis internationale. Ils ont permis de maintenir active une dimension humaine de l'exploration spatiale et surtout d'en continuer le récit.

Depuis le 19e siècle, l'espace en Russie est associé au cosmisme, cette idée qui concilie modernité et tradition (y compris d'origine religieuse) et manifeste l'idée d'une destinée humaine étroitement liée à la nature. Comme le montre par exemple Michel Eltchaninoff, l'imaginaire russe y a puisé quelques-unes de ses racines spatiales (1).

Mais au 19e siècle, ce sont aussi les idées de «destinée manifeste» et de «frontière» qui façonnent l'âme américaine. L'élan vital, débordant, est identitaire. Les explorateurs Meriwether Lewis (1774-1809) et William Clark (1770-1838) ouvrent la route de l'Ouest et symbolisent la rupture définitive avec la vieille Europe. Des décennies plus tard, l'espace assumera cette fonction d'identification collective à la frontière (la New Frontier de John F. Kennedy ou la High Frontier de Ronald Reagan). Comme l'avait dit un des directeurs de la Nasa, un président des États-Unis voudrait-il mettre fin aux vols habités qu'il ne le pourrait pas.

PETITS ARRANGEMENTS AVEC LE CIEL

Le retour sur la Lune promis pour la fin de la décennie 2020 porte évidemment la marque de cette histoire. De nouveaux

Xavier Pasco est spécialiste de la politique spatiale américaine, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et l'auteur de *Le Nouvel Âge spatial. De la guerre froide au New Space*, CNRS éd., 2017.



pays ont manifesté leur intention de s'y projeter. La Chine a lancé un programme de long terme pour installer des astronautes sur la Lune de façon permanente. C'est ici l'image de la grande puissance qui s'impose et qui, comme dans les années 1960, trouve dans le projet lunaire une traduction incontournable. À une différence près. Il s'agit moins pour ce pays de proposer un contre-modèle idéologique que de s'affirmer plus simplement comme un acteur incontournable de la scène internationale. La Chine construit son histoire spatiale de manière accélérée, coche toutes les cases de l'exploration, réalisant désormais de véritables premières scientifiques. Le pouvoir chinois invente son récit. L'Inde n'est pas en reste, qui est récemment devenue le quatrième pays à avoir atterri sur la Lune, mais aussi le quatrième à avoir démontré une capacité à détruire des satellites en orbite…

La Chine construit son histoire spatiale de manière accélérée, réalisant de véritables premières scientifiques.

Du côté américain, le retour sur la Lune laissait sceptique Barack Obama: «*Nous avons coché la case*», jugeait-il. Mais ici aussi le récit s'est vite imposé, sans doute parce qu'il contribue à tenir ensemble des positions disparates; celle d'un pouvoir exécutif toujours soucieux de maintenir l'image des États-Unis, à l'intérieur comme à l'extérieur; celle de la Nasa qui lutte pour exister dans un univers où les acteurs, y compris privés, se multiplient et questionnent sa légitimité; celle aussi de ces industries nouvelles venues comme SpaceX (Elon Musk) ou Blue Origin (Jeff Bezos) qui portent des rêves de milliardaires férus de Mars et d'expansion humaine dans l'espace, mais qui cherchent aussi de nouveaux tremplins assurés par la dépense publique; voire celle d'institutions militaires avides de nouvelles missions. On annonce les gains économiques d'une hypothétique exploitation de «ressources extraterrestres», mais la prudence doit rester de mise car il s'agit surtout pour l'instant de prolonger le récit. La Lune semble bien loin, à tous égards.

Ce qui est avéré, c'est la tendance à «habiter» l'espace différemment d'hier, qu'il s'agisse des nouvelles perspectives d'exploration humaine, des projets de satellites commerciaux ou des programmes militaires. Cette perception collective ne doit pas être sous-estimée. Le discours politique en a pris acte et s'y adapte. Au prix de petits arrangements avec le ciel.

(1) Michel Eltchaninoff, *Lénine a marché sur la Lune. La folle histoire des cosmistes et des transhumanistes russes*, Solin/Actes Sud, 2022.



LUTTE CLIMATIQUE

Les voix d'une jeunesse inquiète

Greta Thunberg fait partie de ces figures militantes qui poussent les jeunes à se mobiliser. Mais le récit n'explique pas tout dans cet éveil des consciences qui touche surtout une jeunesse politisée.

« *Vous avez volé mes rêves et mon enfance avec vos mots creux. (...) Nous sommes à l'aube d'une nouvelle extinction de masse et tout ce que vous trouvez à dire, c'est parler d'argent et de contes de fées sur la croissance économique. Comment osez-vous?* » Nul n'a oublié le discours prononcé par Greta Thunberg, larmes aux yeux, au sommet de l'Onu sur le climat à New York en 2019. La Suédoise, de 17 ans alors, confronte les décideurs politiques à la réalité scientifique. C'est en manifestant contre l'inaction climatique devant le Parlement suédois, à l'été 2018, que la militante écologiste se fait remarquer. Très vite, sa grève scolaire pour le climat chaque vendredi devient un mouvement mondial. Les Fridays for future (dont découle Youth for climate en France et en Belgique), sont suivis par plusieurs dizaines de milliers d'étudiants cette année-là. Le 20 septembre 2019, plusieurs millions de jeunes manifestent partout dans le monde en faveur du climat. Greta Thunberg devient une icône de la lutte contre le réchauffement climatique. En incarnant la génération qui vit et ressent chaque jour ses effets, en rendant public son discours et ses actions, elle touche au cœur la jeunesse qui peut s'identifier à elle et partager son combat. Le récit qu'elle incarne semble donc inspirer et pousser à agir.

La militante écologiste Greta Thunberg arrêtée lors d'une manifestation contre les énergies fossiles à Londres en 2023.

Pour la philosophe Catherine Larrère, spécialiste de l'éthique environnementale, les individus ne se mobilisent pas uniquement avec des arguments rationnels. Ils ont besoin d'imaginaire. «*Les récits déroulent une séquence temporelle et entraînent les gens dans une aventure qui peut être la leur. En cela, ils sont mobilisateurs parce qu'on se mobilise sur des images qui nous touchent, sur un avenir qui nous donne envie. Les mouvements comme Youth for climate peuvent donner un contenu et une force à des références jusque-là un peu incantatoires, lointaines. Là, on voit les conséquences du réchauffement climatique. De ce point de vue-là, le côté générationnel incarné par Greta Thunberg et d'autres a une grande importance*», explique-t-elle.

Ces récits arrivent à un moment précis où la génération actuelle se sent concernée et donc prête à les entendre et à agir, selon le sociologue Maxime Gaborit, membre du collectif Quantité critique: «*Le sentiment d'urgence incarné par ces figures, le cri à la fois scientifique, politique et quasiment philosophique qu'elles ont poussé, touche une génération dorénavant en relation directe avec la possibilité d'une extinction.*»

Pour autant, ces récits incarnés ne font pas tout. Laurent Lardeux, sociologue spécialiste de la jeunesse écologiste à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) et auteur de l'étude «Les jeunes activistes dans le(s) mouvement(s) climat» parue en septembre 2023 (1), nuance: «*Ces personnalités s'appuient sur des analyses scientifiques de première main, se les approprient et les rediffusent en rendant le propos plus accessible, mais aussi plus mobilisateur par les réponses qu'elles suggèrent. De nombreux activistes nous disent être entrés dans le mouvement en suivant sur les réseaux sociaux ces militants: avoir une plus forte conscience et une meilleure connaissance de la situation les a incités* in fine *à se mobiliser. Mais bien sûr, ce n'est pas suffisant. Ces "facilitateurs" s'appuient généralement sur un terreau de conviction déjà existant: beaucoup d'activistes ont été sensibilisés très jeunes à ces questions, notamment au sein de la famille qui joue bien souvent un rôle de premier plan.*»

UNE GÉNÉRATION CLIMAT, VRAIMENT?

À cette époque, en 2019, on évoque une «génération climat» qui parlerait d'une seule et même voix, celle de la jeunesse, prompte à se mobiliser pour réclamer un changement et que des décisions politiques soient prises. Il est question d'un «effet Greta», qui aurait inspiré toute une génération. «*C'est un peu plus complexe que ça*», relativise Maxime Gaborit. Les résultats de l'enquête «L'écologie domine-t-elle la pensée politique des 16-30 ans?», qu'il a coécrite et qui est parue en juin 2021 (2), montrent que cette jeunesse qui se mobilise est marquée politiquement à gauche: «*Il s'agit de jeunes animés d'un idéal de justice sociale, pour qui la question des inégalités sociales est cruciale.*» Les classes populaires et la droite sont moins mobilisées sur ces champs d'action, voire pas du tout.

«*Ces discours ont su mettre en avant une menace qui est à la fois générale et individuelle puisqu'elle touche chacun dans la suite de sa vie. Ce sont ces différentes dimensions (universelles et singulières) mises ensemble qui ont pu créer un écho chez cette jeunesse particulière sur le plan politique*», précise le sociologue.

ACTIONS CONCRÈTES

Pour Laurent Lardeux, «*le récit en lui-même ne suffit pas, il doit aussi produire des résultats concrets, sans quoi il risque d'apparaître comme déconnecté du champ de l'action*». Il ajoute: «*Il y a eu d'importantes transformations des répertoires d'action depuis 2018. Plusieurs collectifs* (ndlr: Extinction rébellion, Dernière rénovation…) *ont fait le choix de durcir les actions engagées pour interpeller plus fortement les décideurs. On est donc passé d'une sensibilisation "douce" à l'égard des citoyens à des interpellations "dures" à destination des élus avec le risque pour ces jeunes de s'exposer aux conséquences policières et judiciaires des actions de type désobéissance civile.*»

On est donc passé d'une sensibilisation « douce » des citoyens à des interpellations « dures » aux élus.

«*Imaginez si nous étions arrivés juste avant qu'on autorise les pesticides qui détruisent nos sols et nos champs? Eh bien figurez-vous que c'est exactement ce qui est en train de se passer avec l'océan profond. Nous sommes juste avant une catastrophe. C'est donc le meilleur moment pour l'éviter et on va vous dire comment*», raconte Camille Étienne, activiste et militante écologiste de 25 ans, dans une vidéo publiée sur Instagram le 18 décembre 2023. Plus tard, en février, après avoir invité les citoyens à s'engager, elle annonce que le Parlement européen a voté une résolution qui condamne la décision de la Norvège d'exploiter les océans profonds. Une décision historique rendue possible par la forte mobilisation qu'elle a inspirée. ●

(1) https://injep.fr/wp-content/uploads/2023/09/rapport-2023-08-Climat.pdf
(2) https://qcritique.hypotheses.org/665

ÉMILIE VEYSSIÉ

CLIMAT
Derrière les mots, des intérêts



Entretien avec **François Gemenne**

Migrations environnementales, risques de famine, multiplication des conflits... Les pays du Nord, ceux du Sud, les ONG ou les sociétés civiles tiennent des discours différents sur le changement climatique. Dans quels buts?

Réchauffement ou dérèglement climatique: le choix des termes constitue-t-il un récit prescriptif?
Il est certain que chaque terme qu'on utilise renvoie à une représentation qu'on se fait du problème et donc de la solution. On se souvient qu'au début des années 2000, un conseiller de George W. Bush lui conseillait de parler de changement climatique plutôt que de réchauffement global parce qu'il estimait que ce terme était anxiogène. Pour ma part, j'essaie d'être assez aussi peu prescriptif que possible, donc de m'en tenir au terme utilisé dans les rapports du Giec et dans la plupart des travaux scientifiques, celui de changements climatiques au pluriel.

Vous présentez la Cop28, qui s'est tenue en décembre 2023, comme un succès diplomatique. Pourquoi?
Le simple fait d'avoir un texte sur lequel se sont mis d'accord 197 pays est en soi un succès diplomatique. Que la Russie et l'Ukraine, Israël et la Palestine se mettent d'accord sur un texte me semble quand même symboliquement important, dans le contexte actuel. Une deuxième raison est que le texte fixe un objectif commun: quel que soit le point de départ, quel que soit le chemin que nous prendrons pour y arriver, nous devrons avoir décarboné nos mix énergétiques d'ici 2050. On pourra toujours regretter que le texte ne fixe pas la trajectoire de chaque pays. Mais il faut choisir. Soit nous voulons garder la souveraineté nationale comme principe cardinal des relations internationales, et on ne peut pas contraindre les États, soit nous souhaitons nous diriger vers la voie d'un gouvernement mondial pour imposer sa politique aux États. Et je crains que beaucoup de populations soient hostiles à cette seconde idée.

En dépit des engagements, l'humanité émet toujours plus de CO_2, accroissant les changements climatiques. N'est-ce pas schizophrénique?
Nous sommes pris entre deux logiques. La transition énergétique, qui voudrait qu'on remplace les énergies fossiles par des énergies décarbonées, et une logique nous poussant à accroître notre consommation d'énergie fossile année après année. Il faut sortir de cette schizophrénie au plus vite, au niveau mondial et au niveau national, et pour cela il va falloir à la fois consommer moins d'énergie, et que ce soit une énergie simultanément plus efficace et décarbonée.

Les climatosceptiques ont-ils une influence sur les négociations?
Ils ont eu une influence certaine de 2017 à 2019, lors des Cop23, 24 et 25, dont les travaux ont été sabotés par les représentants du président américain Donald Trump, qui avait décidé de sortir de l'accord de Paris. L'administration Trump a utilisé les trois années où elle avait encore le droit de participer aux négociations pour entraver les réunions et faire en sorte que rien ne soit décidé. Il est possible, hélas, que cela se reproduise.

François Gemenne est politologue, enseignant à l'IEP-Paris et à l'université de Liège, coauteur du sixième rapport du Giec, auteur notamment de *Géopolitique du climat. Les relations internationales dans un monde en surchauffe*, Armand Colin, 2021.



> **« La physique du climat nous rend tous extraordinairement dépendants les uns des autres. »**

Peut-on imaginer que les pays riches aident les pays pauvres à se développer sans émission supplémentaire de CO_2?

Souhaiter que les pays pauvres restent pauvres dans l'intérêt de la planète ne me paraît pas défendable d'un point de vue moral. Il va évidemment falloir que la transition se passe aussi dans les pays du Sud. Les pays du Nord n'ont aucune légitimité à exiger de ceux du Sud qu'ils n'utilisent pas leurs ressources fossiles pour se développer. Par contre, je pense qu'il est de leur responsabilité de mobiliser des fonds pour qu'une trajectoire de développement décarbonée soit plus intéressante d'un point de vue économique. Sinon nous serons coincés. Pour le moment, une des raisons de blocage est que les investissements dans la transition dans les pays du Sud restent insuffisants. Au niveau mondial, nous en sommes aujourd'hui à peu près à 1700 milliards de dollars annuels investis dans les énergies décarbonées. L'essentiel de ces fonds, malheureusement, reste réservé aux pays industrialisés et à la Chine. Les pays du Sud, évidemment, vivent mal qu'on leur interdise d'exploiter certaines ressources fossiles au nom de la protection du climat, alors que les pays développés n'envisagent pas de fermer certaines de leurs installations. Au passage, j'ajoute que tout le discours sur le pic pétrolier ou la fin des ressources est très dangereux, puisqu'il laisse imaginer qu'il y aura un phénomène d'épuisement des ressources qui nous conduira naturellement à les délaisser. En réalité, ça n'arrivera pas, ou bien trop tard. Il faut absolument que nous menions une politique volontariste pour décider nous-même de laisser ces ressources sous terre sans attendre qu'elles se tarissent.

En sus du pic du pétrole, citons cinq récits souvent mobilisés. Le premier porte sur la démographie : sommes-nous trop nombreux sur Terre?

Tout dépend de la manière dont chacun de nous définit son style de vie et donc son empreinte carbone. Si nous n'étions qu'un million sur Terre, nous pourrions tous nous déplacer en jet privé en permanence. Le fait est que nous sommes 8 milliards et que la question de la démographie ne peut pas être décorrélée de l'empreinte environnementale de chaque individu. Et c'est à ce moment-là qu'on constate qu'il y a d'énormes différences selon l'endroit de la planète où nous sommes nés.

Deuxièmement, le développement : les objectifs de développement durable (ODD)* prônés par l'Onu restent-ils de l'ordre du possible?

Beaucoup des 17 objectifs de développement durable ont été formulés de façon relativement vague, comme des directions politiques. Ils permettent d'avoir une vision systémique des différents enjeux et ne seront pas tous atteints, d'autant plus que certains sont contradictoires.

Troisièmement, les armements. 2500 milliards de dollars de dépense annuelle, alors qu'une fraction de cette somme suffirait à atteindre les ODD. Comment sortir de cette impasse?

Je plaide évidemment pour une réduction des budgets militaires. Malheureusement, depuis la guerre d'Ukraine, nous fonçons dans la direction opposée. D'autre part, il y a largement moyen de dégager les budgets pour le développement. Pour donner des ordres de grandeur, l'épargne privée des Français représente aujourd'hui entre 4000 et 6000 milliards d'euros. Une somme supérieure au budget mondial de l'armement. Si on parvenait à mobiliser une partie de cet argent pour la transition ou pour le développement, qui sont des investissements souvent rentables, on pourrait actionner un formidable outil. Le gros problème est une question de distribution inéquitable de la richesse mondiale. Certains postes cannibalisent énormément d'argent, comme les armements ou les énergies fossiles. Une des priorités pour réorienter la distribution de la richesse mondiale est d'intégrer dans le prix des biens et des services leur coût environnemental, sous forme de taxes. Le juste prix, c'est celui qui intègre l'impact environnemental. Il permettrait de réorienter considérablement les flux économiques.



© Martin Bertrand/Majority World/Universal Images Group via Getty

Les marais de Dhaka, capitale du Bangladesh, accueillent de nombreux migrants du sud du pays souffrant des effets du réchauffement climatique en 2021.

* MOT-CLÉ

▶ **Les objectifs de développement durable**
Ensemble de 17 objectifs établis par l'Onu en 2015, devant être atteints à l'horizon 2030: 1) éradication de la pauvreté; 2) lutte contre la faim; 3) accès à la santé; 4) accès à une éducation de qualité; 5) égalité entre les sexes; 6) accès à l'eau salubre et à l'assainissement; 7) recours aux énergies renouvelables; 8) accès à des emplois décents; 9) bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation; 10) réduction des inégalités; 11) villes et communautés durables; 12) consommation et production responsables; 13) lutte contre les changements climatiques; 14) vie aquatique; 15) vie terrestre; 16) justice et paix; 17) partenariats pour la réalisation des objectifs.

Quatrièmement, les énergies. Pouvons-nous réussir la transition qui nous permette de nous passer des hydrocarbures?

D'un point de vue technique, oui. Le problème, là encore, c'est qu'aujourd'hui les hydrocarbures rapportent énormément. Il va falloir aller à l'encontre de grands intérêts économiques. C'est une question de volonté politique.

Cinquièmement: les migrants climatiques. Allons-nous être submergés?

On a un récit très fort sur l'idée que les changements climatiques amèneraient des migrations de masse, qui représenteraient une menace pour nos sociétés. Cette rhétorique est profondément xénophobe, en présentant la migration comme un danger. Et surtout infondée parce qu'en réalité, l'essentiel des migrations liées au changement climatique sont des migrations internes aux pays les plus affectés.

Restez-vous confiant dans la capacité de la diplomatie, d'une part, et de la morale, d'autre part, pour conserver un monde habitable pour le 21e siècle?

Ces conditions sont nécessaires et insuffisantes, elles permettent malgré tout de tracer un objectif commun, d'aligner autant que faire se peut les trajectoires des uns et des autres. Le changement climatique étant un problème global, aucun pays n'a la capacité de lutter seul. Nous sommes condamnés à la coopération internationale, parce que la physique du climat nous rend tous extraordinairement dépendants les uns des autres. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT TESTOT

LES PORTEURS DE RÉCITS

Une voix pour les peuples autochtones


© Foc Kan/Getty

Ninawa Huni Kui

Novembre 2022, la Cop27 pour le climat se tient à Charm el-Cheikh, Égypte. Comme de coutume dans les Cop, les porte-parole des peuples autochtones sont là pour rappeler aux négociateurs internationaux que l'Onu reconnaît leur rôle primordial de gardiens du vivant. 80% de la biodiversité terrestre mondiale se trouve sur leurs territoires, en dépit des innombrables spoliations qu'ils ont subies et subissent encore. Alors que la forêt flambe pour céder la place aux cultures de soja transgénique sous perfusion de phytosanitaires, le cacique (chef coutumier) Ninawa Huni Kui, originaire de l'État d'Acre au Brésil, est là, en costume traditionnel, «*chaque plume et chaque collier représentant une âme de la forêt*», porteur des espérances de 118 communautés d'Amazonie. Alors que les pays riches rechignent à payer pour leurs émissions de gaz à effet de serre, Ninawa Huni Kui dénonce les solutions des technocrates au dérèglement climatique. Pour lui, prime le rétablissement des peuples autochtones dans leurs droits… Ses mots s'éteignent dans l'indifférence, la forêt brûle toujours.

La prescription d'un libertarien

Javier Milei


© Cancilleria Argentina/Wikicommons

«*Un choc libéral*». Pour Javier Milei, voici le traitement dont l'Argentine, ravagée par les inégalités et la pauvreté, a besoin. À peine élu président en décembre 2023, surfant sur une vague populiste boostée par d'abyssales inégalités de revenus, l'économiste ultralibéral a mis en œuvre ses théories: privatisations massives, fin de l'encadrement des loyers et du contrôle des prix dans les supermarchés, dérégulation du marché du travail, réduction des dépenses sociales, dévaluation du peso… Pour ce partisan du libertarisme, doctrine qui défend la nécessité d'abolir l'État, reconstruire l'économie de l'Argentine, c'est s'assurer de manière systématique que l'administration n'ait plus rien à dire sur l'accès à l'eau, à l'énergie, à la santé et à l'éducation. L'expérience, dans son intensité, semble inédite. Préfigure-t-elle, en Amérique latine, l'instauration d'une dictature des marchés? À moins que le tsunami des gauches, qui ont emporté les dernières élections au Mexique, Bolivie, Pérou, Honduras, Chili, Brésil et Colombie, fasse de l'Argentine une exception?

LAURENT TESTOT



RÉGULER ET COOPÉRER

Un monde qui se fragmente, ce sont des chantiers d'urgence à planifier, des politiques à impulser, des visions à défendre. Il y est question de progrès, de ces quelques pas accomplis pour maîtriser les flux financiers en vue de réduire les inégalités ; d'expériences, comme construire un parlement mondial qui ferait enfin de la démocratie un vécu planétaire ; de pratiques déjà opérationnelles mais toujours insatisfaisantes, comme réguler la guerre par le droit. Il s'agit de rappeler que l'éthique fonde les rapports internationaux autant que les liens interpersonnels ; de regarder comment les religions s'immiscent dans les récits géopolitiques ; d'énumérer les conditions d'une transition énergétique, comme d'explorer la façon de garantir l'alimentation de 10 milliards de Terriens dans un monde plus chaud à l'horizon 2050. Il s'agit toujours d'espoirs, car l'avenir reste une question de récits.

« Rétablir la justice fiscale, c'est contribuer à réduire les inégalités »

ENTRETIEN AVEC **Pascal Saint-Amans**

En mettant fin aux paradis fiscaux, Pascal Saint-Amans a apporté une contribution extrêmement concrète à la lutte contre les inégalités dans le monde.

Comment caractériser les paradis fiscaux? Faut-il faire des distinctions, par exemple entre les Bahamas et le Luxembourg?

L'expression même «paradis fiscal» est un peu infamante. C'est pourquoi les pays de grande taille, comme l'Irlande, les Pays-Bas et d'autres, sont horrifiés d'être qualifiés de la sorte. Historiquement, il y a eu une tentative de définition par l'OCDE, fondée sur des critères extrêmement réduits. En 1998, un rapport définissait les paradis fiscaux selon trois critères principaux: pas de transparence – on ne sait pas qui opère dans la juridiction –, pas d'échange de renseignements, pas de fiscalité. Par la suite, l'OCDE a établi en 2000 une liste de paradis fiscaux, puis l'a restreinte en 2002 aux juridictions non coopératives, pour arriver au chiffre de huit. Alors qu'on pourrait estimer qu'il en existe plusieurs dizaines!

Il n'existe en réalité pas de définition juridique précise, et chacun y met un peu ce qu'il veut: des palmiers, des jolies plages ou des montagnes avec des lacs. L'expression s'applique à un spectre très large de cas: aussi bien à des juridictions sur de toutes petites îles dans les Caraïbes sans aucune fiscalité et très peu de transparence, qu'à des pays plus grands qui ont une fiscalité réduite, mais non nulle, et dont les mécanismes facilitent l'implantation de multinationales. On peut toutefois retenir deux aspects constitutifs de tout paradis fiscal: l'absence de transparence – on ne sait pas trop ce qui s'y passe et ces pays ne coopèrent pas –, et très peu ou pas de fiscalité.

Quelles étaient les techniques mises en œuvre par les particuliers et les entreprises pour échapper à l'impôt?

Les personnes physiques échappaient à l'impôt sur le revenu en dissimulant leurs actifs, richesse, ou propriétés derrière du secret bancaire ou des structures juridiques opaques: par exemple, si vous étiez un Français possédant un château en Espagne, et que vous ne vouliez pas que les autorités françaises ou espagnoles le sachent, vous passiez alors par une structure détenue sur une île dans les Caraïbes, qui devenait la propriétaire juridique de vos biens. Dès lors, quand l'Espagne ou la France demandaient à cette juridiction qui était derrière la structure, ils n'obtenaient pas l'information de sa part. Il s'agissait d'une fraude caractérisée, consistant à dissimuler la détention d'actifs. Cela valait aussi pour les actifs liquides, c'est-à-dire des comptes bancaires.

Le cas des entreprises est plus compliqué que celui des personnes physiques. Les entreprises en général ne fraudent pas, elles font les choses légalement, en utilisant des défaillances dans les règles. Le monde est fait de souverainetés fiscales, et chaque pays décide de sa propre fiscalité. Mais les multinationales, qui sont des acteurs globaux, peuvent déposer leurs profits où elles

Pascal Saint-Amans est ancien directeur fiscal de l'OCDE, il a œuvré avec son équipe, pendant quinze ans de négociations politico-financières, à l'avènement d'un impôt minimum mondial de 15 % sur les profits des multinationales, finalement accepté par 140 pays à l'automne 2021. Il est l'auteur de *Paradis fiscaux. Comment on a changé le cours de l'histoire*, Seuil, 2023.



« Pour préserver votre souveraineté, vous devez coopérer avec les autres pays et fixer des règles. »

le veulent, puisqu'il existe une structure juridique partout. Or l'absence de règles entre les pays est telle que, pratiquement, elles peuvent bénéficier de nombreux mécanismes leur permettant de réduire leurs impôts. Par exemple, une entreprise fait de la recherche et du développement en France. Mais, une fois le brevet trouvé, elle l'enregistre aux Bermudes. Ainsi le brevet, dès lors qu'il est utilisé dans ses filiales de différents pays, lui rapporte de l'argent aux Bermudes où il n'y a pas de fiscalité. Les filiales, en payant une redevance minime aux Bermudes, vont réduire l'impôt qu'elles doivent dans les pays où elles opèrent.

Comment vos travaux à l'OCDE ont-ils permis de lutter contre ces paradis fiscaux ?

Ce fut un gros travail diplomatique, consistant à dialoguer avec les chefs d'État, notamment les plus influents, ceux du G20. Le monde fiscal, à cette époque, c'était en quelque sorte le «*wild West*» ! Notre objectif était de réguler la mondialisation. En effet, après presque quarante ans de libéralisme débridé, marqués par le passage à la financiarisation, à la globalisation et à la numérisation de l'économie, les grands pays avaient laissé tomber les règles pour favoriser le commerce et les investissements, sans mettre en place de garde-fou. Notre travail a consisté à restaurer des garde-fous, pour que les pays retrouvent leur souveraineté fiscale. Cela peut paraître paradoxal, mais pour préserver votre souveraineté, vous devez en fait coopérer avec les autres pays et fixer des règles qui limitent votre propre souveraineté, en échangeant des renseignements.

Concrètement, cela s'est fait en trois temps. Le premier temps, c'est la fin du secret bancaire, qui a été réalisée progressivement entre 2009 et 2017. Il existe désormais

une obligation dans tous les pays du monde d'échanger les renseignements sur les non-résidents. Ainsi, si la France demande à une île des Caraïbes qui est derrière telle structure, les autorités de la juridiction sont obligées de répondre. Et si elles ne le font pas, la juridiction est blacklistée. Aujourd'hui, nous sommes allés encore plus loin: les informations concernant les comptes bancaires de non-résidents sont échangées automatiquement avec le pays de résidence. Ainsi, cacher de l'argent dans un paradis fiscal est devenu clairement impossible sans courir le risque d'être trouvé.

Le deuxième temps a consisté à aider 140 pays à se mettre d'accord sur 15 mesures essentielles, appliquées en 2020, pour permettre la taxation des multinationales: désormais, elles doivent payer des impôts là où elles réalisent leurs activités et non là où elles ont des structures juridiques. Concrètement, nous avons changé les conventions fiscales entre les pays, changé les règles de prix de transfert (ndlr: les modalités de transactions entre filiales à l'intérieur d'une multinationale). En outre, nous avons mis fin aux fameux «produits hybrides», tels ceux qui ont provoqué la crise mondiale de 2008. Cela a permis de lutter contre l'érosion des bases fiscales des structures juridiques. Auparavant, avec ces produits financiers, les entreprises exploitaient les différences de législation entre plusieurs pays et réalisaient ainsi plusieurs déductions d'impôt pour la même dépense, ou alors elles reportaient l'impôt sur le long terme.

« Plus de 500 000 personnes dans le monde ont déclaré leur compte bancaire à l'étranger. »

La troisième phase a consisté à créer un impôt minimum mondial de 15% pour les entreprises, appliqué depuis le 1er janvier de cette année.

Ces nouvelles règles contribuent-elles à réduire les inégalités dans le monde, et de quelle manière?

La réponse est clairement oui, pour plusieurs raisons. D'abord, c'était une question de justice sociale: les personnes riches pouvaient cacher leur argent sans encourir le moindre risque et ne pas payer d'impôt. Cela témoignait d'une grande inégalité entre les travailleurs et les capitalistes. Je parle ici des gens vraiment très riches, qui détiennent des dizaines ou des centaines de millions en actifs, et non des personnes déposant 500000 euros en cash dans une banque suisse, de qui les banquiers se moquaient, car cela leur coûtait plus cher que l'économie d'impôts qu'ils réalisaient!

Mais, de façon plus macroéconomique, le fait de ne pas pouvoir taxer le capital, sur les quarante dernières années, a eu pour conséquence un jeu exacerbé de la concurrence, et finalement une réduction de l'imposition du capital, avec corrélativement une augmentation de la taxation du travail et de la consommation. Il s'agissait donc d'une injustice dans la politique fiscale. En effet, en cherchant à taxer le capital, il y avait le risque de le perdre et donc de diminuer toute capacité de faire de la croissance. Nous avons donc rétabli des règles du jeu plus équitables.

Voici un chiffre éloquent: plus de 500000 personnes dans le monde ont déclaré leur compte bancaire à l'étranger, et ont payé 140 milliards d'euros d'impôts. En ce qui concerne les multinationales, les gains pour les États sont également très importants. Alors qu'une PME classique est soumise à l'impôt sans possibilité de diminuer sa facture fiscale, les grandes multinationales américaines, à un certain moment, pouvaient descendre à un taux effectif d'imposition de 2% sur les profits qu'elles faisaient en Europe! Ces sociétés passaient par l'Irlande ou par les Pays-Bas et s'arrêtaient aux Bermudes. Or, depuis que les mécanismes qui permettaient de mettre ces profits dans des paradis fiscaux à 0% ont pris fin, l'impact est significatif, puisque ces entreprises se font taxer en France, aux États-Unis et ailleurs, au taux de 25%.

Pour compléter ce travail, dans la mesure où des déficiences demeurent dans le système fiscal international, nous avons mis en place un filet de sécurité qui est précisément ce taux minimum de 15%. Certains disent que ce chiffre est trop faible, en le comparant aux 25% du taux d'impôt sur les sociétés en France. Mais aujourd'hui, les taux d'imposition sont entre 20 et 30% pour les grands pays, et entre 10 et 20% pour les petits pays. Alors qu'avec la possibilité d'utiliser les paradis fiscaux, les taux étaient en pratique bien plus faibles.

La suppression des paradis fiscaux va-t-elle enrichir les États, et donc les citoyens?

La taxation des multinationales rapporte de l'argent aux États, à peu près 200 milliards d'euros d'impôts par an qui seront collectés dans le monde. Mais au-delà de ce gain, le vrai enjeu était de mettre fin à la concurrence fiscale. Jusqu'ici, les pays étaient en concurrence et avaient alors baissé le taux d'impôt sur les sociétés, avec le risque qu'à terme, il chute à zéro. La règle des 15% permet donc surtout de préserver les recettes actuelles d'impôt sur les

sociétés qui sont beaucoup plus élevées que 200 milliards. Par ailleurs, il ne faut pas croire que l'impôt sur les sociétés soit si important: il représente à peu près 10% des recettes fiscales des pays, c'est un impôt moins important que la TVA ou l'impôt sur le revenu. Il ne faut pas écouter les ONG qui disent que la pauvreté dans le monde provient des multinationales qui ne payent pas d'impôts! Les gens pensent qu'elles représentent une poule aux œufs d'or, qui va payer pour tout le monde et réduire les inégalités. Ce genre de raisonnement est typique du populisme de gauche: comme tout ce qui est excessif, cela conduit à des représentations fausses. En réalité, ces règles contribuent à réduire les inégalités, en rétablissant une concurrence plus juste, moins biaisée en faveur des grands par rapport aux petits. Il ne faut pas croire que cela suffira à résoudre complètement le problème des inégalités... Mais cela contribuera très significativement à les réduire.

L'argument de certains économistes est que trop d'impôt empêche la croissance et donc engendre de la pauvreté... C'est ce que disent les libertariens aux États-Unis, qui sont contre toute intervention de l'État.

En effet, les économistes libéraux vous diront qu'augmenter l'impôt, c'est augmenter le coût du capital, et donc nécessairement diminuer l'investissement et donc la croissance. Théoriquement, l'argument est vrai, mais poussé à l'extrême, il aboutirait à ce qu'on soit dans une société primitive, sans fiscalité et sans bien commun, ce qui n'existe pas en réalité, et heureusement!

Mais la fiscalité n'est pas une fin en soi. L'impôt permet de financer un modèle social et chaque pays choisit son modèle social, démocratiquement ou non. Il existe des pays qui ont un goût pour la socialisation, comme la France, les pays nordiques, les pays européens en général. Et d'autres qui ont une aversion pour la socialisation, comme les États-Unis ou l'Irlande. Quand vous regardez le taux de prélèvement obligatoire sur le produit intérieur brut, cela vous donne une indication du choix social fait par chaque pays.

Dans tous les cas, quel que soit le modèle social, on a besoin de recettes fiscales. On ne peut pas partir du principe que la fiscalité va tuer la croissance. La vraie question est celle d'un bon équilibre à trouver quand on veut financer un modèle social. Quoi qu'il en soit, mettre fin aux paradis fiscaux a déjà changé le cours de l'histoire et réduit les inégalités.

PROPOS RECUEILLIS PAR RÉGIS MEYRAN



À DÉFIS MONDIAUX, assemblée mondiale ?

Des activistes et des chercheurs défendent un cosmopolitisme fondé sur un rêve : la création d'une assemblée parlementaire mondiale.

Sur l'écran de la visioconférence, la caméra passe successivement d'un interlocuteur et d'un pays à l'autre, de l'Inde à l'Allemagne, de la République démocratique du Congo à la Chine. Depuis l'estrade, l'activiste sud-coréenne Susan Nakyung Lee salue un «*jour historique*» durant lequel les «*voix de l'humanité*» vont prendre position sur la meilleure façon d'affronter le défi du réchauffement climatique. Nous sommes le 1er novembre 2021 à Glasgow, à quelques centaines de mètres des salles de réunion de la Cop26: la première Assemblée mondiale sur le climat et la crise écologique a réuni à distance, sous l'égide de spécialistes de la démocratie participative, cent citoyens originaires du monde entier.

CITOYEN DU MONDE ET CITOYEN ÉTATIQUE

L'initiative constitue aussi une mise en application d'une idée plus large, circulant depuis plusieurs décennies dans les cercles militants comme dans le milieu de la recherche: celle d'une assemblée parlementaire mondiale. Formulée dès le 19e siècle, puis renouvelée notamment lors de la création de l'Organisation des nations unies (Onu), elle constitue, selon l'expression du chercheur français Louis Lourme, l'idée la plus «*commentée*», car la plus «*originale et frappante*», de ce qu'on appelle le cosmopolitisme institutionnel (1). Un courant de pensée qui distingue les «*citoyens du monde*» des «*citoyens étatiques*» et réclame, aux côtés des organismes intergouvernementaux où siègent des diplomates, comme l'Assemblée générale de l'Onu, des institutions vraiment mondiales. Des lieux où, selon la formule du philosophe allemand Jürgen Habermas, «*les peuples ne seraient plus représentés par leur gouvernement, mais en tant que totalité des citoyens du monde*» (2).

Dans un paysage mondial façonné depuis une décennie par une récession démocratique et des conflits d'am-

Danseurs et danseuses manifestant pour le mouvement écologiste Extinction Rebellion, en marge de la COP 26 en 2021.

pleur, l'idée peut paraître aussi décalée que naïve. Ses concepteurs continuent de la revendiquer. « *Bien sûr, elle paraît très utopique, surtout au beau milieu de deux guerres,* reconnaît le politiste italien Daniele Archibugi, considéré depuis le milieu des années 1990 comme un des principaux penseurs de la "démocratie cosmopolitique". *Mais si on considère ce que les organisations internationales actuelles parviennent à faire, on réalise qu'il faut faire plus, qu'il faut amener des forces nouvelles sur la place publique, et que ces forces peuvent être incarnées par les citoyens.* »

L'idée d'un Parlement mondial peut aussi bien donner lieu à des brouillons timides qu'à des conceptualisations ambitieuses. Une des plus poussées, la Constitution for the Federation of Earth, va jusqu'à imaginer un jour un Parlement mondial tricaméral, compétent pour voter des lois dans des domaines et juridictions déterminés: une Chambre des peuples, composée de représentants élus dans des circonscriptions découpées au niveau mondial; une Chambre des nations, regroupant des représentants élus ou nommés par les États membres; une Chambre des conseillers, représentant les grandes universités, organismes scientifiques et académies. Les tenants actuels du cosmopolitisme politique et d'un Parlement mondial se font souvent plus modestes. À l'image de la Campaign for a United Nations Parliamentary Assembly, lancée en 2007, ils préconisent le plus souvent la création d'une Assemblée mondiale qui ferait office de chambre d'appoint aux côtés de l'Assemblée générale des Nations unies, et jouerait dans un premier temps un rôle de consultation et de supervision. Celle-ci pourrait compter cinq à six cents membres, ce qui permettrait d'y représenter chaque pays tout en accordant davantage de délégués aux pays les plus peuplés. Pas forcément élus: certains défenseurs de cette idée d'Assemblée mondiale considèrent qu'il sera non seulement impossible dans les faits d'élire tous les délégués, en raison du degré de démocratie très inégal de chaque pays, mais que ce scrutin risquerait de plus d'être surdéterminé par des enjeux politiques nationaux. Mieux vaut, selon eux, opter pour le tirage au sort (3).

ENTRE UTOPIE ET RÉALISME

Dans le rapport d'étape publié à l'occasion de son 75e anniversaire en 2020, l'Onu a reconnu comme possible piste de réforme cette idée d'une assemblée citoyenne adjointe à l'Assemblée générale. De même, le Parlement européen, à l'été 2018, plaidait pour sa création «*afin de renforcer le caractère démocratique, la responsabilité démocratique et la transparence de la gouvernance mondiale*». Avec le risque de se payer de mots tant la mise en place de cette institution paraît encore improbable et lointaine.

Un risque récurrent pour le cosmopolitisme institutionnel, sans cesse confronté, écrit Louis Lourme, à la nécessité d'arbitrer «*entre la volonté de tenir compte du monde tel qu'il est* (et) *la volonté d'imaginer le monde politique tel qu'il pourrait être*». Bref, entre l'utopie et le réalisme. Un réalisme qui conduit certains des tenants d'un Parlement mondial à défendre aujourd'hui l'idée d'une expérimentation par une avant-garde. «*La meilleure solution serait qu'un certain nombre d'États partageant les mêmes orientations décident de se lancer, comme cela s'est produit pour la Cour pénale internationale*», créée en 1998 sur une base volontaire, estime ainsi Daniele Archibugi.

Limité dans l'espace, ce Parlement mondial pourrait, dans un premier temps, se cantonner à un seul sujet. Dans un récent ouvrage, *World Statehood. The future of World politics* (2023), le politiste finlandais Heikki Patomäki suggère ainsi la création d'une assemblée permanente dédiée à la lutte contre le changement climatique, voire à la gestion d'une taxe mondiale sur les émissions de gaz à effet de serre. Un peu comme, en 1951, des députés nationaux de six pays européens avaient formé l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), ébauche de ce qui se transformera, un quart de siècle plus tard, en un Parlement européen élu au suffrage universel direct.

Certains des tenants d'un Parlement mondial défendent l'idée d'une expérimentation par une avant-garde.

(1) Louis Lourme, *Le Nouvel Âge de la citoyenneté mondiale*, Presses universitaires de France, 2014.
(2) Jürgen Habermas, *La Paix perpétuelle. Le bicentenaire d'une idée kantienne*, Cerf, 1996.
(3) John Dryzek, André Bächtiger et Karolina Milewicz, «Toward a deliberative global citizens' assembly», *Global Policy*, vol. II, n° 1, janvier 2011.

JEAN-MARIE POTTIER

LE DROIT HUMANITAIRE INTERNATIONAL **Une question vitale d'équilibre**

Par **Julia Grignon**

Les images de guerre, insoutenables, pourraient nous faire croire que la barbarie n'a pas de limites. Et pourtant... Le DIH, pour droit international humanitaire, œuvre efficacement pour rendre la guerre moins dévastatrice.

Face à l'afflux d'images, plus choquantes les unes que les autres, la question de la guerre comme zone de non-droit, ou phénomène hors de tout contrôle, sans aucune limite, peut légitimement se poser. Or, malgré les apparences, il n'en est rien. D'abord les règles existent bel et bien. Elles sont contenues dans divers instruments internationaux. Au fondement de ceux-ci se trouvent les quatre Conventions de Genève de 1949, qui protègent toute personne dite «*hors de combat*», c'est-à-dire les soldats blessés, malades, naufragés ou prisonniers et les personnes civiles. Conventions complétées par deux Protocoles additionnels adoptés en 1977 et dont l'un contient toutes les règles relatives à la conduite des hostilités, c'est-à-dire aux méthodes et moyens de guerre.

De cet ensemble, il résulte par exemple que toute personne se trouvant aux mains de l'ennemi doit faire l'objet de protections spécifiques. Les blessés et malades doivent être soignés, les prisonniers traités avec humanité, la population civile approvisionnée au travers de l'assistance humanitaire, etc. Il en résulte également que les parties à un conflit armé ne peuvent prendre pour cible que des objectifs militaires et que lorsqu'elles procèdent à une attaque, elles respectent également les règles relatives à la proportionnalité et aux précautions. À cela s'ajoutent des protections spéciales, pour certains types de biens comme les biens culturels, les infrastructures médicales, ou encore les ouvrages contenant des forces dangereuses. Ces derniers peuvent être par exemple des centrales de production électrique, les digues ou les barrages, qui ne devraient jamais être pris pour cible en raison des dommages que causerait la libération des forces qu'ils contiennent consécutivement à une attaque. Au total ont été couchées sur les papiers plusieurs centaines de règles, générales comme spécifiques, que les États, en signant les traités qui les contiennent, se sont engagés à respecter et à faire respecter.

ENTRE NÉCESSITÉS MILITAIRES ET CONSIDÉRATIONS D'HUMANITÉ

Les conflits armés sont donc loin d'être une zone de non-droit et n'ont jamais été perçus comme impossibles à réguler. Toutes ces règles ont été négociées par les États eux-mêmes, dans le cadre de conférences diplomatiques: après de riches discussions, et le plus souvent après consultation de leurs forces armées, ils se sont entendus et ont proposé des formulations qu'ils s'engageraient ensuite à respecter. Parmi les plus récents instruments internationaux négociés, on peut citer le traité relatif au

Julia Grignon est professeure spécialisée en droit international humanitaire, directrice scientifique à l'Irsem (Institut de recherche stratégique de l'École militaire).



Réfugié palestinien fuyant la bande de Gaza par le couloir humanitaire le long de la côte en 2023.

Les conflits armés sont loin d'être une zone de non-droit et n'ont jamais été perçus comme impossibles à réguler.

commerce des armes. Il prévoit en particulier qu'un État doit s'abstenir de vendre des armes à un autre État s'il existe un risque que ces armes soient ensuite utilisées pour «*commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des violations graves des Conventions de Genève de 1949, (...) ou d'autres crimes de guerre*». Le droit international humanitaire (DIH), le champ qui englobe toutes ces règles, embrasse toutes les situations. Il n'existe pas une pratique, d'hier comme d'aujourd'hui, qui ne puisse obtenir une réponse à la lumière de ce droit.

En revanche, le DIH n'a pas vocation à arrêter la guerre. Il a simplement pour but de trouver un équilibre entre les nécessités militaires et les considérations d'humanité. Partant du postulat que la guerre est une réalité inévitable, il cherche à faire en sorte que les personnes qui sont affectées par les situations de conflit armé en souffrent le moins possible. À cet égard, il faut souligner que ce droit n'interdit pas toute perte civile. Si, bien sûr, toute attaque directe sur un bien de caractère civil est strictement interdite, cela ne signifie pas que toute attaque contre un objectif militaire, donc licite, ne peut faire aucun dommage qui aurait des conséquences vis-à-vis des personnes ou des biens civils. En d'autres termes, le DIH, qui en cela porte peut-être mal son nom, est un droit ancré dans les réalités de la guerre. Or, la

guerre, situation de violence la plus extrême qui puisse être, trouble nécessairement la vie des personnes civiles, produit des dommages et conduit à des destructions et à des pertes en vies humaines. Tout ce qu'il y a à attendre du DIH est qu'il contribue à alléger les souffrances de celles et ceux qui subissent les conflits armés. Et il est loin d'être inefficace, contrairement à ce qu'on pourrait être tenté de conclure compte tenu de ce que les médias montrent des guerres.

Ceci étant posé, il reste que l'étendue des destructions et l'ampleur avec laquelle les civils subissent les conflits armés – ce sont ceux qui en paient toujours le plus lourd tribut – sont bien réelles et témoignent des violations dont fait l'objet ce droit dans les conflits armés. Les images et les dépêches qui parviennent d'Afghanistan, de Libye, des Philippines, de la République démocratique du Congo, de Somalie, de Syrie, du territoire palestinien occupé et d'Israël, ou encore d'Ukraine, pour ne citer que quelques exemples, laissent peu de doute. Si les règles ayant vocation à réguler la conduite des hostilités ou à protéger les personnes hors de combat existent bel et bien, elles font l'objet de violations. Des violations qui sont massives et qu'on qualifie de «crimes de guerre». Or, si la justice se saisit de ces violations, pour en juger et condamner les responsables *a posteriori*, la seule existence du DIH devrait conduire à les limiter.

Le respect du droit ne se voit pas. Ce qui se voit, ce sont les violations. Ce qui peut donner l'impression que le DIH est sans cesse violé.

À cet égard, deux constats doivent être faits. Premièrement, le DIH s'inscrit dans un système plus vaste qui est le droit international. Un droit façonné par les États qui, lorsqu'ils se mettent d'accord sur des règles à respecter, prévoient rarement des systèmes de sanction efficaces en cas de violations. De même, ils n'ont à ce jour jamais décidé de créer l'équivalent d'une police internationale qui aurait vocation à enquêter sur les violations qu'ils commettent et à les amener par la contrainte à faire face à un juge, le cas échéant. Aussi même si des tribunaux existent, leur capacité à juger des violations commises dans les conflits armés dépend encore de la volonté des États de collaborer avec eux. Deuxièmement, les médias, et c'est très normal, ne rapportent que les violations. Ils ne font jamais état des cas dans lesquels le droit est respecté. On n'a jamais vu publier, et cela n'arrivera sans doute jamais, la liste de tous les moments où le droit a été respecté pendant un conflit armé. Pourtant, il ne fait aucun doute que ce droit est aussi respecté. D'abord parce que le DIH est retranscrit dans les manuels militaires. Or les forces armées se conforment dans leurs opérations aux règles contenues dans ces manuels. Ensuite parce que ni les forces armées régulières, ni les groupes armés non étatiques – à quelques exceptions qui occupent tout l'espace médiatique – n'ont pour motivation principale la violation du DIH. Quelles qu'en soient les raisons, et quel que soit le jugement qu'on porte sur celles-ci, celles et ceux qui combattent le font pour une cause et cette cause n'est pas la violation systématique du DIH. D'une certaine manière, le respect du droit ne se voit pas. Ce qui se voit au contraire, ce sont les violations. Cela peut alors donner l'impression erronée que le DIH est sans cesse violé. C'est une fausse représentation de la réalité.

RAPPELER LA CARACTÈRE OBLIGATOIRE DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Si le DIH n'a pas vocation à faire diminuer la conflictualité, ni à jouer un rôle sur les rapports géopolitiques, nous portons tous une forme de responsabilité à œuvrer à son meilleur respect. Pour ce faire, il faut contrer le récit selon lequel le DIH ne servirait à rien. Au contraire, il fait une différence pour les personnes qui subissent les conflits armés. Grâce au DIH, l'assistance aux populations civiles peut être exigée ; grâce au DIH, des familles séparées en raison des conflits se trouvent réunies ; grâce au DIH, des prisonniers reçoivent la visite du Comité international de la Croix-Rouge afin de s'assurer que leurs conditions d'internement soient dignes; grâce au DIH, les blessés peuvent être soignés dans des hôpitaux qui ne font pas l'objet d'attaques, etc.

Verser dans le discours que ce droit est sans utilité et, *in fine*, conclure que s'il n'existait pas ce serait du pareil au même conduiraient à ce que même ces protections minimales n'existent plus. Aucune victime des conflits armés ne le souhaiterait. Il faut donc, inlassablement, rappeler l'existence de ces règles et leur caractère obligatoire, mais aussi exercer notre influence en exigeant de nos États qu'ils respectent ce droit et qu'ils le fassent respecter. En effet, c'est une spécificité du DIH, qui figure à l'article premier de toutes les Conventions de Genève : tous les États du monde doivent non seulement respecter le DIH lorsqu'ils sont engagés dans un conflit armé, mais aussi en exiger le respect auprès de leurs homologues, même lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes impliqués.

METTRE DE L'ÉTHIQUE **dans les relations internationales**

Par **Jean-Baptiste Jeangène-Wilmer**

Qu'on le veuille ou non, les considérations morales font partie intégrante des relations internationales. Car nos intérêts sont aussi liés à la défense des valeurs démocratiques.


© Jorg Greuel/Getty

Sur les réseaux sociaux comme sur les plateaux de télévision, il est à la mode d'exclure l'éthique des relations internationales, ou plutôt de prétendre le faire en se drapant dans la posture du «réaliste» froid, analyste impartial des rapports de force, «*adulte dans la pièce*» dénonçant l'hystérisation du débat, sur l'Ukraine, Gaza, le changement climatique, ou autre sujet chaud du moment.

Sauf que cela n'est pas du réalisme. C'est ce que Raymond Aron appelait le «faux réalisme», c'est-à-dire le cynisme. Être réaliste, c'est tenir compte des contraintes du réel, reconnaître les rapports de force, se méfier des abstractions et juger la valeur d'une proposition à sa faisabilité, sans se faire d'illusion sur la volonté ou la capacité des acteurs de respecter les principes qu'ils invoquent, comprendre que les États cherchent à maximiser leur intérêt national et sont plus souvent en conflit qu'en harmonie, etc. Mais ce n'est pas exclure les considérations morales, car le fait est qu'elles font partie de la réalité. Si l'attaque russe contre l'Ukraine ou celle du Hamas contre Israël font réagir, c'est précisément pour des raisons morales. Parce que ces attaques semblent injustifiées, au sens où elles étaient non provoquées, et injustes, au sens où elles visaient des civils innocents. Si les voix des petits États insulaires comptent autant dans les négociations climatiques, c'est parce qu'ils incarnent l'injustice d'une situation dans laquelle ceux qui émettent le moins paient le prix le plus fort avec la montée des eaux et la multiplication des catastrophes naturelles.

Qu'on le veuille ou non, les considérations morales font partie intégrante des relations internationales. L'enjeu est de l'assumer. Pas pour distribuer les bons et les mauvais points – car, contrairement à un préjugé répandu, l'éthique n'est pas une liste de normes (c'est la déontologie) – mais pour accepter le débat. Et reconnaître qu'en matière de politique étrangère, la défense de nos valeurs démocratiques et libérales n'est pas contradictoire avec la défense de nos intérêts, mais au contraire en fait partie.

Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer est philosophe, juriste et diplomate. Derniers ouvrages parus : *Pour une éthique du renseignement*, Puf, 2023 ; *Théories des relations internationales*, Puf, « Que sais-je ? », 2023.

POLITIQUE ET RELIGIONS
Les dieux parlent toujours

On avait cru les mouvements inspirés par des causes divines relégués aux oubliettes de l'histoire. Il n'en est rien. Survol de cinq points chauds des imaginaires religieux.

ISLAMISME ET ESCHATOLOGIE

Fondée en Égypte en 1928, souvent persécutée par les pouvoirs en place, l'organisation des Frères musulmans prône un islam politique, vitupérant la séparation, théorisée en Occident, de la religion et du politique. Les Frères ont gagné en influence dans le monde musulman après les Printemps arabes, exerçant brièvement le pouvoir en Égypte et en Tunisie. Leur vision politique de l'islam innerve le discours de nombreux acteurs de l'islamisation au Moyen-Orient, du Hamas palestinien au parti tunisien Ennahda.

Parallèlement, le mouvement salafiste, nourri de l'islam wahhabi développé en Arabie saoudite, défend un retour aux pieux ancêtres (*salaf*), c'est-à-dire à l'islam pratiqué par le Prophète et ses compagnons. Généralement piétistes, les salafistes rejettent politique et consumérisme.

Apparue en Irak à la faveur de la guerre, l'organisation État islamique (EI) a développé un récit apocalyptique de combat entre croyants et mécréants, interprétant quelques *hadîth* (paroles attribuées au Prophète) relatifs à la fin des temps. Avant d'être vaincu militairement, l'EI s'est distingué par sa capacité à capter les esprits de jeunes Occidentaux au point de les enrôler dans le *jihad*, recourant aux réseaux sociaux et aux jeux vidéo pour distiller son message.

LE SIONISME RELIGIEUX

En Israël, inexistants il y a trente ans, les partis sionistes religieux sont aujourd'hui indispensables au maintien en poste du Premier ministre Benjamin Netanyahou. Considérant la création d'Israël comme l'accomplissement de la promesse divine de ramener le peuple juif en «Terre promise», ils fournissent la force motrice de la colonisation de terres palestiniennes en Cisjordanie. Ils ambitionnent de reconstituer les royaumes juifs antiques, ce qui implique d'annexer Gaza et la



© Ricky Carioti/The Washington Post via Getty

Le président américain Donald Trump, à gauche, et le vice-président Mike Pence, à droite, participent à une prière à la Maison Blanche en 2021.

Cisjordanie, en expulsant les Palestiniens; et de reconstruire le Temple de Jérusalem, détruit en 70 de notre ère et remplacé depuis par deux mosquées constituant le troisième lieu saint de l'islam. À les croire, ces deux événements doivent entraîner l'arrivée du Messie, l'accomplissement des plans de Dieu.

CHRISTIANISME ÉVANGÉLIQUE ET SIONISME CHRÉTIEN

Les évangéliques américains représentent le cinquième de la population des États-Unis. Ils votent essentiellement républicain (Donald Trump) et soutiennent Israël, car la plupart d'entre eux, dits sionistes chrétiens, lisent la Bible de façon à lui faire dire que le retour des Juifs en Terre sainte est le préalable à la seconde venue du Christ. Boostées par les appels aux dons de télévangélistes vedettes, leurs ONG font du prosélytisme au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi que du lobbying pro-Israël au Congrès.

LA MONTÉE DU NATIONALISME HINDOU

Narendra Modi, élu Premier ministre indien en 2014, est un partisan enfiévré de l'idéologie *hindutva*, qui considère que l'Inde est hindoue par nature et marginalise les minorités, notamment musulmanes (16% de la population). La destruction de la mosquée d'Ayodhya en 1992 et la «reconstruction» du temple de Ram sur ses ruines symbolisent cette hindouisation du pays. Le nationalisme hindou se nourrit du mythe d'une Inde éternelle, exacerbant les tensions avec le Pakistan voisin, également doté de l'arme nucléaire.

LE BOUDDHISME BIRMAN ET LES TENSIONS INTERRELIGIEUSES

En Birmanie, des moines bouddhistes radicaux appuient la persécution par la junte au pouvoir de la minorité musulmane rohingya. Villages brûlés, exécutions sommaires, viols... Le nettoyage ethnique a poussé à l'exil plus d'un million de Rohingyas, soit près des deux tiers de cette population. Malgré la condamnation internationale (un rapport de l'Onu évoque un «*génocide*» opéré par l'armée birmane), la persécution se poursuit, contribuant, avec d'autres conflits entre la junte au pouvoir et des minorités ethniques, à une guerre civile dévastatrice.

LAURENT TESTOT

LES PORTEURS DE RÉCITS

L'islam relooké


© Dimitris Papamitsos/Bureau du Premier ministre grec

Mohammed bin Salman

Mohammed bin Salman, dit MBS, prince héritier d'Arabie saoudite depuis 2017, a entrepris une série de réformes radicales pour diversifier l'économie saoudienne et éloigner la société du fondamentalisme religieux.

Avec son plan Vision 2030, MBS défend une stratégie ambitieuse pour affranchir son pays de sa dépendance aux hydrocarbures, investit dans le tourisme et la finance… L'apogée du projet est un ensemble urbain démesuré, The Line. Une ville linéaire *high-tech*, supervisée par des intelligences artificielles, autonome grâce aux énergies renouvelables, de 170 kilomètres de long, large de 200 m et haute de 500 m, devant accueillir à terme 9 millions de personnes, le tout pour 500 milliards de (pétro)dollars.

MBS ne tolère pas la contradiction, comme l'a montré son implication dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en 2018. De Vladimir Poutine à Donald Trump, il met en scène ses intérêts avec d'autres dirigeants autoritaires. Avec une obsession: faire de l'Arabie saoudite le phare de l'Islam, entre la tradition de La Mecque et la «civilisation nouvelle» de The Line.

L'église réveillée

Le pape François


© Koreanet/Korean Culture and Information Service

Avec son style spontané, le pape François a dynamité les codes du Vatican depuis son élection en 2013. Premier pape non européen depuis le 8e siècle, Jorge Bergoglio n'hésite pas à rompre avec le protocole, par exemple en appelant des fidèles au téléphone.

L'Argentin s'est fait le chantre d'une «*Église pauvre pour les pauvres*», dénonçant sans relâche le «*dieu argent*», la «*dictature de l'économie sans visage*», l'«*idolâtrie de la finance*». Dans son encyclique *Laudato Sí*, il exhorte à la sauvegarde de la «*maison commune*», à la lutte contre l'«*écocide*» et la «*culture du déchet*», terme dans lequel certains lui reprochent d'englober autant les exclus broyés par des systèmes contraignants que les embryons avortés.

Dans un monde confronté à la montée des populismes, il se fait l'avocat passionné des migrants, n'hésitant pas à se rendre à Lampedusa pour dénoncer avec force la «*mondialisation de l'indifférence*». Mais ce réformateur doit aussi gérer les résistances internes d'une Église souvent rétive au changement.

LAURENT TESTOT

L'ÉNERGIE **des récits**

Pour ralentir les dégâts du changement climatique, il faut changer d'énergie. Mais l'énergie conditionne toutes nos activités. Deux narrations s'affrontent autour de la transition.

C'est promis, pour 2050, on décarbone! Pas le choix. La première cause du changement climatique est le CO_2 émis par la combustion des énergies fossiles, charbon, pétrole, gaz. Il faut donc s'en sevrer. Mais sans énergie ni pétrochimie, fini la lumière, les transports, le chauffage, les plastiques, la métallurgie, le béton, les biens bon marché, la nourriture abondante!

Face à ce dilemme, deux familles de récits s'affrontent.


© Xu Wu/Getty

LES TECHNOSOLUTIONISTES

Surnommés par la partie adverse les cornucopiens (ceux qui croient en la corne d'abondance déversant des richesses infinies), les technosolutionnistes sont persuadés qu'il est possible de changer radicalement de registre énergétique sans renoncer à rien. Tous les usages sont électrifiables, martèlent-ils, à l'instar du consultant Jeremy Rifkin. Il suffit d'arriver à produire assez d'énergie renouvelable (hydroélectricité, solaire, éolien…), voire de déployer des réacteurs nucléaires améliorés pour décarboner rapidement. Une majorité rajoute volontiers qu'il va y avoir découplage, c'est-à-dire augmentation de l'efficacité de l'énergie produite, grâce aux progrès technologiques, quand les plus prudents s'empressent de clamer qu'il faut réduire urgemment nos usages, à l'instar de l'ingénieur Jean-Marc Jancovici.

LES DÉCROISSANTISTES

Surnommés par la partie adverse les *doomsdayers* (prophètes de l'apocalypse), ils objectent tel l'historien Jean-Baptiste Fressoz qu'il n'y a jamais eu de substitution d'énergie, mais des additions: on a toujours consommé plus de charbon, de pétrole et de gaz depuis le début de leur exploitation. D'autres, comme l'essayiste Vincent Mignerot, défendent que ces énergies ne seraient pas substituables dans leurs applications: il est possible de construire une éolienne avec du pétrole, mais pas avec du vent. D'autres encore, comme le géographe Andreas Malm, soulignent que la révolution industrielle a eu lieu au moment où l'Europe drainait des ressources de ses colonies, en déduisant qu'une transition énergétique ne serait possible que pour des pays riches qui accapareraient des ressources de pays moins favorisés. Leur conclusion: il faut réduire drastiquement notre empreinte énergétique, consommer beaucoup moins pour limiter les dégâts.

LAURENT TESTOT

LES PORTEURS DE RÉCITS

Le technosolutionniste tout-terrain


© NASA/Aubrey Gemignani

Elon Musk

Le patron de Tesla Motors est bien plus qu'un chef d'entreprise. Suscitant partout la polémique, Elon Musk se déploie sur tous les fronts. Celui de la guerre en Ukraine, dans laquelle sa constellation Starlink a été mobilisée à la demande du gouvernement Zelensky. Celui des réseaux sociaux, avec le rachat de Twitter, rebaptisé X, aussitôt restructuré à la hache et réouvert à toutes les opinions, jusqu'aux plus radicales. Celui de l'intelligence artificielle, où il a lancé sa propre société après avoir fait partie des premiers investisseurs de OpenAI, le créateur de ChatGPT. Celui de l'espace, avec les premiers pas de sa fusée *Starship*, vecteur de ses ambitions astrocapitalistes de colonisation martienne. Celui de l'amélioration du corps et de l'esprit humains, avec sa start-up d'implants cérébraux Neuralink. À chaque fois, un même message: loin des injonctions décroissantistes, la technologie va sauver le monde. Un discours «technosolutionniste» dont il incarne aujourd'hui, sans doute mieux qu'aucun autre, les promesses, souvent grandiloquentes, les ambiguïtés et les failles.

La jeunesse contre l'apocalypse

Greta Thunberg


© Christian Charisius/DPA/picture alliance via Getty

En quelques attaques bien senties ciblant les grands de ce monde («*Vous avez volé mes rêves*», «*Je veux que vous paniquiez*»), la Suédoise Greta Thunberg est devenue depuis 2018 l'emblème de la contestation radicale d'une partie de la jeunesse mondiale face à l'urgence climatique. Un discours galvanisant selon ses soutiens, apocalyptique selon ses détracteurs. En juin 2023, la jeune militante a obtenu son diplôme de fin d'études secondaires après avoir mené pendant 251 vendredis consécutifs la «grève scolaire» qui l'a fait connaître. À 21 ans, la voici confrontée au défi des têtes d'affiche de la «génération climat», comme le résumait, en décembre dernier, une enquête de l'agence Bloomberg sur ces militants, si jeunes et pourtant déjà si chevronnés: «*Si la jeunesse permet d'attirer l'attention des gens, comment un jeune activiste est-il supposé grandir?*» Pour l'instant, au moins une porte semble fermée: Greta Thunberg ne compte pas verser dans la politique au sens électoral du terme, un univers «*très toxique*».

JEAN-MARIE POTTIER



Trois menus pour le futur

Que mangerons-nous en 2050 ? Cette question conditionne notre avenir, et beaucoup d'experts ont entrepris de décrire ce futur. Dégustation de morceaux choisis…

Le prospectiviste Sebastien Abis ouvre son dernier ouvrage (1) par une belle métaphore: vers 2050, nous serons autour de 10 milliards d'humains sur Terre, avec «*un Everest à gravir*». De quoi cette montagne est-elle faite? D'abord d'une pente continue, de plus en plus raide, la croissance démographique. Nous étions 2 milliards en 1930, l'ascension a été foudroyante. Bientôt nous atteindrons un plateau, puis dévalerons la pente de la dénatalité d'ici la fin du siècle. D'ici là, il faudra bien nourrir tout le monde. Parallèlement, il nous faudra réduire l'empreinte écologique des humains sur Terre. Or on constate à l'échelle mondiale que l'agriculture émet le quart des gaz à effet de serre, consomme 70% de l'eau douce prélevée, représente la première cause de l'érosion de la biodiversité, de l'érosion des sols, et une des sources les plus importantes de pollution chimique. Cet Everest-là va être difficile à escalader alors qu'à elles seules, les vagues de chaleur consécutives au changement climatique vont rendre les récoltes de plus en plus hasardeuses!

LA CATASTROPHE VERTUEUSE

L'institut Momentum, *think tank* dédié à l'étude des catastrophes, a soutenu dans un petit rapport (2) l'hypothèse que l'Île-de-France pourrait se dépeupler en 2050, faute de pouvoir nourrir sa population. Dans ce scénario, la France se réorganise en biorégions capables de produire les ressources alimentaires nécessaires au pays. Il ne reste plus en région parisienne que trois millions d'habitants en 2050 (contre douze en 2020), et la moitié est employée dans l'agriculture. La région importe ce qui lui manque de la Loire et de la Bourgogne, car le pays a repensé complètement ses mobilités – on se déplace peu pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce scénario évalue à l'échelle nationale les hypothèses posées par la collapsologie d'un effondrement systémique de notre civilisation suivi de la création d'une société résiliente – un scénario théo-

Fermier répandant des pesticides sur un champ de riz à l'aide d'un drone en Thaïlande, en 2023.

rique alourdi d'une question lancinante : que sont devenus les neuf millions d'habitants manquants ?

Extraits de ce récit : « *Le territoire sera vu et vécu non pas comme un simple support, mais comme un organisme vivant.* (...) *La libération des espaces occupés par l'automobile va entraîner un basculement vers la reterritorialisation. Les métiers du contact physique avec le sol et les éléments seront valorisés alors que la numérisation des villes se sera dégradée puis interrompue en raison de l'intermittence des réseaux électriques et de l'impossibilité de continuer à entretenir des infrastructures hautement complexes.* »

LA RÉVOLUTION VERTE

Opposons au précédent le récit de la révolution verte. La narration classique, entonnée par ses promoteurs, est que l'industrialisation de l'agriculture a permis d'en finir avec les famines et d'accompagner la croissance démographique du 20e siècle. Le fait est qu'il va être difficile d'en sortir rapidement car elle produit aujourd'hui plus de la moitié des calories alimentaires consommées dans le monde – le solde étant fourni par de petits paysans des pays en voie de développement, qui perdent du terrain.

Les critiques de l'agroindustrie, tel l'historien Alessandro Stanziani (3), soulignent que ce modèle a imposé dans le monde entier une agriculture ultraproductiviste, reposant sur la mobilisation de capitaux, les monocultures, l'usage massif d'intrants chimiques (désherbants, insecticides, fongicides, engrais azotés...), le recours à la mécanique, la production importante de viande, la consommation de masse d'aliments transformés, et le contrôle des semences par brevets. Il implique une raréfaction des emplois agricoles, exerce une empreinte écologique forte (destruction d'écosystèmes, pollutions chimiques, tensions sur les ressources en eau...), mais garantit un fort rendement économique aux firmes de ce secteur d'activité. Avec des effets mondiaux : 2 milliards d'humains sont en fort surpoids dans le monde, quand 750 millions souffrent de la faim.

Ce qui n'empêche pas ce récit de rester hégémonique, comme l'ont montré les récentes manifestations d'agriculteurs en Europe : les pouvoirs publics ont sacrifié l'écologie, interrompant les plans de réduction des pesticides comme ceux de protection de la ressource en eau, garantissant des aides publiques pour que ce modèle persiste.

Pour garantir sa pérennité, ce modèle dispose de nombreux atouts : la capacité de la finance à trouver les leviers lui permettant de se renouveler ; le potentiel des firmes à innover technologiquement, manipulant la génétique des plantes alimentaires ici, brevetant des procédés de fabrication de viande artificielle ailleurs, voire fabriquant des drones pollinisateurs pour remplacer les abeilles...

LA VOIE DE CRÊTE

Clôturons avec un troisième récit, produit par des équipes de chercheurs de l'Inrae (Institut national de recherches agronomiques) ou de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) (4). Il nourrit d'éléments scientifiques la possibilité d'une transition agronomique qui rendrait la production de nos aliments compatible avec les limites planétaires. Manger beaucoup moins de viande libérera d'importantes surfaces agricoles et aura un effet salutaire sur la santé ; produire en agroforesterie, utilisant les broyats végétaux comme engrais et réduisant grâce à la diversité des cultures le recours aux traitements phytosanitaires, limitera les pollutions chimiques comme l'extinction des insectes et des oiseaux ; récupérer les excréments des villes permettra de se passer d'une bonne partie des engrais aujourd'hui produits avec des hydrocarbures ; rémunérer les services environnementaux rendus, telles la séquestration du carbone dans les sols (initiative 4/1000), la préservation de forêts variées et de zones humides, permettra à l'agriculture de restaurer les écosystèmes ; la taxation des produits ultratransformés améliorera la santé et financera les transitions ; le classement des semences en biens communs renforcera l'autonomie alimentaire de tous... Les solutions ne manquent pas. Reste à susciter l'adhésion des mondes agricole, politique et citoyen pour qu'elles s'imposent comme des évidences, nous permettant d'atteindre le sommet de l'Everest alimentaire sans trop de casse.

2 milliards d'humains sont en fort surpoids dans le monde, quand 750 millions souffrent de la faim.

(1) Sébastien Abis, *Veut-on nourrir le monde ? Franchir l'Everest alimentaire en 2050*, Armand Colin, 2024.
(2) Yves Cochet, Agnès Sinaï et Benoît Thévard, « Biorégion 2050. L'Île-de-France après l'effondrement », institut Momentum, 2020.
(3) Alessandro Stanziani, *Capital Terre. Une histoire longue du monde d'après (12e-21e siècle)*, Payot, 2021.
(4) www.inrae.fr - www.fao.org

LAURENT TESTOT

LES PORTEURS DE RÉCITS

La terre salvatrice


© Frank Schwichtenberg/Wikicommons

Vandana Shiva

Avec sa longue tresse noire, l'Indienne Vandana Shiva est devenue une icône de l'écologie mondiale. Docteure en philosophie des sciences, cette militante infatigable dénonce la biopiraterie, les risques des OGM et du brevetage du vivant, les mégabarrages érigés pour l'irrigation, l'agriculture industrialisée tournée vers l'exportation qui pousse à la misère des millions de ses compatriotes. Pour elle, les luttes pour la paix, la biodiversité et des droits des peuples sont symbiotiques.

«*La Terre Mère nous donne tout ce dont nous avons besoin*», soutient-elle, défendant le retour aux semences locales et à l'agroécologie. «*Je lutte pour la liberté de l'humanité face à de mauvaises technologies*», insiste cette activiste aux envolées spiritualistes, parfois critiquée pour des affirmations antiscientifiques. Dans une Inde encore très patriarcale, Vandana Shiva dénonce enfin les discriminations dont sont victimes les paysannes. Écologiste, tolérante, internationaliste et féministe, elle incarne l'antithèse du Premier ministre indien Narendra Modi.

La charité bien ordonnée

Bill Gates


© Chris Boland

Après avoir révolutionné l'informatique avec Microsoft, Bill Gates est devenu le philanthrope le plus célèbre de la planète. Avec sa femme Melinda, il a créé en 2000 la fondation Bill et Melinda Gates, dotée de plus de 100 milliards de dollars. L'objectif: éradiquer les grandes maladies dans les pays pauvres. «*Toutes les vies ont la même valeur*», aime à marteler le businessman, finançant à tour de bras la recherche sur le sida, le paludisme, la polio… «*Ceux qui ont la chance d'être nés dans les pays riches ont la responsabilité d'aider ceux qui n'ont pas cette chance.*»

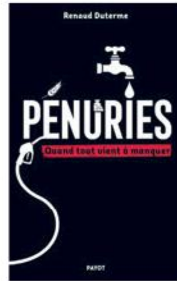
Pour autant, le premier donateur privé du monde s'est attiré le feu des critiques. Sa volonté d'imposer l'utilisation de moustiques transgéniques pour lutter contre le paludisme, son insistance à promouvoir des brevets profitables aux firmes pharmaceutiques au détriment de l'accès aux médicaments génériques, ses fructueux investissements financiers dans la santé, sa manière de dicter aux pays d'Afrique subsaharienne leur politique sanitaire ne lui valent pas que des amis.

LAURENT TESTOT

Bibliothèque idéale













Qui sauvera la planète? Les technocrates, les autocrates, ou les démocrates...
Nathanaël Wallenhorst, Actes Sud, 2022.

L'auteur passe six récits au *crash test*: 1) la narration climatosceptique – pourquoi s'inquiéter si on décide que le croquemitaine n'existe pas?; 2) la doxa chinoise – maquiller un parti unique en civilisation écologique; 3) la religion Silicon Valley – la technologie palliera les problèmes posés par la technologie; 4) le conte bisounours – l'individu sauvera le monde; 5) l'enfumage politique – pour que le pouvoir reste impuissant; 6) l'utopie alternative – un changement de paradigme. Choisissez votre futur!

Entre guerre et paix. Histoire et politique des conflits dans le monde
Sundeep Waslekar, CNRS éd., 2023.

Nous faisons face à un choix radical, entre autodestruction du genre humain ou instauration d'une ère de paix globale. Le politiste Sundeep Waslekar argumente qu'il est possible d'arrêter la course folle aux armements et d'instaurer un «*contrat social mondial*» qui unifierait l'humanité autour de la notion de droits communs. Il se refuse à croire qu'une poignée de dirigeants aveugles, soutenus par des mouvements populistes, pourraient demain déclencher le feu nucléaire.

Pénuries. Quand tout vient à manquer
Renaud Duterme, Payot, 2024.

«*N'ayez pas peur de l'avenir, vous n'en avez pas.*» En ouvrant son livre par cette citation de l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré, le géographe Renaud Duterme donne le ton. Confrontant les arguments de ceux qui pronostiquent des manques à venir (énergie, produits miniers, nourritures, médicaments...) aux dénégations avancées par les tenants du «*business as usual*», il recense les tensions qui électrisent la géopolitique. Pour appeler en conclusion à «*apprendre à exister dans un monde en rupture*».

Démocratie contre empires autoritaires
Nicolas Baverez, L'Observatoire, 2023.

Nous vivons un recul historique: sur 167 États, la planète ne compte plus que 21 démocraties à part entière, soit 6,4% de la population mondiale, quand les régimes autoritaires ou hybrides gouvernent plus de la moitié de l'humanité. Les démocraties ne manquent pas pour autant de forces capables d'endiguer les visées impérialistes de Poutine, en attendant la confrontation à venir avec Xi Jinping. Un panorama de l'affrontement des deux mythes modernes dominant la géopolitique planétaire.

La Route pour la servitude. Russie, Europe, Amérique
Timothy Snyder, Gallimard, 2023.

Le 20e siècle est bel et bien fini, mais ses leçons n'ont pas été retenues: telle est la conclusion de cet historien américain spécialiste de l'Europe centrale et orientale, qui décrypte dans cet ouvrage originellement publié en 2018 les récents bouleversements de la politique mondiale, de l'invasion de l'Ukraine à l'élection de Donald Trump en passant par le Brexit. Ou comment le récit d'un progrès inévitable a été remplacé par celui d'un retour des vieilles rancunes, des postures victimaires et des passés mythifiés.

Pax atomica. Théorie, pratique et limites de la dissuasion
Bruno Tertrais, Odile Jacob, 2024.

À l'heure où la montée en puissance chinoise, l'agressivité russe et l'instabilité américaine relancent l'inquiétude sur les stratégies nucléaires des grandes puissances, le politologue Bruno Tertrais livre un état des lieux pédagogique de la dissuasion depuis 1945. Il en retrace les options tactiques et les dilemmes, les normes juridiques et les débats éthiques, le futur et les limites: la dissuasion se révèle «*plus un art qu'une science,* (qui) *relève davantage de la partie de poker que de la partie d'échecs*».

Géopolitique et climat
Pierre Blanc, Presses de Sciences po, 2023.

À mesure que les épisodes climatiques violents se multiplient, l'aléa climatique apparaît comme une donnée incontournable de l'analyse géopolitique. Dans la lignée des travaux d'un François Gemenne, le chercheur Pierre Blanc s'interroge sur l'impact du climat sur le jeu des puissances et des régimes, sur notre sécurité et surtout nos insécurités: des catastrophes brutales aux périls alimentaires et hydriques, ces dernières abondent, même si leur impact actuel sur les conflits ne doit pas être surévalué.

ADN 2024
La Documentation française.

L'Année stratégique 2024
Iris/Armand Colin.

Annuaire français de relations internationales 2023
Centre Thuciclyde/éd. Pantheon-Assas.

Ramsés 2024
Ifri/Dunod.

Un monde en crises
Presses de Sciences po, 2023.

Chaque année, les principaux *think tanks* français publient des ouvrages collectifs en forme de mise au point sur l'état du monde. Un mélange de grands dossiers (la guerre en Ukraine, évidemment, se taille cette année la part du lion), de zooms sur des régions, des pays ou des thématiques (énergie, armements, *soft power*...) et de repères chronologiques et statistiques.

cahier culture

Musique

Langue

Exposition



Concert de fin d'année à la Philharmonie de Paris, 2021.



MUSIQUE Médiation culturelle

QUAND LA MUSIQUE CLASSIQUE JOUE SA SURVIE

Le public des orchestres, constitué majoritairement de cadres hyperdiplômés et de retraités, ne se renouvelle guère. Inquiets, les musiciens sortent des salles de concert et multiplient les actions de médiation. Avec une conviction: leur art peut parler à tous les publics.

« *Il n'est pas de pratique plus classante (...) que la fréquentation du concert ou la pratique d'un instrument de musique "noble"*», écrivait Pierre Bourdieu dans *La Distinction* (1) il y a près d'un demi-siècle. À lire la dernière enquête décennale sur les pratiques culturelles (2), rien n'a vraiment changé. La fréquentation des orchestres et de l'opéra reste une pratique minoritaire: seuls 6% des Français ont assisté à un concert de musique classique en 2018. Et les adeptes de Beethoven, Bach ou Chopin sont issus des milieux les plus aisés: la pratique du concert est «*nettement plus développée chez les cadres supérieurs et les professions libérales et dans l'agglomération parisienne*», pointe une étude établie par le ministère de la Culture début 2015 (3).

«*En France, mais aussi aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les deux premiers facteurs de fréquentation des concerts de musique classique restent le niveau de diplôme et la position sociale*», confirme Stéphane Dorin, professeur de sociologie à l'université de Limoges, auteur d'une enquête sur les publics de la musique classique en France en 2015. Le genre n'est pas déterminant, même si la pratique est un peu plus développée chez les femmes. Ce n'est pas le cas de l'âge: 70% des

© Larisa Birta/Unsplash

abonnés des orchestres symphoniques ont plus de 50 ans (4). «*On dit souvent qu'on se tourne vers le répertoire classique en vieillissant,* remarque Stéphane Dorin. *Ce n'est pas vrai: au début des années 1980, l'âge médian des spectateurs était de moins de 40 ans. Aujourd'hui, il dépasse 60 ans, ce qui atteste d'un manque de renouvellement au cours des dernières décennies. Les nouvelles générations, y compris les jeunes très diplômés, ne s'intéressent plus guère à la musique classique.*» Perçu comme un élément un peu poussiéreux du patrimoine, le répertoire savant des 18e et 19e siècles peine à rivaliser avec les nombreuses productions des industries culturelles populaires.

CONQUÉRIR UN NOUVEAU PUBLIC

Malgré cette relative désaffection, le financement des orchestres symphoniques reste, avec les musées, bibliothèques et théâtres, «*un des principaux postes du budget public de la culture et un des principaux piliers du modèle français de politique culturelle*», remarque le sociologue Philippe Coulangeon, dans *Sociologie des pratiques culturelles* (5). Pour justifier ce soutien, les promoteurs de la musique classique ont compris qu'ils devaient conquérir un nouveau public. Dans ses récentes «*propositions pour l'orchestre de demain*», l'Association française des orchestres fait ainsi de la «*transmission*», définie comme «*la mise en relation des œuvres et interprètes avec le public*», un des quatre piliers de la mission de service public des ensembles symphoniques, au même titre que la création, la production et la diffusion (6).

Puisque le goût culturel est le produit d'un apprentissage familial, scolaire, social, il doit être possible de toucher de nouveaux publics, quels que soient l'âge et le milieu. Tel est le postulat de la «médiation culturelle». Auteurs d'un «Que sais-je sur le sujet?» (7), Bruno Nassim Aboudrar et François Mairesse définissent cette pratique comme «*un ensemble d'actions visant, par le biais d'un intermédiaire – le médiateur, qui peut être un professionnel mais aussi un artiste, un animateur ou un proche—, à mettre en relation un individu ou un groupe avec une proposition culturelle ou artistique* (*œuvre d'art singulière, exposition, concert, spectacle, etc.*), *afin de favoriser son appréhension, sa connaissance et son appréciation*».

CASADESUS, LE PRÉCURSEUR

L'Orchestre national de Lille (ONL) est un des premiers à s'être engagé dans cette voie dans les années 1980. Jean-Claude Casadesus, qui a fondé et dirigé cet ensemble pendant quarante ans, a eu à cœur de diffuser sa musique auprès de tous les publics, en jouant dans des écoles, mais aussi des hôpitaux, des entreprises ou des prisons. «*Mon but, c'était surtout de toucher ceux qui pensent que la "grande culture" n'est pas pour eux. De les faire changer d'avis. La musique classique ne doit pas être réservée à une élite*», explique-t-il (8).

Au début des années 1980, l'âge médian des spectateurs était de moins de 40 ans. Aujourd'hui, il dépasse 60 ans.

Concert de l'Orchestre national de Lille qui organise régulièrement des visites guidées de ses coulisses: une autre manière de rendre la musique classique accessible au public (ci-dessous).

Cette conviction est toujours partagée par les 99 musiciens de l'ONL, habitués à jouer un soir sur une grande scène internationale et le lendemain dans un gymnase à l'acoustique défaillante. De nombreuses actions de médiation sont organisées autour des concerts: conférences de musicologie, rencontres avec des compositeurs, bords de scène avec les artistes, visites des coulisses, répétitions publiques… «*Tout ce travail paye,* estime François Bou, directeur général de l'ONL. *Nous accueillons toutes les classes d'âge, de -9 mois* (via *des ateliers de relaxation pour les femmes enceintes*) *jusqu'à 99 ans. Certes, les ouvriers sont sous-représentés mais nous n'avons pas que des CSP+ parmi nos abonnés.*»

L'Orchestre national de Lille revendique près de 110000 spectateurs dans son bilan d'activité 2023, dont près de 6000 nouveaux spectateurs. «*Quand nous organisons des concerts gratuits pour les étudiants, les puristes s'agacent de les voir applaudir entre les morceaux,* rapporte Charlotte De Visscher, chargée des publics. *Moi je trouve ça formidable, cela veut dire qu'ils apprécient. Et puis on ne va pas leur interdire de s'exprimer alors qu'ils viennent pour la première fois!*»

CARMEN SUR LE MONT CASSEL

Jean-Claude Casadesus a ouvert la voie des pratiques de médiation dans le monde de la musique classique. D'autres passionnés l'ont suivi, telle Gisèle Magnan. Convaincue que «*la musique classique, le jazz et l'opéra doivent vivre et rayonner partout et pouvoir être partagés par tous*», cette pianiste concertiste a fondé Les Concerts de poche en 2005. Cette association organise des ateliers de pratique musicale dans des écoles, des centres sociaux, des lieux de soin et des maisons de retraite. Reconnue d'utilité publique depuis 2015, elle organise aussi des concerts de très bon niveau dans des quartiers labellisés «politique de la ville» et des villages où l'offre culturelle est peu développée.

Les ateliers des Concerts de poche s'adressent à des publics qui ont souvent une perception négative de la musique classique. «*C'est un répertoire qui, quel que soit l'âge, est associé à une musique de spécialistes et d'initiés, réservée à une élite, au "goût des riches", ceux des centres-villes*», écrivent les sociologues du cabinet Asdo, dans une étude d'impact récente (9). Les plus jeunes parlent même de «*musique morte, ennuyeuse,*



© Cavan Images/Getty

Le début d'une carrière de spectateur

Comment se forment les appétences culturelles ? Si on devient spectateur à partir d'une expérience esthétique, l'environnement social joue un rôle déterminant.

Créer un cadre chaleureux, impliquer le public, faire parler les artistes, susciter l'émotion: l'association Les Concerts de poche connaît les recettes d'une médiation réussie. Après avoir participé à un atelier de l'association, près de 80% des adultes et plus de la moitié des enfants ont envie d'écouter davantage de musique classique. Neuf adultes sur dix ont envie de continuer à chanter et sept enfants sur dix souhaitent apprendre à jouer d'un instrument. Mais ensuite? «*Les entretiens réalisés six à neuf mois après le projet montrent que le chemin peut être long de l'intention à la participation effective*», relève l'étude d'impact commandée par l'association.

Ses auteurs observent que «*ces résultats concordent avec les études sociologiques sur le sujet: les carrières de spectateur et d'amateur s'inscrivent sur le temps long*».

Cette notion de «carrière» a été développée par Aurélien Djakouane, maître de conférences en sociologie à l'université Paris Nanterre, dans une thèse consacrée au théâtre (1). Il ne s'agit pas de nier les liens entre déterminants sociaux et pratiques culturelles mais de comprendre comment «*se forment durablement les appétences culturelles*». «*Ce qui engage une carrière de spectateur, ce n'est pas seulement une expérience esthétique,* explique Aurélien Djakouane. *L'environnement social est tout aussi important: on se rend au théâtre ou au concert pour partager une émotion avec d'autres personnes. C'est pour cela que cette carrière n'est jamais une trajectoire linéaire. Une pratique culturelle peut démarrer, s'arrêter, s'orienter autrement, en fonction des cycles de la vie.*» Pour avoir un effet sur le long terme, les actions de médiation culturelle ne doivent donc pas se limiter à une expérience unique. ● **S.M.**

(1) Aurélien Djakouane, «Les carrières de spectacteurs: vers une sociologie des formes de prescriptions théâtrales», thèse sous la direction de Emmanuel Pedler,, EHESS, 2007.



© Sylvain Marcelli

Les enfants de l'école primaire de Zuytpeene, dans le Nord, ont appris les mêmes chants que leurs aînés, dans la perspective d'un concert commun.



© PHOTOPQR/Voix du Nord/MAXPPP

Concert de poche à Hantay (Nord), avec en première partie avec les habitants et les élèves de l'école, en deuxième partie un quatuor en 2022.

appartenant au passé». L'association se donne pour mission d'inverser cette perception très négative.

Nous voici au sommet du mont Cassel, à mi-chemin entre Dunkerque et Lille: altitude 176 mètres! Les Concerts de poche se sont arrêtés dans ce joli village flamand pendant trois mois, de septembre à décembre 2023. Chaque mardi, pendant onze séances, une douzaine d'habitants apprennent à chanter les grands airs du *Carmen* de Georges Bizet, entre deux chansons d'Édith Piaf et de Michèle Bernard. L'atelier est fréquenté majoritairement par des femmes. «*On voit que c'est un moment essentiel pour ces dames qui ne sortent pas beaucoup de chez elles*, remarque la cheffe de chœur, Marie-Pierre Labro. *C'est un plaisir de travailler ici, cela change du milieu élitiste du conservatoire.*» Chanter ensemble permet de mieux se connaître. «*On aime s'écouter les uns les autres*», confirme Brigitte, 75 ans. «*Chanter, c'est libérateur*», confie Viviane, 62 ans.

Ce mardi de novembre, le chœur amateur a un peu le trac: est-il à la hauteur? «*Vous vous débrouillez très bien, j'ai rarement vu un groupe qui avançait aussi vite*», rassure Marie-Pierre Labro, tout en restant très exigeante lors de la répétition. L'après-midi, la musicienne, titulaire du diplôme universitaire de musicien intervenant (dumi), se rend dans une école voisine. Les élèves de CM1 et CM2 de Zuytpeene apprennent le même répertoire que leurs aînés de Cassel. Enfants et adultes se retrouveront sur scène le 15 décembre pour ouvrir le concert du quatuor Zahir, une formation qui interprète le répertoire classique au saxophone.

LAISSER LE PUBLIC S'EXPRIMER

Afin d'amplifier leur action, les Concerts de poche organisent aussi des ateliers ponctuels d'une heure. Baptisés «Musique en chantier», ils débouchent sur la création collective d'un conte ou scénario. Lola Simon intervient régulièrement dans le Pas-de-Calais pour le compte de l'association. «*J'invite les participants à entrer dans la musique, à fermer les yeux et à s'inventer une histoire, avec des lieux, des personnages, des péripéties*, explique-t-elle. *En se mettant dans la position du compositeur, ils développent des capacités d'écoute et éprouvent des émotions souvent très fortes.*» Pour atteindre son objectif, créer du lien entre une œuvre et un public, la médiation culturelle doit faire des spectateurs des acteurs. «*C'est une proposition qui suppose de respecter et de connaître le public auquel on s'adresse*, explique Cécile Prévost-Thomas, maîtresse de conférences en sociologie et musicologie. *Il faut parler à ce public et le laisser s'exprimer.*» Cette vision bouscule le rituel très codifié du concert symphonique. La cheffe d'orchestre Zahia Ziouani, connue du grand public pour sa participation à l'émission *Prodiges* sur France 2, s'adresse ainsi à l'assistance pendant les concerts de l'ensemble Divertimento. Elle propose aussi aux spectateurs d'échanger au bord du plateau à la fin de la représentation.

Cependant, les musiciens ne sont pas toujours armés pour donner des clés de compréhension à un public novice. «*Je l'ai vérifié en travaillant avec l'Orchestre français des jeunes en 2012-2013*, relate Cécile Prévost-Thomas, qui est aussi responsable du master «Médiation de la musique» à l'université Sorbonne-Nouvelle. *Ces jeunes musiciens n'arrivaient pas à parler de leur musique. Suivre une formation les a transformés: ils y ont souvent pris du plaisir et se sont même aperçus que cela les aidait à être plus à l'aise sur scène.*» Le conservatoire de Paris a intégré une formation à la médiation à son diplôme d'État (DE): les musiciens apprennent à animer des ateliers dans le champ scolaire, social ou hospitalier.

CASSER LE QUATRIÈME MUR

Retour à Zuytpeene, dans les Flandres, à quelques jours de Noël. Le public se masse dans l'entrée de la salle des fêtes. Près de 200 personnes ont réservé leur soirée, avant tout pour voir un de leurs proches, enfant ou adulte, sur scène. «*Je n'écoute pas de musique classique mais je suis venue voir ma sœur chanter*», explique Nina, qui habite le village. Les choristes attendent en coulisses après avoir répété leur version de *Carmen*. Les jeunes musiciens du quatuor Zahir lustrent leurs saxophones. «*La musique classique s'est trop longtemps considérée comme un art total, absolu, évident*, estime Guillaume Berceau, saxophone soprano. *Elle est obligée de descendre de son piédestal. S'engager dans la médiation, que ce soit par dépit ou par conviction, c'est une question de survie. Pour nous, c'est par conviction!*»

Pour créer du lien entre une œuvre et un public, la médiation culturelle doit faire des spectateurs des acteurs.

À ses côtés, Joakim Ciesla, saxophone baryton, approuve. Il sait que l'accès aux œuvres n'a rien de spontané. «*Lorsque j'étais enfant, mes parents écoutaient France Musique au petit-déjeuner. Pour moi c'était toujours la même musique! C'est en apprenant à identifier le tempo, la richesse de l'harmonie, les articulations, le rythme, la hauteur, que j'ai pu percevoir l'intention de chaque compositeur et avoir une écoute compréhensive du répertoire.*» Le quatuor a été marqué par sa rencontre avec le pianiste Jean-François Zygel, célèbre pour ses émissions sur France Télévisions. «*Il nous a appris à casser le quatrième mur entre le public et nous*», résume Florent Louman, saxophone ténor.

Les lumières s'éteignent. Les enfants montent sur l'estrade en se donnant la main, suivis des adultes. Tous entonnent avec une joie éclatante le fameux air du *Toréador*. Leur prestation est applaudie à tout rompre. «*Tu te rends compte du nombre de répétitions qu'il a fallu*», souffle un spectateur à sa voisine. Puis


Répétition de l'Orchestre national de Lille à la maison d'arrêt de Sequedin pour des détenus volontaires en 2023.

le quatuor Zahir propose un programme diversifié, d'Astor Piazzolla à Claude Debussy en passant par Antonín Dvořák. Les musiciens s'adressent tour à tour au public pour présenter leurs instruments et donner des indications sur les morceaux joués, en les rattachant à des références communes. «*Si vous aimez la musique de* Pirate des Caraïbes, *allez écouter la* Symphonie du Nouveau Monde, *c'est beaucoup mieux*», conseillent-ils. Au rappel, ils finissent le concert dans la salle. Le public, chaviré, leur offre une *standing ovation*. Ce soir, la musique classique a pris un sacré coup de jeune. ●

(1) Pierre Bourdieu, *La Distinction*, 1969, rééd. Minuit, 1996.
(2) Philippe Lombardo et Loup Wolff, «Cinquante ans de pratiques culturelles en France», *Culture études*, n° 2, juillet 2020. Le ministère de la Culture mène une enquête sur les pratiques culturelles des Français depuis les années 1970. La dernière édition date de 2018 et a été réalisée auprès d'un échantillon de 9200 personnes en France métropolitaine.
(3) Ministère de la Culture, «Étude relative à la musique classique et ses publics», rapport établi par Sylvie Pébrier, inspectrice de la création artistique, février 2015.
(4) Association française des orchestres/agence Aristat, enquête «Les âges du public de la musique symphonique en France», avril 2019.
(5) Philippe Coulangeon, *Sociologie des pratiques culturelles*, 3e éd., La Découverte, coll. «Repères», 2016.
(6) Association française des orchestres, document stratégique «Orchestres 2030. 23 propositions pour l'orchestre de demain», octobre 2023.
(7) Bruno Nassim Aboudrar et François Mairesse, *La Médiation culturelle*, 3e éd., PuF, «Que sais-je?», 2022.
(8) Virginie Demange, «Le chef d'orchestre Jean-Claude Casadesus, fondateur de l'Orchestre national de Lille, fait son entrée dans le Larousse», France 3, 12 mai 2021.
(9) Asdo études, «L'impact des actions des Concerts de poche sur les territoires et sur les publics», décembre 2022.

SYLVAIN MARCELLI

Trois formes de médiation culturelle

La médiation culturelle se décline en plusieurs registres. Ses «formes les plus anciennes» sont les visites guidées, les sorties culturelles et les conférences, selon Bruno Nassim Aboudrar et François Mairesse (*La Médiation culturelle*, 3e éd., 2022). Une deuxième catégorie correspond aux «*activités organisées en ateliers, dans lesquelles les participants sont invités non seulement à interagir mais aussi à créer ou produire un objet (celui-ci peut être matériel ou prendre la forme d'un spectacle)*». Troisième forme de médiation, les cartels de musée ou les programmes de concert: «*Ce type de supports s'adresse à un public plus vaste et non limité, contrairement aux groupes assistant à une visite ou à un atelier.*» Ces actions de médiation peuvent être portées soit par des établissements (musées, théâtres, opéras, bibliothèques) soit par des opérateurs externes (services publics, associations). «*Nombre d'actions commencent à être mises en place auprès de publics considérés comme extérieurs à toute pratique culturelle en raison de leur exclusion sociale. (…) C'est notamment dans ce cadre que de multiples manifestations peuvent être organisées dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou les prisons*», observent Bruno Nassim Aboudrar et François Mairesse. ● **S.M.**

Entretien avec **Fabrice Raffin**



© NickS/Getty

«Une domination sociale qui ne passe pas»

Et si la musique classique était tout simplement périmée? C'est la question provocatrice que pose le sociologue Fabrice Raffin en partant de ses enquêtes sur le terrain.



© DR

FABRICE RAFFIN étudie depuis vingt ans les pratiques artistiques et culturelles ainsi que les politiques de démocratisation culturelle. Il est maître de conférences à l'université de Picardie (laboratoire Habiter le monde).

Comment expliquer la chute de fréquentation des concerts de musique classique?

Chaque époque produit des formes esthétiques qui nous parlent du monde, de l'état de la société, de nos états d'âme. Le vieillissement du public de la musique classique semble témoigner d'un manque d'intérêt des nouvelles générations. Je navigue en tant que sociologue dans les milieux sociaux les plus divers. Mes interlocuteurs entendent beaucoup de musique classique, que ce soit dans les jeux vidéo, les films ou les publicités. Mais ce n'est souvent pour eux qu'une musique d'ambiance, qui ne provoque rien, ne suscite pas d'émotion. Même les classes supérieures se sont émancipées: elles n'ont plus peur de dire que la musique classique, «c'est ringard», et que l'électro ou le métal leur parlent davantage.

Le rituel du concert classique est-il aussi jugé «ringard»?

Chaque milieu social construit son expérience esthétique. Plus on descend dans l'échelle sociale, plus le public d'un concert attend un engagement physique, de l'énergie, un plaisir ludique. C'est manifeste lors d'un concert de rap par exemple. À l'inverse, plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus on trouve une pratique fondée sur la retenue, le maintien et la contemplation, la recherche d'un propos universel et intemporel. Un concert de musique classique propose ce type d'expérience. C'est aussi le cas du jazz qui s'écoute dans des salles à l'italienne, alors que c'était une musique populaire dans les années 1950.

La musique classique peut-elle encore diversifier son public?

Sortir de la salle de concert peut être une solution… Mais cela reste difficile. Dans mes enquêtes, les gens me répondent toujours: «*La musique classique, c'est pour les bourgeois.*» Il faudrait d'ailleurs se demander pourquoi les tenants de la musique classique ne s'intéressent pas plus aux autres musiques. L'appel à l'ouverture va toujours dans le même sens parce qu'il cache un argument implicite: écouter de la musique classique serait une pratique supérieure, plus riche que les autres. Il y a là une forme de domination sociale qui ne passe pas. Toutes les cultures sont périssables. On peut le regretter si on aime la musique classique. Mais on peut aussi s'interroger. Construire la Philharmonie (inaugurée en 2015) alors qu'il y a déjà deux opéras (Garnier et Bastille) à Paris, était-ce une bonne idée? La mission de conservation du patrimoine doit-elle aller aussi loin? La question ne concerne d'ailleurs pas uniquement la musique classique: la fréquentation du théâtre n'est pas plus importante, alors qu'il y a plus de 80 scènes nationales en France. Contrairement au ministère de la Culture, les élus des collectivités territoriales se demandent s'ils doivent continuer à subventionner une offre culturelle qui ne rencontre pas son public. La question du devenir de la musique classique pose donc des questions esthétiques mais aussi démocratiques. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR S.M.

Initiatives

LE JEUNE PUBLIC DANS LE VISEUR

Une bonne façon de faire venir les jeunes au concert de musique classique, c'est d'aller les chercher.

Le 28 janvier dernier, le parterre du théâtre des Champs-Élysées grouillait de gamins, certains avec leur classe, certains avec leurs parents. De toute la région parisienne, ils étaient venus assister à *Une petite flûte*, réduction ludique et participative de *La Flûte enchantée* de Mozart, mise en scène par Julie Depardieu. Préparés à l'avance (au théâtre, à l'école ou en ligne), les enfants savaient à quel moment ils devaient accompagner la musique d'une petite chorégraphie – l'air des clochettes – ou entonner en chœur le duo de Papageno et Papagena – Pa-pa-pa, Pa-pa-pa-pa… Mais quelle concentration sur les petits visages quand Pamina chantait son malheur ou quand la Reine de la nuit vocalisait sa colère suraiguë !

Les institutions musicales ne restent plus les bras ballants face au vieillissement de leur public. La Philharmonie de Paris a pris la tête en 2010 d'un vaste réseau d'orchestres d'enfants appelé Démos (pour Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale). L'inspiration est venue du mouvement El Sistema, né au Venezuela, et dont est issu le célèbre chef Gustavo Dudamel. Une cinquantaine d'orchestres Démos sont déployés dans toute la France, loin des territoires habi-



Élève de la Philharmonie de Paris en 2023.


© Philharmonie de Paris/Nicolas Lascourrèges

Concert de fin d'année de la Philharmonie (Orchestre de Strasbourg) en 2021.

tuels de la musique classique, selon un principe identique: chaque enfant se voit prêter un instrument pour trois ans, il répète quatre heures par semaine encadré par des musiciens et des travailleurs sociaux, et participe aux concerts, pour certains dans la salle impressionnante de la Philharmonie. 11000 enfants des classes populaires ont participé à Démos depuis sa création. Et l'avenir est assuré: la campagne de financement participatif «Donnons pour Démos» s'est achevée le 16 janvier 2024 avec une levée record de 610000 euros.

Partout les initiatives abondent pour rajeunir et mélanger les publics. «*J'aime le foot et l'opéra*», proclamait une récente campagne publicitaire du Palau de les Arts, l'opéra de Valence en Espagne. Mais si l'âge moyen des spectateurs a baissé de 11 ans entre les saisons 2018-2019 et 2022-2023, ce n'est pas qu'une affaire de communication. Les programmes ont été repensés et, surtout, six soirées dans l'année ont été réservées aux moins de 28 ans avec un tarif unique à 10 euros. Un triomphe, avec pour chacune de ces dates des billets épuisés plus de deux mois à l'avance. À Berlin, le Stegreif – The Improvising Symphony Orchestra, créé par le trompettiste Juri di Marco en 2015, chamboule les codes du concert classique: la scène est partout, on improvise, on chatouille les classiques avec des expériences comme FREEBEETHOVEN ou FREEMAHLER.

De fait, le classique coule dans les jeunes oreilles. Selon l'étude «The classical revival in 2020» réalisée par Deezer et le Royal Philharmonic Orchestra, 59% des Britanniques de moins de 35 ans écoutaient de la musique orchestrale en streaming contre 51% pour l'ensemble du public. Avec une star absolue: Mozart. ●

SOPHIE GHERARDI

LANGUE

Ce que PARLER FRANÇAIS veut dire

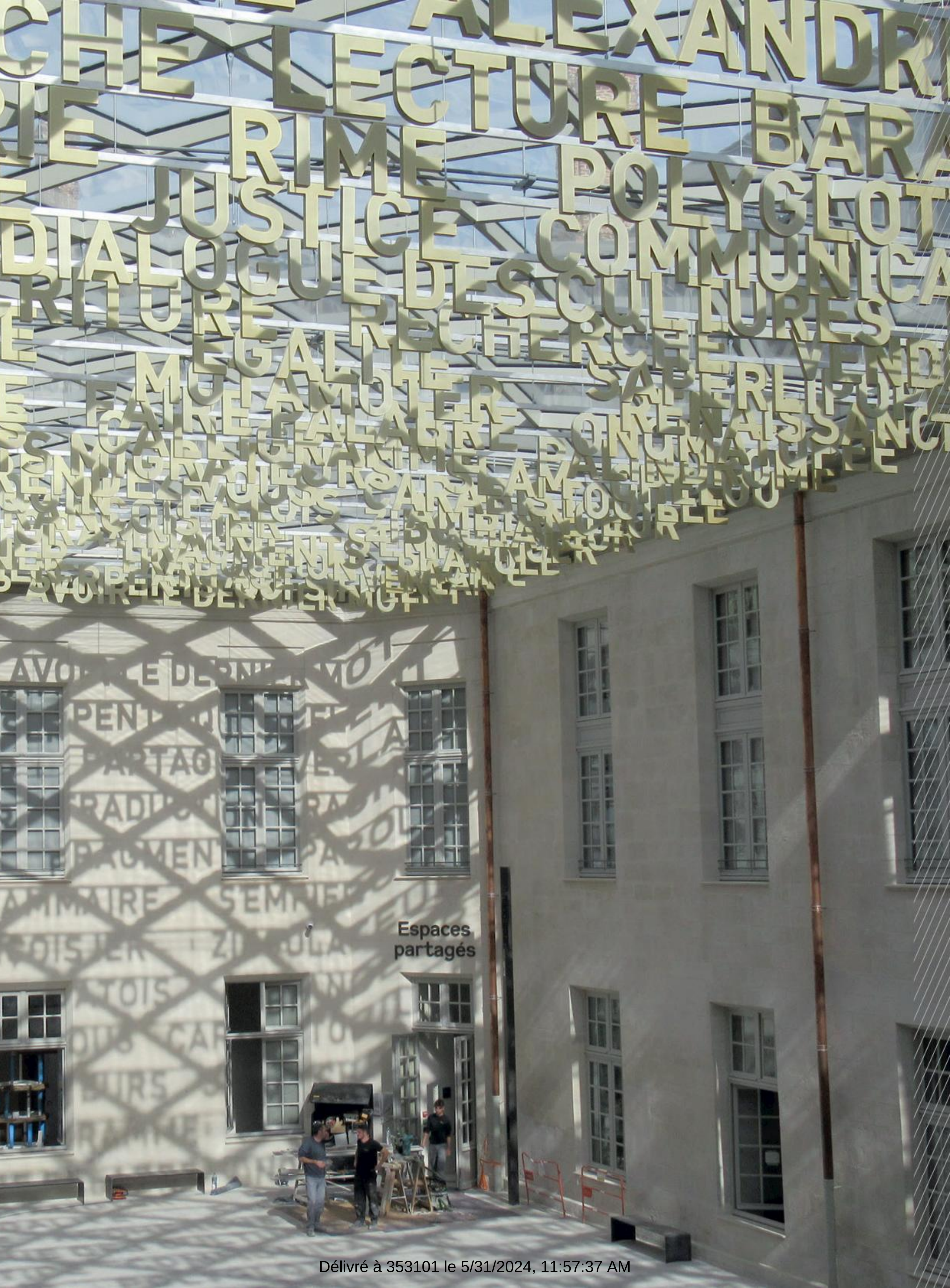
La Cité internationale de la langue française n'est pas un musée comme les autres mais présente un parcours muséographique singulier: entrer dans une bibliothèque immersive, entendre les différents accents du français dans le monde, découvrir les origines des mots et leurs migrations... Autant de façon d'arpenter le français de manière ludique.

50 minutes de train depuis la gare du Nord direction l'est... et voici qu'apparaît Villers-Cotterêts, petite ville de l'Aisne d'environ 10000 habitants. Il suffit de dix minutes à pied, en passant devant la maison d'Alexandre Dumas, la grande figure littéraire du lieu, pour rejoindre depuis la gare la nouvelle Cité internationale de la langue française située dans le centre. Inaugurée le 30 octobre 2023 par Emmanuel Macron, elle est le grand chantier présidentiel et le premier qui ne soit pas à Paris. Son écrin: un magnifique château Renaissance construit dans les années 1530 par François Ier qui en avait fait sa résidence de chasse. Réquisitionné lors de la Révolution française, il avait été transformé en hospice par Napoléon Ier avant

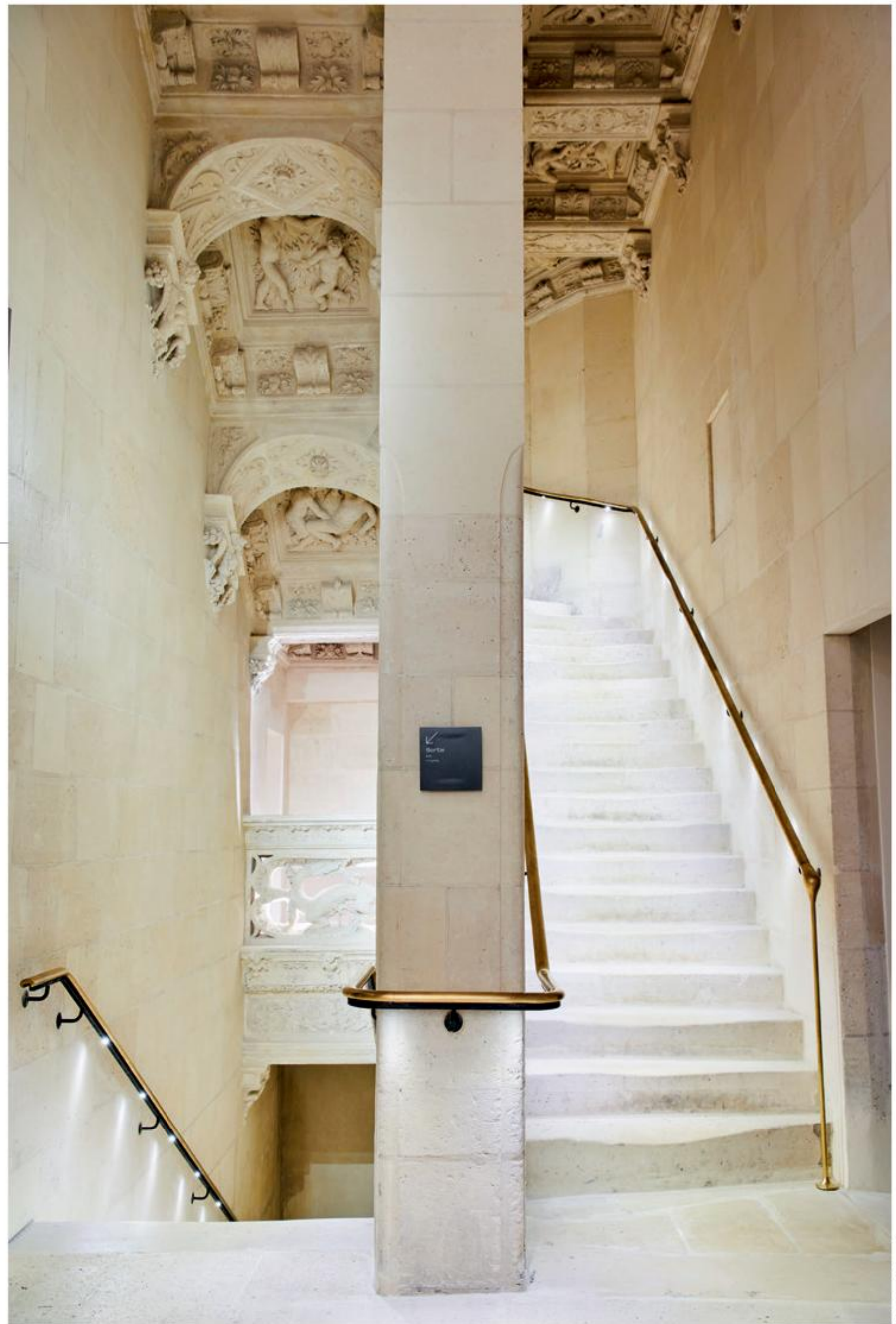


© Sabine Glaubitz/picture alliance via Getty

Le ciel de mots de la Cité internationale de la langue française en 2023.


LECTURE
RIME
JUSTICE
DIALOGUE DES CULTURES
RECHERCHE
Espaces
partagés

Escaliers de la reine à la Cité internationale de la langue française.



© Benjamin Gavaudo

d'être reconverti en maison de retraite à la fin du 19e siècle. Mais, inoccupé depuis 2014, il était dans un état de dégradation très avancé. Emmanuel Macron visite le château en 2017 et décide en 2018 de le confier au Centre des monuments nationaux pour le restaurer et y accueillir son grand projet, une Cité internationale de la langue française. Des travaux de grande ampleur sont parvenus à redonner au site sa splendeur d'antan avec un investissement d'environ 210 millions d'euros qui témoigne de l'ambition du projet. Le chantier a mobilisé pas moins de 220 entreprises, 600 compagnons et 65 corps de métiers, le résultat est à la mesure des efforts déployés.

Le projet culturel lui-même est singulier. Il ne s'agit pas d'un musée, mais le lieu présente un parcours muséographique. Entrer dans une bibliothèque immersive qui donnera un conseil de lecture personnalisé, entendre les différents accents du français dans le monde, découvrir les origines des mots et leurs migrations, écouter des reconstitutions historiques de la manière dont le français pouvait être parlé dans le passé, apprendre des expressions du monde francophone… Autant de manières d'arpenter la langue française à travers ce parcours à la fois éducatif et ludique qui ne compte pas moins de 62 dispositifs variés (vidéos, jeux, animations…). Au-delà du par-

cours permanent et d'expositions temporaires qui seront amenées à se déployer, le lieu a vocation à constituer un écosystème avec 12 ateliers de résidences d'artistes ou de chercheurs, un centre de formation de français, des activités pédagogiques pour les publics scolaires et un centre des technologies de la langue pour accueillir des entreprises spécialisées. Surtout, une programmation culturelle et artistique est en cours de construction par Paul Rondin, directeur de la cité et ancien directeur délégué du festival d'Avignon.

UNE NORMALISATION PROGRESSIVE DE LA LANGUE

La Cité internationale de la langue française trouve dans une ordonnance de François Ier signé à Villers-Cotterêts un heureux prétexte justifiant sa localisation. Ce texte sur le fait de justice d'août 1539 impose dans les actes officiels l'usage du français en lieu et place du latin. Il donne à voir que le français est une langue d'État avec un enjeu: permettre aux textes officiels d'être compris par tous ou presque. Le français est né du latin parlé et a évolué au point de devenir une langue à part entière. Cette langue orale, populaire se diffuse progressivement au Moyen Âge. L'impression et l'édition de livres en français (le premier paraît en 1470) vont favoriser la normalisation progressive de la langue. Les poètes de la Renaissance jouent également un rôle clé comme en témoigne *La Défense et illustration de la langue française* (1549) que publie Joachim du Bellay dix ans après l'ordonnance de Villers-Cotterêts. Il pousse à écrire en français, à amplifier et enrichir la langue pour qu'elle soit aussi riche que le latin et le grec. Richelieu, ministre de Louis XIII, apporte sa pierre à l'édifice en créant, en 1635, l'Académie française avec pour fonction principale de «*travailler avec tout le soin et toute la diligence possibles à donner des règles certaines à notre langue et à la rendre pure, éloquente et capable de traiter les arts et les sciences*» (statuts, article XXIV). Le français langue d'État coexiste avec de très nombreuses langues régionales. Le rapport de l'abbé Grégoire à la Convention en 1794 porte «*sur la nécessité et les moyens d'anéantir le patois, & universaliser la langue française*». L'idée est d'asseoir l'unité de la nouvelle nation que la Révolution française veut renforcer: «*Uniformiser le langage d'une grande nation, de manière que tous les citoyens qui la composent puissent sans obstacle se communiquer leurs pensées.*» Mais c'est surtout avec l'école publique



© Benjamin Gavaudo

Visiteurs de la Cité internationale de la langue française.



© Benjamin Gavaudo

Ordonnance de Villers-Cotterêts.

obligatoire à la fin du 19e siècle que le français s'impose sur l'ensemble du territoire. Un siècle plus tard, au moment où la France entre dans le marché unique européen, l'article 2 de la Constitution, ajouté en 1992, affirme que «*la langue de la République est le français*». Il s'agit bien de défendre une Europe qui reconnaît et maintient la diversité culturelle et les langues de ses membres. L'article 2 ne dit pas que le français est la langue de la République française puisque le français est parlé ailleurs dans le monde. Pour Xavier North, «*il a signifié qu'en tant que personne privée, chacun peut parler en France la langue de son choix, la liberté d'expression y étant, depuis la Déclaration des droits de l'homme, un principe qui l'emporte sur tous les autres; mais qu'en tant que citoyen, partie du grand corps collectif de la République, chacun a un droit imprescriptible de s'exprimer en français, et de s'entendre ou de se voir répondre en français.*» (*Le Livre d'une langue*, 2023). Affirmer que le français est langue politique ne nie pas les autres langues de France, non seulement les langues régionales mais aussi les langues étrangères. L'arabe est ainsi la deuxième langue de France et le plurilinguisme une réalité partagée par beaucoup.

La France donc compte bien des langues et le français n'appartient pas aux seuls Français. Le parcours permanent le rappelle quand dès l'entrée le visiteur fait face à un tableau d'affichage, semblable à ceux des aéroports, où les noms de villes francophones se succèdent. Le ton est donné. Fort de près de 321 millions de locuteurs, le français est aujourd'hui la cinquième langue dans le monde, après le chinois, l'anglais, l'espagnol et l'arabe. Il est, avec l'anglais, la seule langue présente sur cinq continents. Le français est parlé dans des zones du monde dont la démographie est très dynamique, comme en Afrique. Il est à ce titre une langue monde avec un point qui mérite d'être souligné: les francophones natifs sont beaucoup moins nombreux que les francophones d'adoption, environ un sur quatre. Sa place dans le monde dépend donc beaucoup de sa transmission par l'école et les réseaux éducatifs. Si les locuteurs du français sont dans leur grande majorité des francophones d'adoption, c'est donc que le français est parlé avec le compagnonnage d'autres langues, sans exclusive. Il influence d'autres langues dont il se nourrit aussi. «*Aucune langue n'est, sans le concert des autres*», rappelaient Édouard Glissant et Patrick Chamoiseau dans *Quand les murs tombent. L'identité nationale hors-la-loi?* (2007). On le voit: dépayser la langue française, loin de l'affaiblir, la rend plus forte. ●

À lire

- *Le Livre d'une langue*
  Barbara Cassin (dir.), éd. du Patrimoine, 2023.

CATHERINE HALPERN



Jean Clouet (1480-1541),
Portrait équestre de François 1er (vers 1540).

« Il faut délier langue et nation »

Entretien avec Barbara Cassin



BARBARA CASSIN
Philosophe, helléniste, philologue, membre de l'Académie française, elle est une des commissaires du parcours permanent de la Cité internationale de la langue française. Elle a notamment dirigé le *Vocabulaire européen des philosophies. Le Dictionnaire des intraduisibles* (Seuil, 2004).

Dans *Le Livre d'une langue* que vous avez dirigé à l'occasion de l'ouverture de la Cité internationale de la langue française, vous citez Jacques Derrida: «*Une langue, ça n'appartient pas.*» Quel sens donnez-vous à cette phrase énigmatique?

« *Une histoire singulière,* écrit Jacques Derrida, *a exacerbé chez moi cette loi universelle: une langue, ça n'appartient pas, pas naturellement et par essence.*» L'histoire singulière est celle d'un jeune Juif pied-noir vivant en Algérie qui perd la nationalité française en 1940 avec l'abolition du décret Crémieux. D'où ce paradoxe: «*Je n'ai qu'une seule langue*» (le français) «*et ce n'est pas la mienne*» (il n'est plus français). Mais cette histoire singulière est «*exemplaire*»: on ne possède pas sa langue. On peut parler français et ne pas être français. D'autres parlent français, heureusement pour cette langue, qui ne sont pas français mais «francophones». Autrement dit, il faut délier langue et nation. Une langue n'est pas «*enracinée*» dans une race et dans un peuple, comme le voudrait Martin Heidegger, une langue, ça n'appartient pas! C'est pourquoi Hannah Arendt peut décider de choisir l'allemand, et non l'Allemagne, comme patrie.

En quoi le français peut-il être qualifié de langue-monde? Quelle est sa spécificité par rapport à d'autres langues?

Après la *koinê*, cette forme «commune» de grec qui s'est imposée dans ce que l'Antiquité appelle «monde habité», après le latin de l'Empire romain, et avant l'anglais globalisé, le français des Lumières a pu jouer ce rôle de langue commune. Ce n'est plus le cas.

Avec le terme «langue-monde», il ne s'agit pas, comme le voulait Antoine de Rivarol (1753-1801), de prétendre à l'«*universalité de la langue française*», dont seul le «*génie*» épouserait l'ordre naturel de la raison. Il s'agit simplement de constater que, sur les quelque 7000 langues parlées aujourd'hui sur la planète, seules quelques-unes sont dispersées sur plusieurs continents. Le français partage ce statut avec d'autres langues, elles aussi coloniales, telles l'anglais, l'espagnol, le néerlandais, le portugais ou l'arabe.



Votre épée d'académicienne porte l'inscription «*Plus d'une langue*». Pouvez-vous nous expliquer pourquoi? Le *globish* constitue-t-il une véritable menace?

«*Plus d'une langue*», encore une phrase de Jacques Derrida, signifie qu'aucune langue n'est sans le concert des autres. D'où *Le Livre d'une langue*: le français, avec ses auteurs et ses œuvres, est une langue entre autres. Chaque langue, dit Alexander von Humboldt (1769-1859), est un filet qui remonte d'autres poissons et dessine un monde. Le *globish*, à ne pas confondre avec l'anglais (le British Council s'en alarme assez), fonctionne comme un commun dénominateur. Mais une langue n'est pas seulement un moyen de communication.

Je crois, avec Umberto Eco (1932-2016), que «*la langue de l'Europe, c'est la traduction*»: le scénario catastrophe serait que nous parlions tous *globish*, et que nos langues d'aujourd'hui, français, allemand, anglais même, etc., ces langues de culture, à partager, soient réduites à l'état de «dialectes» à parler seulement entre soi, et de moins en moins... La diversité de Babel est une chance, et la traduction, avec ses difficultés, un savoir-faire avec les différences politiquement essentiel. ● C.H.

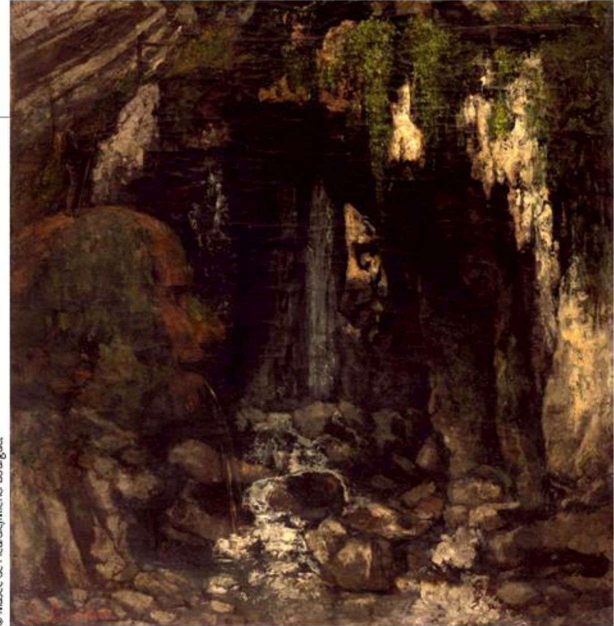


Joseph Franque (1774-1833), *Hercule arrachant Alceste des Enfers* (v. 1806).

Plongée dans LES ENTRAILLES DE LA TERRE

L'exposition « Mondes souterrains » au Louvre-Lens invite à un fascinant voyage dans les tréfonds. Elle donne à voir l'ambivalence des regards que l'homme a pu porter sur ces lieux qui ont nourri depuis toujours les imaginaires.

Quels mondes se cachent sous nos pieds ? Tout au long des siècles, les hommes ont imaginé ce que dissimulaient les profondeurs de la Terre. Faisant écho au glorieux passé minier du Nord, le Louvre-Lens, lui-même construit sur un ancien puits de mine, invite à travers l'exposition « Mondes souterrains » à un fabuleux *Voyage au centre de la Terre* pour reprendre le célèbre titre du roman de Jules Verne de 1864. Le parcours ne compte pas moins de 200 œuvres empruntées aux arts et aux époques dans leur diversité, de la littérature au cinéma ou aux installations contemporaines, de l'Antiquité à nos jours, qui mènent de l'ombre à la lumière. Le visiteur entre d'abord par un long couloir qui le conduit dans l'antre de la Sibylle, prêtresse d'Apollon, l'initiatrice à ce voyage sous la terre.


© Musée de Picardie/Michel Bourguet

Gustave Courbet (1819-1877), *Vue de la caverne des géants près de Saillon, ou Paysage fantastique aux rochers anthropomorphes* (1873).

Gouffres et failles, cratères ou grottes sont les lieux à partir desquels l'homme tente d'appréhender ce qui se dérobe à ses regards. Les artistes composent alors une nouvelle géographie imaginaire fascinante mais souvent effrayante. Le monde du bas abrite souvent le royaume des morts avec des lieux de passages, comme le Styx que traverse Caron dans sa barque pour y mener les âmes. Il peut ainsi représenter le lieu où les condamnés sont précipités pour subir leurs châtiments, comme dans les prisons imaginaires de Piranèse gravées dans la deuxième moitié du 18e siècle. C'est aussi sous terre que bien des sociétés ont imaginé les Enfers peuplés de démons et de créatures étranges. John Martin représente ainsi dans les tréfonds de la terre le Pandemonium, cette capitale de l'Enfer où Satan surplombe un fleuve de lave.
Au-delà des fantasmes et des cauchemars, l'époque moderne va développer un regard plus scientifique avec notamment l'essor de la géologie. Est alors porté un vif intérêt aux éruptions volcaniques ou aux tremblements de terre comme celui de Lisbonne en 1755. Les écrivains s'emparent également de cet univers. Tel Émile Zola avec *Germinal* (1885). Le mineur est alors un des héros de ces mondes souterrains dangereux et imprévisibles.
Mais l'exposition entend aussi éclairer la face plus lumineuse du monde d'en bas qui peut incarner la richesse et la fertilité de la terre, comme dans l'estampe *Germination* (1879) d'Odilon Redon, ou le jaillissement des eaux profondes. Il recèle des pierres précieuses, des fossiles, des restes archéologiques dont les cabinets de curiosités sont si friands. Les grottes sont source d'enchantements, lieux protecteurs et féériques qui nourrissent l'imaginaire comme en témoigne l'installation en bois et carton d'Eva Jospin, *Nymphées*, petit palais enchanteur. Les sous-sols sont aussi ces lieux où plus trivialement il est possible de se réfugier ou de s'abriter, de se déplacer aussi. Le métro incarne cet autre usage du souterrain où se déploient aussi des espaces de subversion propices aux arts urbains. Le monde du bas en dit souvent long sur le monde du haut dont il est le miroir inversé. ● C.H.

Mondes souterrains. 20000 lieux sous la terre
27 mars-22 juillet 2024,
Louvre-Lens, 99 rue Paul-Bert, 62300 Lens.

CATHERINE HALPERN



Hubert Robert (1733-1808), *La grotte de Pausilippe à Naples* (1760-1761).

● cahier culture



DOCUMENTAIRE

UKRAINE : L'OPÉRA EN TEMPS DE GUERRE

Trois mois après l'invasion russe du 24 février 2022, l'opéra national d'Ukraine à Kiev a rouvert ses portes. Cette série documentaire nous plonge au cœur de sa lutte pour continuer son activité coûte que coûte, malgré les coupures d'électricité et les attaques aériennes. Avec des budgets réduits, des incertitudes et des difficultés d'organisation, des morts surtout. Comment et pourquoi continuer à créer dans un pays en guerre ? « *Nous devons faire vivre notre art et pas seulement le ballet. Nous devons faire attention à ne pas le perdre. Il incarne la force de la nation* », explique une danseuse étoile. Une autre témoigne de l'absurdité : « *Le matin, on a un enterrement. L'après-midi, une représentation* ». Certains choix sont difficiles, notamment celui d'exclure les œuvres russes du répertoire. « *Vous me voyez dire à des gens touchés par la guerre que la musique russe est merveilleuse ?* », exprime un ténor. L'art est aussi une arme de résistance. ●

Kiev. Un opéra en temps de guerre, série documentaire écrite par Aliona Zagurovska et Priscilla Pizzato, et réalisée par Éric de Lavarène, 4 épisodes de 26 minutes, 2023-2024. Disponible sur arte.tv jusqu'au 11/07/2026.

PODCAST

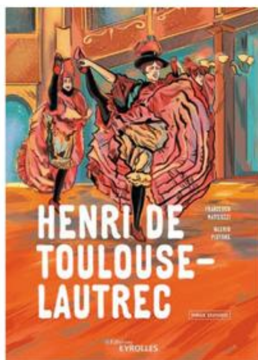
Angelin Preljocaj : une vie dansée

Pas simple de donner à voir la danse à travers la « voix nue ». Caroline Broué réalise un tour de force dans cette série sur le danseur et chorégraphe Angelin Preljocaj. Né en 1957, il a grandi en région parisienne dans une famille originaire d'Albanie qui a fui la dictature. Il découvre la danse et s'accroche malgré les réticences de son entourage. Ses années de formation le conduisent de New York avec Merce Cunningham à Angers avec Viola Farber et Montpellier avec Dominique Bagouet. Son propre langage chorégraphique s'élabore alors, singulier et radical, souvent nourri par la collaboration avec d'autres arts, la littérature, le design, la mode ou la BD. La série nous conduit jusque dans son « bateau pirate », le Pavillon noir d'Aix-en-Provence, le centre chorégraphique national qu'il dirige avec le souci toujours vif de transmettre tant aux danseurs qu'aux spectateurs. ●

Podcast de Caroline Broué pour l'émission ***À voix nue*** de France Culture, 5 épisodes de 30 minutes.

LIVRE

Toulouse-Lautrec haut en couleur



Un roman graphique avec des planches vives aux tons chauds pour découvrir la vie et l'œuvre d'un peintre singulier, Henri de Toulouse-Lautrec. Ami de Degas ou de Vincent Van Gogh, cet aristocrate rebelle, petit, boiteux, avait fait le choix de fréquenter assidûment les cabarets de Montmartre et ses noceurs au cœur des nuits parisiennes dont ses oeuvres constituent sans nul doute le plus beau témoignage. ●

Roman graphique, ***Henri de Toulouse-Lautrec***, Francesco Matteuzzi, Valerio Pastore, éditions Eyrolles, 19,5 euros

SUR LE WEB

Fréquentation des lieux culturels

Les musées et les lieux culturels en France se portent bien. Si leur fréquentation avait été fortement dégradée par la pandémie en 2020 et 2021, beaucoup ont retrouvé voire dépassé leur niveau précovid. Sur 405 sites culturels français, la hausse est pour 2023 de 11,30 % par rapport à 2022 et de 9,75 % par rapport à 2019. Le Centre des monuments nationaux (CMN), qui gère une centaine de sites culturels, a ainsi accueilli plus 11 millions de visiteurs, soit +15 % par rapport à 2022. ●

www.club-innovation-culture.fr/frequentation-musees-lieux-culturels-francais-2023/

SCIENCES HUMAINES

BOUTIQUE EN LIGNE

NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

LE MENSUEL









LES GRANDS DOSSIERS





HORS-SÉRIE

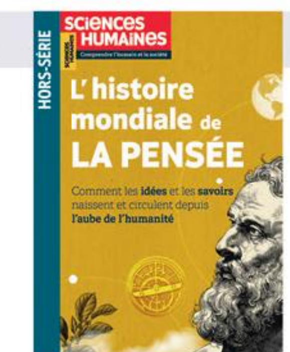


LES ESSENTIELS





HORS-SÉRIE



L'HUMANOLOGUE







RETROUVEZ
TOUTES NOS PUBLICATIONS
SUR NOTRE SITE
WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

GAGNEZ
DU TEMPS,
**SCANNEZ
CE QRCODE**



POUR DÉCOUVRIR NOS DERNIERS LIVRES, C'EST ICI :
HTTPS://WWW.SCIENCESHUMAINES.COM/EDITIONS/